

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE**

**LA PERCEPTION DU SECTEUR PRIVE PAR LA
BUREAUCRATIE TURQUE (1923-1946)**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Simay KOCAOĞLAN

Directeur de recherche: Yrd.Doç.Dr. Ahmet KUYAŞ

Mémoire pour l'obtention du DEA "Science Politique"

MARS 2008

• TABLE DES MATIERS	
• INTRODUCTION	1
I. L'ARRIERE-PLAN OTTOMAN	5
A. L'économie et la société ottomanes au XIX^e siècle	5
B. L'époque des Jeunes Turcs	7
1. Le nationalisme turc.....	7
2. Les politiques économiques des Jeunes Turcs : l'économie nationale.....	12
II. LA PLACE DU SECTEUR PRIVE DANS LES MODELES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE MIS EN PLACE PAR LA BUREAUCRATIE : LE CADRE POLITIQUE DES ACTIVITES DU SECTEUR PRIVE	19
A. La préparation des fondements d'une économie basée sur l'entrepreneuriat privé	19
1. Facteurs déterminants de la politique économique ouverte.....	19
a. La situation générale de l'économie turque en 1923.....	19
b. Le choix économique de l'État.....	21
c. Les contraintes et les influences du Traité de Lausanne sur l'économie turque.....	22
2. Soutien de l'État à l'accumulation privée : Le pouvoir de la petite bourgeoisie et le capitalisme.....	24
a. Les monopoles de l'État.....	24
b. L'environnement capitaliste et les nouveaux cadres politiques.....	26
c. La mise à l'écart des pôles influents économiques par l'État.....	29
B. Une économie protectionniste étatique et le secteur privé	31
1. Question d'accumulation du capital.....	31
a. Le choix de l'économie politique protectionniste.....	31
i. Facteurs internes.....	32
ii. Facteurs externes.....	34

b. Vers un capitalisme d'État	36
i. les efforts de structuration et les premières mesures	36
ii. La recherche d'un modèle nouveau	38
iii. Les applications générales de l'étatisme	44
2. Les nuances de l'étatisme	47
a. La place du secteur privé selon Mustafa Şeref Özkan	47
b. Le secteur privé dans les débats entre le libéralisme et l'étatisme	51
i. Le Parti républicain libéral (PRL)	51
ii. Le Revue <i>Kadro</i> et les discours d'étatisme et de libéralisme	56
3. la Bureaucratie et le secteur privé durant les années de l'étatisme	61
a. L'approche de l'État quant aux secteurs industriel et commercial	61
b. Les politiques économiques suivies par le CHP durant la Seconde Guerre mondiale	68
i. Les effets de l'économie de guerre sur les milieux des affaires	68
ii. La relation entre le cadre dirigeant et les classes riches locales durant la guerre : la séparation du consensus de la société	73
• CONCLUSION	81
• BIBLIOGRAPHIE	86

LISTE DES ABREVIATIONS

CUP : Comite d'Union et Progrès.

PRP : Parti Républicain du Peuple.

PSN : Parti Républicain Liberal.

URSS: Union des République Socialistes Soviétiques.

PME : Petites et Moyennes Entreprises

INTRODUCTION:

Les Jeunes Turcs, acteurs principaux de la Révolution de 1908, étaient en mêmes temps, les témoins de l'effondrement de l'Empire ottoman. L'union ainsi que la durabilité de l'Empire représentaient une importance majeure aux yeux de ce groupe. Lorsque la révolution est entamée, les Jeunes Turcs, comprenant que la survie de l'Empire à travers l'union de différents peuples ne pouvait être assurée, se sont concentrés sur la fondation d'un état nation. Cependant ceci nécessitait la modernisation de l'État mais aussi de la société. Les Jeunes Turcs inaugurant ainsi la modernisation de l'État et de la société prennent vite conscience que cette formation ne peut être assurée que par le choix d'une voie révolutionnaire. Ainsi les cadres jacobins formant les cadres de la modernisation turque de XX^e siècle, apparaissent comme étant le plus grand pouvoir politique dans le passage d'un Empire à un État-nation. Les cadres dirigeants des dix dernières années de l'Empire, considérés comme des cadres modernistes, sont aussi les cadres républicains. Ainsi il est possible d'observer la présence d'un but commun qui vise, à travers une transformation politique assurant la formation d'un État-nation, au lancement d'une structure permettant les développements sociaux nécessaires.

Dans ce contexte nous pouvons dire qu'en Turquie, la première moitié du XX^e siècle est marquée par la construction d'un État-nation. Dans le souci d'apporter un soutien financier à ce nouveau système, une politique dite "d'économie nationale" est mise en place. Cette "économie nationale" est, avant tout, une politique par laquelle l'État pourra donner un sens à la vie économique du pays. Par ailleurs, les mêmes années sont marquées par la naissance d'une classe moyenne, celle de la "bourgeoisie nationale", ainsi que par sa montée en puissance dans les milieux politiques. Cela peut s'expliquer par le fait que, contrairement au siècle précédent, la modernisation, au XX^e siècle, n'est plus le résultat de l'application de réformes institutionnelles mais apparaît grâce à un passage au système capitaliste en adoptant toutes ses particularités. Cela se traduit donc par l'apparition d'une classe bourgeoise qui sera à la base de la création du capitalisme. Ceci est l'objectif commun du Comité d'Union et Progrès (CUP) et ainsi que de l'équipe républicaine, tous issus des Jeunes Turcs.

Selon les modernistes, l'économie nationale ne peut être fondée que grâce à la présence d'une classe bourgeoise nationale voyant ses intérêts dans la structure de

l'État-nation. Dans l'Empire ottoman, l'autonomie des fluctuations de capitaux était proportionnelle au contrôle gouvernemental. Ainsi, plus les fluctuations s'opéraient loin de ce contrôle et plus l'autonomie était assurée. Or, au sein de l'État-nation, l'accumulation du capital ainsi que le capitaliste devaient être contrôlés afin qu'ils agissent tous deux en fonction des intérêts de l'État. Ainsi dans un tel registre, durant les années de la Première Guerre mondiale, il est possible d'observer une orientation vers des politiques économiques interventionnistes. Ces mêmes politiques persistent après la fondation de la République sous les influences conjoncturelles. Vue sous cet aspect, la tendance traitée-ci haut, se concrétise par un processus qui débute avec la révolution de 1908, s'amplifie pendant les années de guerres, et continue tout en s'affirmant à la suite de la proclamation de la République. Autrement dit, durant le processus de fondation de l'État-nation, la mise en place de l'économie nationale débute avec la Seconde Monarchie constitutionnelle.

Comme nous l'avons mentionné ci haut, cette « économie nationale » émergeant dès la Seconde Monarchie constitutionnelle prend le nom d'"étatisme" dans l'entre-deux-guerres. Nous pouvons noter aussi bien des facteurs internes qu'externes dans la naissance et l'installation de la politique étatiste. Tous ces facteurs influenceront la perception du secteur privé par l'équipe dirigeante. Alors que vers la fin des années 30, les politiques étatistes appliquées avaient plus ou moins trouvé une dynamique, l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale a conduit le pays à plonger dans une économie de guerre qui a fini par instaurer un climat d'insécurité et de perte de confiance entre l'État et le secteur privé. Nous en ressentons, encore aujourd'hui, les effets. Ainsi, le long de ce dossier nous tenterons de comprendre le rôle attribué au secteur privé par les modernistes, fondateurs de l'État-nation.

Les politiques économiques nationales mises en place lors de la création de l'État-nation, s'orientaient vers deux buts principaux. Au sein du premier résidait la volonté de l'État à construire une classe bourgeoise à travers ces politiques. Quand au second, l'État manifestait la volonté de contrôler cette classe animée par ces mêmes politiques ainsi que la volonté de diriger l'industrialisation de la manière souhaitée. Ainsi les politiques étatistes se cristallisant particulièrement à la fin des années 30 ne peuvent être comprises que ces deux buts principaux.

De la même mesure que la bourgeoisie turque doit son existence à l'État, elle trace un portrait de soumission à celui-ci s'agissant de toutes ces activités car en Turquie l'industrialisation et la naissance de l'État nation se réalisent simultanément. Cette situation nous amène au point suivant: dans ce genre de pays, la formation du secteur privé se prononce à travers la vision du monde des cadres fondant l'État-nation. C'est la bureaucratie étatique elle-même qui définit le rôle accordé au secteur privé au sein de l'économie. Dans ce contexte, il serait possible de noter qu'en Turquie le système législatif et la bureaucratie, constitués durant cette période, reflètent les conditions du développement social et économique au détriment de certaines normes dites traditionnelles. La permission à ces institutions de fonctionner comme des mécanismes intermédiaires garant de l'équilibre relationnel entre l'État et le secteur privé est directement liée aux comportements des responsables politiques. Dans ces conditions, il semble difficile de définir les responsables politiques comme ayant une approche neutre et autonome vis-à-vis des relations entre l'État et le secteur privé.

Nous pouvons déduire des faits mentionnés jusque là qu'en Turquie l'État jouait un rôle essentiel qui déterminait la place du secteur privé. Ainsi, pouvait-il orienter et manipuler le développement du secteur privé avec ses politiques économiques. Cependant, la bureaucratie turque était une bureaucratie nationaliste et dans les cas où la bureaucratie ne concevait pas les modèles de comportements du secteur privé comme étant compatible avec ces propres valeurs nationales, elle ne se gêna pas de suivre des politiques qui empêchèrent le développement de cette classe. Dans ce comportement qui laisse à dire « la bourgeoisie malgré elle » réside une ambiguïté, une contradiction. Cependant, avant d'émettre cette conclusion, il semble nécessaire d'étudier les raisons qui poussent la bureaucratie turque à prendre ce type de mesure. Nous tâcherons, dans ce devoir, d'analyser ces raisons. Ainsi, pouvons-nous nous interroger sur ces divers points : Quels sont les facteurs qui influencent la perception du secteur privé par la bureaucratie turque de l'époque en question ? Est-ce que la bureaucratie turque s'est inspirée d'un seul modèle économique précis pour définir sa perception du secteur privé? Ou bien, est-ce que nous pouvons parler d'un processus qui se forme sous l'influence des conditions historiques, conjoncturelles ou internationales de l'époque ? Pour apporter des réponses à ces questions, nous étudierons l'interdépendance dans les relations entre l'État et le secteur privé dans un ordre chronologique. Notre étude aura

pour objectif de déterminer les facteurs qui influencent cette perception et non une analyse économique. Dans un premier temps, nous mettrons un accent sur l'arrière-plan historique des facteurs qui influent sur la perception du secteur privé par les modernistes turcs. Parallèlement, nous verrons également quelles sont les approches idéologiques qui influencent cette perception. Dans un second chapitre, nous essayerons d'étudier le rôle et la place du secteur privé, taillés par la bureaucratie, dans les modèles de développement économique. Nous analyserons les effets conjoncturels internes et externes qui influencent cette perception.

LA PERCEPTION DU SECTEUR PRIVE PAR LA BUREAUCRATIE TURQUE (1923-1946)

I. L'arrière-plan ottoman

A. L'économie et la société ottomanes au XIX^e siècle

Nous pouvons bien constater que l'État moderne turc est le produit d'un long processus. La mutation d'un "empire monde" en un État moderne est fortement liée à la transformation d'un système économique autonome en une formation dépendante et située à la périphérie de l'économie mondiale capitaliste. Mais cette transformation de l'État ne résulte pas seulement de l'impact de l'économie monde européenne sur l'Empire ottoman. Elle dépend aussi des caractères fondamentaux du régime ottoman, des particularités de l'histoire ottomane ainsi que de ses idéologies et du système bureaucratique de l'Empire¹.

Dans les pays comme l'Angleterre, la France, les Pays-Bas, la corrélation entre l'économie de marché et l'État s'est développée de manière autonome ; dans les régions périphériques la situation est différente. Des formations préalablement autonomes se trouvèrent incorporées à la périphérie de l'économie monde capitaliste, et au cœur de cette évolution leurs structures politiques furent déstabilisées, paralysées et partiellement détruites. Contrairement à ses pays, où l'État moderne et l'économie mondiale capitaliste ont apparu simultanément, en Turquie l'État moderne n'a été créé qu'après la formation sociale était devenue périphérique². De plus, les facteurs qui modelèrent l'Empire avant son incorporation et ceux qui contribuèrent à la naissance de l'État dans les pays mentionnés au dessus étaient très différents. Nous pouvons constater que cette double détermination, dans le temps et dans les particularismes locaux se trouve au cœur de l'analyse de l'État turc.

Nous pouvons constater que dès le début du XIX^e siècle, l'Empire ottoman se trouvait de plus en plus situé au cœur des enjeux économiques et impliqué dans des rapports de force entre les grandes Puissances³. Nous constatons que l'État ottoman a dû,

¹ Selon Çağlar Keyder, l'Empire ottoman et la Chine sont devenus des pays périphériques dans le système capitaliste du XX^e siècle, sans devenir des colonies des Puissances occidentales ; voir Çağlar KEYDER, *Türkiye'de Devlet ve Sınıflar*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1990, pp. 34-36.

² Şerif MARDİN, « Center Periphery Relations: A Key to Turkish Politics », *Daedalus*, hiver 1973, p. 170, cité par Ali KAZANCIGİL, « L'État ottoman-turc et le kémalisme », dans *Atatürk : Fondateur de la Turquie Moderne*, Paris, Masson, 1984, p. 41.

³ KEYDER, pp. 29-30.

chaque fois, se soumettre davantage aux exigences du système interétatique du dix-neuvième siècle, à travers des guerres et des traités politiques et commerciaux désavantageux par rapport aux intérêts de l'Empire. L'époque du *Tanzimat* est un point de rupture dans l'Empire ottoman. Nous pouvons dire que cette époque est celle de l'intégration de l'économie turque à l'économie mondiale.

Notre but n'est point d'analyser profondément ici l'économie de l'Empire ottoman du XIX^e siècle. Néanmoins nous ne pouvons pas éviter d'aborder un sujet aussi important. En effet, un autre point encourageant le processus de l'union de l'économie ottomane à l'économie mondiale est le rôle de la croissance du pouvoir de l'État central à travers les réformes ainsi que le rôle du soutien venant des États européens pour la protection de l'unité territoriale de l'empire. En échange d'un soutien militaire, politique et économique apporté à l'entreprise des réformes, les États européens ont demandé l'ouverture de l'économie ottomane vers l'extérieur. Particulièrement, c'est le Traité commercial de 1838 qui a permis à l'Angleterre, cherchant de nouveaux marchés dans lesquels il pourrait s'implanter, de pénétrer plus facilement ses produits sur le marché ottoman. Il est vrai que pendant le XIX^e siècle, a eu lieu un recul de la production artisanale locale face à l'extension du commerce extérieur et à la concurrence des produits importés envahissant le marché national. Cependant selon Şevket Pamuk il serait incorrect de lier cette croissance rapide de l'importation au seul fait du Traité commercial. Les divergences entre la structure de production européenne, structure ayant entamé la révolution industrielle et la structure de production artisanale ottomane sont non négligeables. D'autant plus que l'augmentation des importations peut être observée dès le début du siècle⁴.

Nous acceptons que l'Empire ottoman connaisse au XIX^e siècle un déclin économique et constatons qu'en Empire ottoman, les corporations appelées *lonca* ne possèdent pas une structure organisée telle que l'industrie moderne. Malgré cela les artisans traditionnels se sont battus durant le XIX^e siècle lors du rapprochement de l'économie de l'Empire à l'économie mondiale afin d'assurer la protection des biens. Par exemple dans le secteur de textile, on voyait une résistance à ce déclin. Selon Pamuk, sous l'Empire, tout au long du XIX^e siècle, le secteur du textile a surtout bénéficié d'une force de travail à bas prix. De plus ces artisans ont continué à disposer

⁴ Şevket PAMUK, *Osmanlı-Türkiye İktisadi Tarihi 1500-1914*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2005, p. 208.

d'une certaine richesse jusqu'à la fin du siècle. Cependant, en raison de l'absence des technologies modernes de production, de la difficulté à concurrencer les produits européens importés ainsi que de l'évolution divergente des artisans traditionnels ottomans comparés aux artisans européens ayant une notion de classe, ces artisans traditionnels sont loin de posséder l'image d'une classe bourgeoise.

B. L'époque des Jeunes Turcs

1. Le nationalisme turc

Nous pouvons dire que la révolution de 1908 était un mouvement politique de libération de l'Empire de l'ordre établi et de son contrôle par les États européens. Quand les Jeunes Turcs montent au pouvoir, ils avaient un but : moderniser le pays. Après la grande perte des territoires de l'Empire, ils avaient conscience que pour moderniser le pays, il fallait créer un État-nation. Pour cela, d'un côté, ils tentent de donner la conscience nationaliste aux turcs pour créer une nation turque, de l'autre, ils préparent les fondamentaux pour créer une économie nationale. Pour eux, la modernisation est d'arriver au niveau des pays capitalistes. Dans ce contexte, il semblait nécessaire de créer une économie nationale afin de devenir une économie développée capitaliste. Ainsi, l'un des principaux objectifs du mouvement de CUP était de créer une économie nationale. Nous pouvons dire que le passage d'un Empire à un État moderne ainsi que la transformation du fonctionnement de l'économie allaient se concrétiser sur le nationalisme turc.

Comme nous pouvons le voir dans les nationalismes de l'Europe centrale et orientale, l'élément dominant dans les empires, qui sont plurinationaux, se différencie face aux autres éléments afin d'affirmer sa supériorité. Nous rencontrons ce phénomène dans le nationalisme turc. Nous pouvons ainsi dire que la naissance et le développement du nationalisme turc se définissent par rapport à d'autres nationalités et en conflit avec elles. Surtout face aux nationalismes des autres peuples de l'Empire, réaction contre la culture islamique, résistance au panslavisme, révolte contre l'hégémonie européenne, opposition à la chrétienté, tout cela a motivé l'apparition d'un processus de prise de conscience de l'identité turque. Le nationalisme turc est tout d'abord un nationalisme

d'une classe bureaucratique. C'est elle qui, après avoir formé un État national s'est efforcé de donner un contenu au nationalisme turc⁵.

L'arrivée des émigrés fuyant la répression tsariste à l'Empire, aide aussi à la diffusion du courant nationaliste turc. Grâce à eux, le nationalisme turc est devenu plus organisé, avec ses associations, ses cadres, ses militants, ses organes de presse, sa littérature. Il inspire un véritable courant de pensée, le turquisme (*türkçülük*) qui s'impose comme un système politique, face à l'idée de communauté musulmane et de nation ottomane. Et même comme idéologie, face à l'islamisme et l'occidentalisme, dans la mesure où il essaie de répondre à tous les grands problèmes qu'affronte l'État ottoman.

La Seconde Monarchie constitutionnelle, qui a mis fin au régime autocratique de Abdülhamid II, a favorisé le développement du nationalisme turc⁶. Les cadres intellectuels civils et militaires influencés par l'occident et par la culture bourgeoise européenne qui ont orienté la révolution en 1908, sont devenus indirectement les protagonistes de l'idéologie nationaliste turque. La révolution s'est donnée pour but de changer les conditions actuelles de l'Empire, de développer et moderniser le pays, d'y découvrir des valeurs qu'on croyait inexistantes. Ainsi toutes ces idées les emmènent à la nécessité d'un État moderne forgé par l'idéologie nationaliste.

Dès le début de la Seconde Monarchie constitutionnelle les intellectuels émigrés, comme Yusuf Akçura, Ahmet et Hüseyinzade Ali, ont commencé à former des associations, au départ non officielles, et à publier des journaux et périodiques turquistes qui utilisent la langue simple pour que le peuple comprenne. La plus importante de ces organisations est « Le Foyer Turc » (*Türk Ocağı*) qui a été fondé de façon non officielle comme un club d'étudiant en 1911 par les étudiants de la faculté de médecine⁷. Le Foyer Turc allait renforcer son influence par l'adhésion de Ziya Gökalp⁸. En 1913, une revue

⁵ François GEORGEON, « A la recherche d'une identité : le nationalisme turc », *La Turquie en transition, disparités, identités, pouvoirs*, Paris, 1986, pp. 152-153.

⁶ Le 23 juillet 1908, la révolution des Jeunes Turcs a réussi. Pourtant, trente ans après de la promulgation de Kanun-i Esasi, les membres du Comité de l'Union et du Progrès, ont réalisé une véritable révolution et provoqué la réouverture du parlement ottoman. Les Jeunes Turcs dont l'objectif principal était de sauver l'Empire, ont perçu le parlement comme un instrument pour créer un contre-pouvoir vis-à-vis du Sultan, renforcer l'État contre les dangers qui menacent son unité.

⁷ François GEORGEON, « La montée du nationalisme turc dans l'État ottoman (1908-1914) », dans *Des Ottomans Aux Turcs : Naissance d'une nation*, İstanbul, Les éditions ISIS, 1995, p. 31.

⁸ C'est un sociologue, Ziya Gökalp qui a tenté de systématiser le nationalisme turc. Il a d'abord pris sa place au côté des Jeunes Turcs. Il est devenu membre du Comité Central du Comité d'Union et Progrès

intitulée « Vers le Peuple⁹ » (*Halka Doğru*) commence à être publiée. Quand nous considérons la liste de ses rédacteurs, nous nous rendons compte qu'elle comprend pratiquement tous les grands intellectuels nationalistes comme Ziya Gökalp, Yusuf Akçura, Halide Edip, Hüseyinzade Ali, etc....

Nous pouvons dire qu'au XIX^e siècle, les Jeunes Ottomans s'apercevaient aussi le fossé entre l'élite et la classe populaire en terme de la culture. Ils ont pensé donc à simplifier la langue qu'ils utilisent pour le peuple. On retrouvera cet aspect populiste chez les premiers écrivains nationalistes. Ainsi, avec la simplification de la langue, ces revues deviennent accessibles pour la masse populaire. Par l'intermédiaire de ces revues, certains principes comme le populisme sont inculqués. Par la même, le peuple est manipulé selon les idéaux des Jeunes Turcs.

Nous pouvons dire que quel que soit la raison de cette orientation des Jeunes Turc vers le peuple, elle provoquait la tendance nationaliste turque dans l'Empire. A cette époque, toutes les discussions tournaient autour d'une seule question: comment sauver l'Empire?¹⁰ Pour les Jeunes Turcs, à la veille de la Première Guerre mondiale, donner une réponse à cette question était plus simple qu'au lendemain de la révolution de 1908. Quelque soit les demandes sincères qui sont affichées pendant la révolution de 1908 sur le salut de l'Empire, la perte de la quasi-totalité des territoires non musulmans de l'empire et les révoltes nationalistes qui se succèdent à la veille de la Première Guerre mondiale, les avait déjà convaincus de l'impossibilité de concilier les divers intérêts nationaux dans un empire unifié¹¹.

(CUP). Puis, il a adhéré au mouvement mené par Mustafa Kemal. Ses oeuvres ont servi de base à l'idéologie officielle du régime kémaliste. Selon Gökalp, la nation n'est pas un groupe ou une association raciale, ethnique géographique, politique ou volontaire. La nation est un ensemble d'hommes et de femmes qui ont reçu la même éducation, et disposent des mêmes acquis dans les domaines de la langue, de la religion, de la morale et de l'esthétique ; voir Ziya GÖKALP, *Türkçülüğün Esasları*, İstanbul, İnkılap Kitabevi, 2004, p. 18.

⁹ Le slogan "vers le peuple" évoque le mot d'ordre des populistes russes de la seconde moitié du XIX^e siècle. Les intellectuels tucs émigrés de Russie ont servi de liens entre la Russie et l'Empire ottoman: d'un coté, une intelligentsia très peu nombreuse, de l'autre une masse illettrée, essentiellement paysanne ; voir GEORGEON, « La montée... », p. 41.

¹⁰ Bernard LEWIS, *Modern Türkiye'nin Doğuşu*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2000, p. 212.

¹¹ Pour comprendre la tendance nationaliste des Jeunes Turques, il faut d'abord tenir compte de l'évolution territoriale de l'Empire lui-même. En 1908, au lendemain de la Révolution jeunes turque, la Bulgarie, la Bosnie- Herzégovine et la Crète échappent définitivement à la suzeraineté ottomane. En 1912, c'est au tour de la Libye occupée par les Italiens, puis de l'Albanie de se détacher de l'Empire ottoman. En 1913, ce sont toutes les possessions dans les Balkans qui sont perdues.

Ici, il faut préciser quand même qu'au début, les nationalistes turcs pensent en fonction des intérêts de l'État plus qu'en fonction de l'ethnie turque. La nation est seconde par rapport aux impératifs territoriaux et stratégiques de l'État. Cette primauté de l'étatique dans leur nationalisme explique pourquoi certains minoritaires ont pu rejoindre le camp des nationalistes turcs ; c'est le cas de nombreux juifs, qui comme Tekin Alp, ont mis leur action et leur réflexion au service des intérêts de l'État ottoman. Malgré cela, une conception libérale du nationalisme qui reconnaisse aux minorités les mêmes droits qu'aux Turcs, est demeuré très limitée dans le nationalisme turc. Les nationalistes se sont rangés du côté de la bureaucratie civile et militaire qui a vu dans le nationalisme un instrument pouvant servir les desseins de l'État dont elle était en charge.

En Turquie, nous pouvons préciser que la distinction entre la masse et l'élite tient ses racines du XIX^e siècle. Cette distinction qui se voit dans les domaines de l'économie, de la politique et de la culture, a créé un fossé entre le peuple et les groupes dirigeants. Cependant, un courant idéologique appelé populisme naît au début du XX^e siècle en vue de supprimer cette distinction. Bien que le populisme soit considéré comme l'un des principes les plus importants de la modernisation de la Turquie au XX^e siècle, le courant populiste en question n'a jamais permis au peuple, autrement dit, à l'individu d'exprimer son idée, de décider, de faire partie de l'administration ou encore de comprendre et interpréter les faits du pays au même niveau que les membres de l'administration. En fait, nous pouvons dire que ce courant populiste a été manipulé de manière à satisfaire le groupe des élites. Cependant, ce serait un échec car il s'agirait d'un populisme dont le but serait de créer une masse soutenant son pouvoir et qui extérioriserait donc le peuple. Nous pouvons dire que pendant le processus de modernisation au XX^e siècle, ce courant aurait été utilisé pour manipuler la masse appelée le peuple pour qu'elle évolue selon les demandes des élites.

Nous retrouvons ce phénomène durant la Seconde Monarchie constitutionnelle lorsque le Comité d'Union et Progrès (CUP) favorisait le principe du populisme. Au début du XX^e siècle, dans le but de créer une économie turque, les Jeunes Turcs avait le souci de mettre en place une classe « nationale » d'entrepreneurs qui accumuleraient le capital sous le contrôle de l'État, donc sous la dépendance étatique. La nationalisation de l'économie effectuée par les Jeunes Turcs, consistait à remplacer les non musulmans par

des nationaux, c'est-à-dire des turcos musulmans¹². Dans la première phase de cette opération de substitution, les entrepreneurs musulmans demandaient fortement la protection de l'État. Par ailleurs, l'État ferme les yeux sur les profits spéculatifs réalisés en temps de guerre, souvent de manière illégale, par les turco musulmans. L'État était surtout motivé par la réduction de l'influence des minorités religieuses et par la montée de la bourgeoisie musulmane. Pour aboutir à leurs fins, ils ont rendu légal tous les démarches entreprises. De plus, afin de camoufler tous les effets négatifs de ce processus, comme les profits douteux de certains groupes de personnes, ils mettraient en avant et imposer le principe du populisme.

L'idée d'un solidarisme émanant d'une solidarité et d'un consensus social, adoptée sous la tendance populiste par Ziya Gökalp et ses amis, est introduite dans la vie politique pendant la Seconde Monarchie constitutionnelle. Cette tendance définie par Ziya Gökalp ne voit pas l'intérêt d'un conflit dans les classes et l'existence des classes sociales. Cette tendance populiste selon Gökalp, est une fusion de la tradition commerçante de la société ottomane avec le principe de la division du travail de Durkheim¹³. Gökalp qui essaya durant toute sa vie de concilier le mysticisme de l'Orient avec le positivisme de l'Occident, avait pour objectif de solutionner la situation spéculative entraînée par la politique d'économie nationale mise en place pendant la Première Guerre mondiale et l'idée d'une tendance populiste basé sur l'organisation professionnelle (*mesleki teşkilat*)¹⁴. Lorsque Gökalp parle de la nécessité d'une classe

¹² Dans ce mémoire, lorsque nous parlons de la notion de nationalisation, il faut comprendre, en fait, la turquisation de l'économie et plus précisément de la turquisation des sociétés ou institutions et non pas de l'étatisation de ces acteurs.

¹³ GÖKALP, pp. 63-65.

¹⁴ Comme la période de la Seconde Monarchie constitutionnelle, durant la période de la guerre d'indépendance, Kör Ali İhsan et ses proches proposent à l'Assemblée nationale la notion de représentation professionnelle comme un principe de groupe professionnel auquel ils apportent une dimension corporative. Alors que Ziya Gökalp considère la représentation professionnelle comme une approche idéaliste, Ali İhsan Bey y voit plutôt un aspect matérialiste. L'application de la représentation professionnelle est votée par l'Assemblée Nationale. Ainsi 9 groupes professionnels sont créés : fermiers, éleveurs, commerçants, employés, professions libérales, artisans, fonctionnaires et les militaires. Ceux qui conseillèrent la représentation professionnelle considéraient cela comme une sorte de socialisme, voire même trouvaient des ressemblances avec le modèle soviétique. En fait selon Zafer Toprak, le programme qui fut conseillé était comme par la réflexion populiste de Gökalp, un système corporatif solidariste qui met en avant les groupes professionnels et non les classes sociales. Ainsi, dans ce nouveau système, tous les groupes professionnels vont servir dans le processus de création d'une bourgeoisie nationale. Pour plus de détails ; voir İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, « Kör Ali İhsan Bey ve Temsili Mesleki Programı », dans *Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunları*, İstanbul Yüksek İktisat ve Ticaret Mektebi Mezunları Derneği Yayınları, İstanbul, 1977, p. 296, pp.345-346 et Zafer TOPRAK, « Halkçılık

bourgeoise, il devrait être conscient que l'existence d'une classe prolétaire est également nécessaire. Il conçoit le solidarisme non pas comme un conflit des classes entre les ouvriers impulsés par des tendances aux détriments du profit de la classe bourgeoise mais comme un moyen pour jouer son rôle comme décrit par l'État. Selon lui, ces conditions sont les clés pour devenir un État moderne industrialisé.

En bref nous pouvons constater que les Jeunes Turcs ont fortement utilisé les principes des tendances populistes durant le processus de la reproduction de la société. Ils ont tenté de modifier la société pour qu'elle soit adaptée à la forme qu'ils souhaitaient. Pour eux, le but est de créer une classe bourgeoise mais tous les problèmes qui apparaissent, comme le fait que les industriels commerçants se remplissent les poches et profitent des avantages attribués par le gouvernement, pourraient conduire le peuple à critiquer les politiques mises en place. Pour éviter cette situation, le gouvernement tenterait d'endormir la population avec des discours populistes pour ainsi lui imposer le rôle souhaité.

2. Les politiques économiques des Jeunes Turcs : l'économie nationale

Dans la période de la Seconde Monarchie constitutionnelle, les Jeunes Turcs tentent de réaliser la transformation politique, sociale et économique pour créer un État moderne. Durant cette période, les Jeunes Turcs avaient commencé une série de mesures efficaces pour créer une nouvelle base sociale et instaurer un système politique turc¹⁵. D'après les Jeunes Turcs, la modernisation et l'occidentalisation devaient passer par le capitalisme. Il est vrai qu'au XIX^e siècle, il existait un intérêt croissant pour la 'connaissance de l'économie' dans l'Empire ottoman, mais il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs, sans partager le pouvoir, pour retrouver l'économie dans le discours officiel comme responsable de la décadence de l'Empire¹⁶. Pourtant la perception de l'économie chez les Jeunes Turcs changera totalement et ils considéreront l'économie, non seulement un instrument d'un mode de développement nouveau, mais aussi un moyen sur lequel l'État tente de rebâtir son pouvoir et d'assurer le contrôle

İdeolojisinin Oluşumu », dans *Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunları*, İstanbul Yüksek İktisat ve Ticaret Mektebi Mezunları Derneği Yayınları, İstanbul, 1977, pp. 16-17.

¹⁵ Feroz AHMAD, « Kemalizmin Ekonomi Politikası », dans *İttihatçılıktan Kemalizme*, İstanbul, Kaynak Yayınları, 1996, p. 179.

¹⁶ Ahmet İNSEL, *La Turquie entre l'ordre et le développement*, L'Harmattan, Paris, 1984. p. 80.

social. Selon eux, le pilier d'un État moderne est la bourgeoisie. L'État moderne reposait sur les épaules de la bourgeoisie, des capitalistes, des banquiers, ...etc. Ainsi la Révolution de 1908, ouvre toutes les portes nécessaires pour aboutir à un but principal : Création d'un État moderne.

Nous pouvons constater que l'année 1913 est une date importante du point de vue des applications des politiques économiques du CUP. A partir de cette date, l'un des principaux objectifs du mouvement de CUP était de créer une économie nationale et une bourgeoisie formée par l'État. Autrement dit, dans le but de l'institution de l'économie, les Jeunes Turcs avaient un souci de créer d'une classe 'nationale' d'entrepreneurs dont l'accumulation du capital et la reproduction seraient directement dépendantes de l'État national.

Ainsi, en supprimant les Capitulations, le CUP a tenté d'engager une politique protectionniste dans le domaine du commerce extérieur et de soumettre les sociétés étrangères à la législation ottomane. Dans le domaine de l'économie, il est évident que les Jeunes Turcs se sont beaucoup inspiré des idées de Parvus¹⁷. D'après Niyazi Berkes, cette influence se fait sentir lors des congrès de 1911, 1912 et 1913 ainsi que dans la revue nationaliste et *Türk Yurdu*. Parvus conseille au CUP, en premier lieu, de supprimer les capitulations pour ainsi se débarrasser de l'hégémonie européenne¹⁸. Le gouvernement décide d'abolir les capitulations en septembre 1914. Ce fut, la première mesure prise dans ce sens. Ceci a permis aux turcs d'augmenter les tarifs douaniers sur les produits importés afin de protéger et de développer le commerce et l'industrie locale¹⁹.

Le recensement industriel en 1912 nous permet de nous faire une idée de la place des minorités dans l'activité économique. Il montre qu'à la veille de la première guerre mondiale, les sociétés de commerce sont possédées à 49 % par les Grecs, 23 % par des Arméniens, 15 % par des turcs musulmans, 19% par des levantins et d'autres non

¹⁷ A partir de 1914, désormais, les idées des économistes, comme Friedrich List, John Rae, Paul Cowes sont préférées à celles de Smith, Ricardo, Bastiat par l'équipe de CUP. L'Allemagne était un bon exemple pour CUP ; voir Zafer TOPRAK, *Milli İktisat-Milli Burjuvazi*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1995, p. 67.

¹⁸ Niyazi BERKES, *Türkiye'de Çağdaşlaşma*, İstanbul, YKY Yayınları, 1996, p.468.

¹⁹ TOPRAK, *Milli İktisat...*, p. 77.

musulmans et musulmans²⁰. D'après les statistiques, nous notons que les musulmans ne tiennent pas une place importante dans la vie économique de l'Empire²¹.

Après tous ces chiffres, nous pouvons dire que dans l'Empire ottoman, le comportement social des entrepreneurs n'est pas considéré positif par les sujets musulmans de l'Empire. En fait, nous notons que durant la période ottomane, les musulmans ne participaient pas aux activités économiques qui étaient principalement réalisées par la population non musulmane²². Nous pouvons dire que si les musulmans ne participaient pas à l'activité économique du pays cela pourrait provenir de l'époque de *Tanzimat*. Avec l'apparition de la bureaucratie moderne, qui ouvre la voie sur les possibilités de carrière au sein des administrations à la population musulmane du pays, les musulmans choisissent de s'orienter vers cette voie²³. Ainsi le processus qui a commencé par la montée du CUP au pouvoir et surtout la Première Guerre mondiale a changé cette tendance. Désormais les Turcs ont eu la conscience d'utiliser toutes les ressources locales pour vaincre les ennemis et de devenir entrepreneurs sous les conditions difficiles de la guerre. Pour faire aboutir cette idée, le CUP a mené des différentes politiques économiques interventionnistes.

Nous pouvons compter aussi la loi d'encouragement de l'industrie de 1914, en tant qu'un autre moyen qui aide la création de l'industrie locale. Grâce à cette loi, la production locale a été encouragée et soutenue par l'État. Par exemple selon cette loi, même si les prix des produits importés sont 10 % inférieurs à ceux des produits locaux, l'État allait acheter les produits locaux²⁴. Mais ce n'est pas le seul moyen mis en œuvre pour aboutir à l'industrialisation. Durant la Première Guerre mondiale, certaines mesures ont favorisé l'accès des turcs à l'activité économique comme l'exclusion de la population arménienne et les mesures de découragement menées contre les minorités

²⁰ Yahya TEZEL, *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tarihi:1923–1950*, Ankara, Yurt Yayınları, 1982, p. 98.

²¹ Etant donnée la nature de l'État ottoman, il n'existait aucune zone protégée ou la bourgeoisie marchande turque aurait pu se développer, et à partir du XVII^e siècle, les fonctions commerciales revinrent de plus en plus à des minorités non musulmans qui dominaient déjà le commerce d'exportation vers l'Occident ; İNSEL, p. 45.

²² La plupart des historiens lie cette approche à la nature de la religion musulmane. Par contre il y a aussi ceux qui pensent autrement ; voir Cemal KAFADAR, « A Death in Venice (1575) : Anatolian Muslim Merchants Trading in the Serenissima », *Journal of Turkish Studies*, Vol. 10 (1986), cité par Ayşe BUĞRA, *Devlet ve İşadamları*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2003, p. 64.

²³ TOPRAK, *Milli İktisat...*, pp. 99-100.

²⁴ Feroz AHMAD, « *Doğmakta Olan Bir Burjuvazinin Öncüsü : Genç Türklerin Sosyal ve Ekonomik Politikası 1908-1918* », *İttihatçılıktan Kemalizm'e*, İstanbul, Kaynak Yayınları, 1996, p. 42.

grecques. Ceci a permis aux turcs de prendre leur place dans l'activité économique de l'Empire.

En fait, la radicalisation du nationalisme turc après les guerres balkaniques conduisit à des changements radicaux dans la politique du CUP à l'encontre des éléments non musulmans vivant dans l'Empire. Parallèlement, une théorie d'économie nationale se cristallisa, qui visait à éliminer la classe bourgeoise non musulmane du champ économique, appelant les éléments turcs à développer une bourgeoisie capitaliste qui se substituerait surtout aux Arméniens et aux Grecs. Ce qui encouragea des boycotts économiques de la part des Turcs, qui débutèrent lors des guerres balkaniques et s'intensifièrent durant la Première Guerre mondiale²⁵. En fait ce processus de nationalisation de l'économie permet de créer des agents économiques assistés et de renforcer l'espace du contrôle de l'État.

Il est aussi important de préciser le fait que les lois concernant le commerce et la propriété ont été adoptées selon les règles d'entreprises privées et que cela a permis à certains membres du CUP de devenir entrepreneurs dans la vie économique²⁶. Il s'agissait de notables de province, d'artisans de commerçants issus des petites villes de Thrace et d'Anatolie occidentale, de quelques propriétaires terriens, mais aussi d'anciens bureaucrates ottomans, qui étaient à l'origine de la révolution des Jeunes Turcs en 1908. Durant cette période il semble que nombre d'hommes d'État et de hauts fonctionnaires aient eu un pied dans les affaires²⁷.

Même si le CUP parlait du principe de populisme, ils n'ont pas évité de mener les politiques qui détruisent l'égalité entre différents groupes sociaux. Pour légaliser cette inégalité, les Jeunes Turcs ont utilisé le « turquisme »²⁸. Pourtant ils ont pu légaliser la naissance de nouveaux riches, ceux qui ont bénéficiés des lois adoptés par le gouvernement du CUP et appelé *muhtekir*²⁹. En fait ce comportement a fait une partie de l'économie nationale menée par le CUP. Ziya Gökalp et ses proches expliquent ce

²⁵ Même avant la Première Guerre mondiale, les boycotts contre les produits autrichiens qui se déroulent après l'occupation des Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, nuisent l'activité des marchands non musulmans et favorisent les petits marchands turcs ; voir AHMAD, « Doğmakta... », p. 32.

²⁶ TOPRAK, *Milli İktisat...*, pp. 113-118.

²⁷ Nous pouvons constater que cette tendance continuera encore les premières années de la République.

²⁸ İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, « Osmanlı İmparatorluğu'nun Birinci Dünya Savaşı'ndaki Ekonomik Düzenlemeleri İçinde İaşe Nezareti ve Kara Kemal Bey'in Yeri », dans *Cumhuriyetin Harcı- Köktenci Modernitenin Ekonomi Politikasının Gelişimi*, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, p. 25.

²⁹ Zafer TOPRAK, « Halkçılık... », p. 17.

phénomène, par le manque d'éthique professionnelle. De plus, nous pouvons dire qu'ils proposent de trouver une solution à ce chaos économique de la société en donnant la priorité à l'éthique sociologique. Ainsi ils défendent la thèse que la création de groupes professionnels par corporation favorisera la conscience professionnelle. Celle-ci permettra donc d'empêcher toute sorte de corruption dans la vie économique du fait d'un pouvoir de contrainte³⁰. Nous pouvons expliquer ceci de la manière suivante : créer une classe possédant un capital. Or, ceci ne serait possible qu'en utilisant les propres ressources de l'État. Aussi, l'État tente de créer une classe par ses propres moyens et de soutenir. Ceci justifie que l'on fermerait les yeux sur certains cas de corruption.

Un autre moyen utilisé par CUP était de créer des sociétés anonymes dans les secteurs industriels et bancaires³¹. Ils ont jeté les fondements d'une Banque, en tant qu'une banque d'État qui remplacerait la Banque ottomane et créer des banques nationales dans les provinces. En 1917, « *İtibar-ı Milli Bankası* » a été fondé en tant qu'une banque nationale par Mehmet Cavit Bey³² avec le capital turc pour donner le crédit aux entrepreneurs nationaux turcs. De l'autre côté dans les provinces aussi, nous pouvons compter plusieurs banques qui sont fondés par les notables. L'étude de Gündüz Ökçün sur le développement du secteur bancaire en Turquie entre 1909 et 1930 montre que 35 des 58 banques fondées entre 1908 et 1918 l'ont été par des membres du CUP³³. Les banques dans les régions de province ne donnaient pas tous les services d'une banque. Elles n'étaient chargées que de donner le crédit aux entrepreneurs nationaux turcs pour la production locale et le commerce avec l'étranger. Par contre, elles ont une importance au point de vue de monter la volonté des entrepreneurs turco musulmans sur les institutions nécessaires dans les activités économiques.

³⁰ GÖKALP, p. 83.

³¹ İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, « Osmanlı İmparatorluğu'nun... », p. 26.

³² Mehmet Cavit Bey est à la fois un spécialiste de la science économique et un praticien, un enseignant et un décideur. Il apparaît au lendemain de la révolution jeune turque comme la représentant de l'aille libérale, Défenseur résolu du libre échange. Il estime que le protectionnisme, en maintenant artificiellement des prix élevés à l'intérieure du pays, est numéro un des travailleurs. Par le libre échange et le développement du commerce (« la forme la plus haute de l'activité humaine » écrit-il) se réalise la division internationale du travail qui constitue un progrès réel pour l'humanité. Pour les détails ; voir François GEORGEON, « Un manifeste du libéralisme économique dans l'Empire ottoman au tournant du siècle », *Des Ottomans aux Turcs : Naissance d'une nation*, İstanbul, Les éditions ISIS, 1995, pp. 241-251.

³³ A.Gündüz ÖKÇÜN, « 1909–1930 Yılları Arasında Anonim Şirket Olarak Kurulan Bankalar », dans *Türkiye İktisat Tarihi Semineri*, Ankara, Hacettepe Üniversitesi Yayınları, 1975, pp. 430-433.

Nous pouvons constater qu'entre les années 1908-1918, le nombre des sociétés anonymes a augmenté. A cette époque, 236 sociétés anonymes ont été fondées dont 123 sociétés entre les années 1914-1918. Dans les premiers cinq ans de *Meşrutiyet* (1908-1913), ces sociétés anonymes ont eu des associés à la fois turcs et étrangers. Par contre, entre 1913-1918, période d'"économie nationale", les sociétés anonymes ont été fondées plutôt par le capital national. La part du capital étranger a considérablement baissé par rapport à la période précédente³⁴.

Pourtant, le CUP ne souhaite pas faire peur aux capitaux étrangers en parlant trop du capital national. Même si quelques directions stratégiques ont été étatisées par le gouvernement comme quelques ports et docks de İstinye, CUP ne négligeait pas le capital étranger. Pour les petites et moyennes entreprises (PME), ils préféraient utiliser le capital national. Par contre, pour la création de grandes entreprises, CUP favorisait le capital étranger³⁵. Selon Tekin Alp, jusqu'à cette époque-là, le capital étranger ne s'est accumulé que dans les activités commerciales et financières. Cependant, cette activité ne permet pas et ne favorise pas le développement soutenu de l'économie du pays à elle seule. Les développements de l'industrie et de l'exploitation minière semblaient être des moyens incontournables pour accéder à ce bien-être économique³⁶. Avec ces idées, Tekin Alp se positionne comme le porte-parole de CUP.

Même Mehmet Cavit Bey, partisan de l'initiative privée et désireux d'attirer le capital étranger, a tenté de changer ses idées libérales. Les contraintes économiques de la première guerre mondiale obligeaient à ce changement. Il pensait qu'il était nécessaire que le capital étranger vienne cohabiter avec le capital national. Dans le programme du gouvernement de Talat Paşa en 1917, est souligné qu'il est important de faciliter l'entrée du capital étranger dans l'Empire ottoman. Par contre, dans le processus de l'industrialisation du pays, le capital national et la force ouvrière nationale doivent cohabiter avec le capital étranger³⁷.

En bref, nous pouvons dire qu'à la fin de la première guerre mondiale, la classe bourgeoise embryonnaire émergeait lentement, et en même temps apparaissaient quelques agriculteurs capitalistes. Ces deux groupes avaient fait de gros bénéfices

³⁴ Zafer TOPRAK, *İttihat-Terakki ve Cihan Harbi (1914-1918)*, İstanbul, Homer Kitabevi, 2003, p. 113.

³⁵ TOPRAK, *Milli İktisat...*, pp. 69-70. Cela peut expliquer par le manque de capital du pays.

³⁶ TOPRAK, *Milli İktisat...*, p. 77.

³⁷ TOPRAK, *Milli İktisat...*, p. 71.

pendant la première guerre mondiale, avec le soutien du gouvernement des Jeunes Turcs et commençaient à avoir la possibilité de jouer un rôle politique. En 1919, quand la guerre d'indépendance débuta, la société turque n'était plus seulement composée de paysans et de fonctionnaires même si ces deux groupes dominaient numériquement et si en 1922, un des porte-parole des kémalistes, le journaliste Falih Rıfki Atay pouvait dire : « *La bourgeoisie ? Je me demande où est cette classe turque ?*³⁸ ».

³⁸ AHMAD, « Kemalizmin... », p. 179.

II. LA PLACE DU SECTEUR PRIVE DANS LES MODELES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE MIS EN PLACE PAR LA BUREAUCRATIE : LE CADRE POLITIQUE DES ACTIVITES DU SECTEUR PRIVE.

A. La préparation des fondements d'une économie basée sur l'entrepreneuriat privé

1. Facteurs déterminants de la politique économique ouverte

a. La situation générale de l'économie turque en 1923

Nous pouvons constater qu'en 1923, la République turque a hérité des ruines de l'Empire ottoman. C'est tout d'abord une économie qui a une faible base industrielle. La production « industrielle » locale est essentiellement réalisée par des entreprises artisanales. Le recensement ottoman pour l'industrie révèle un secteur industriel très faible. Il y avait seulement 182 établissements industriels employant 14.060 ouvriers et employés³⁹. A la veille de la Première Guerre Mondiale, 79% des établissements industriels sont concentrés à İzmir et à İstanbul. En 1927, 155 entreprises ont plus de 100 ouvriers, mais cela ne représente que 24% du nombre total des entreprises. La production industrielle est dominée par des ateliers et de très petites entreprises. Le recensement de 1927 dénombre 65.000 établissements industriels, mais sur ce total, 84% font travailler moins de 4 ouvriers et 95% n'utilisent aucune force motrice⁴⁰.

L'économie turque, en 1923, était aussi une économie désarticulée, dont les parties n'avaient pas de complémentarité organique entre elles. Nous pouvons en voir un exemple frappant dans le secteur des transports : le réseau ferroviaire, entièrement sous propriété étrangère, était orienté en fonction des besoins du marché extérieur : les zones productrices de matières premières destinées aux marchés occidentaux étaient reliées aux grands ports d'exportation, tandis que la circulation entre les vastes régions céréalières de l'Anatolie et les villes était pratiquement inexistante ou très faible, faute de facilités de transport. D'où une situation invraisemblable : le coût du transport d'une tonne de blé entre le centre de l'Anatolie et İstanbul s'élevait en 1924 à 8,8 dollars tandis qu'il n'étaient que de 5 dollars de New York à İstanbul⁴¹

³⁹ ÖKÇÜN, pp. 2–6.

⁴⁰ Korkut BORATAV, « Politiques économiques kémalistes et étatisme », *Atatürk: fondateur de la Turquie moderne*, Ali Kazancıgil-Ergun Özbudun, Paris, Masson, 1984, p. 157.

⁴¹ Oya SİLİER, *Türkiye'de Tarımsal Yapının Gelişimi 1923–1938*, İstanbul, Boğaziçi Üniversitesi Yayınları, 1979, p. 59 cité par BORATAV, « Politiques économiques... », p. 157.

Quant à la population qui fait parti de l'économie en tant que ressource humaine, nous pouvons constater que les conséquences démographiques des années de guerre étaient aggravées par les massacres des Arméniens et l'échange de population entre la Turquie et la Grèce, décidée lors du Traité de Paix de Lausanne et génératrice de sérieux bouleversements⁴². D'un côté, les pertes humaines, en raison des guerres, qui se sont déroulées presque sans interruption de 1912 à 1922, de l'autre l'échange des populations après la création de la République⁴³. Plus d'un million de grecs quittent l'Anatolie. Ceux qui partent sont des artisans, des ouvriers qualifiés, des petits patrons. Les Turcs qui viennent de la Macédoine ou de la Thrace n'ont pas le même esprit d'entreprise ni la même qualification. Ils sont surtout des paysans qui sont peu adaptés au travail artisanal ou industriel. Dans les débuts de la République, le pays manque d'artisans techniques. Avec les départs du pays des maîtres artisans grecs et arméniens, la Turquie rencontre des difficultés pour recruter des artisans techniques⁴⁴.

Nous pouvons ajouter aussi que la République avait hérité d'une structure économique en déficit extérieur chronique et l'essentiel de la dette publique ottomane devait être remboursé dans les années à venir, ce qui aurait semblé perpétuer la dépendance financière et économique de la Turquie. Malgré toutes ces conditions pénibles pour le cadre dirigeant, après être arrivé à l'indépendance, le but était d'arriver à établir une économie indépendante et développée.

⁴² En outre, les destructions de la guerre d'indépendance touchent surtout la région égéenne qui, avec İstanbul et ses environs, constitue la principale région industrielle du pays. Les centres les plus touchés sont İzmir, Aydın et Bursa. A İzmir, l'industrie du tapis se trouve réduite de moitié et la production des huileries et des savonneries a fortement diminué.

⁴³ En 1926-1927, la population était estimée entre 6 et 10 millions. Or, le premier recensement de la population, en 1927, a fait état de 14 millions. Malgré ce chiffre surprenant, la population reste faible par rapport à la superficie du pays. Comme étant un pays fortement agricole, la Turquie avait donc besoin d'une main d'œuvre et de machines appropriées ; voir İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, 1929 *Dünya Ekonomi Buhranında Türkiye'nin İktisadi Politika Arayışları*, Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1977, p. 59.

⁴⁴ Par exemple, jusque dans les années 1950, le secteur de la construction est sous le contrôle des sociétés étrangères. BUĞRA, p. 136.

b. Le choix économique de l'État

Il ne fait aucun doute que, dans la poursuite des politiques économiques, le mouvement lancé par les Jeunes Turcs dès leur prise du pouvoir en 1913 pour passer d'un État impérial à un État national fut un facteur important. Par ailleurs, ce changement ne s'était pas limité aux politiques économiques. Les Jeunes Turcs s'était lancés dans la recherche d'un moyen pour changer la société de fond en comble et apporter un nouvel ordre. Comme ce fût le cas pour les Jeunes Turcs, les cadres dirigeants de la nouvelle République, qui sont issus de l'équipe des Jeunes Turcs, savaient bien que l'économie est l'un des points de départ pour redéfinir la société selon les nouvelles normes. Nous pouvons dire que suite à l'indépendance politique, les politiques adoptés pour la mise en application de l'idée d'une indépendance économique ont permis la transformation de la société de façon contrôlée. L'une des ces principales politiques est la création d'une classe bourgeoise par l'État. Les Républicains nourrissaient l'idéal de voir la Turquie devenir un pays moderne. Ceci n'était réalisable qu'avec une économie développée et indépendante. Cela aurait pu se réaliser par le soutien de l'État mais pour ce faire, celui-ci aurait eu besoin d'un apport capitaliste et par conséquent d'accumuler du capital. Pour cela, il fallait une classe bourgeoise détenant les valeurs nationales.

Suite à la victoire sur les Grecs, l'équipe kémaliste avait conscience que la victoire militaire n'était qu'une étape en vue de la création de l'État moderne. Elle était persuadée que l'indépendance du pays obtenue par la victoire des armes et celle de la diplomatie ne pouvait être garantie que par l'indépendance économique. Dès cette époque, il était question de faire porter plus particulièrement l'effort économique sur l'industrialisation du pays. A cette époque dans son *Türkçülüğün Esasları*, Ziya Gökalp écrit :

L'idéal économique des Turcs est de doter le pays de l'industrie lourde. Certains disent : « notre pays est un pays agricole et doit le rester, nous ne devons pas essayer de développer une industrie lourde », mais ce point de vue est tout à fait erroné. Certes nous ne devons pas négliger l'agriculture, mais si nous voulons devenir une nation moderne, nous devons absolument nous doter d'une industrie lourde⁴⁵.

Ce texte relate très bien l'importance de l'industrialisation pour les cadres du nouvel État. Déjà, dans l'Empire ottoman, l'industrialisation apparaissait comme la suite

⁴⁵ GÖKALP, p. 160.

logique du mouvement de modernisation commencé vers le milieu du XIX^e siècle, par la transformation des institutions ottomanes selon le modèle occidental. Ainsi, depuis l'époque de *Tanzimat*, le débat économique portait essentiellement sur la question: faut-il accorder la priorité à l'agriculture ou à l'industrie? Les libéraux pensaient qu'il fallait mettre l'accent sur l'agriculture et développer l'exportation des matières premières pour se procurer de l'étranger les biens d'équipements nécessaires. Les partisans de l'économie nationale, à l'inverse, misaient sur le développement industriel. Après l'époque des Jeunes Turcs où l'on avait des groupes pensant différemment les uns des autres sur les politiques économiques que l'État devait mener, comme les libéraux et les nationalistes, les républicains se rangent du côté de ces derniers.

Après la création de la République, la thèse du développement basée sur l'agriculture trouve encore des partisans. Ainsi, le programme du Parti Républicain Progressiste (*Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası*), fondé en 1924, donne à l'économie turque une approche plus libérale⁴⁶. Il propose également d'augmenter la production des matières premières pour les échanger avec les produits manufacturés importés des marchés européens. Ce parti a été soutenu par la bourgeoisie istanbulienne contre la tendance des bureaucrates républicains vers la création d'une nouvelle classe bourgeoise qui serait entièrement dépendante d'Ankara.

Ainsi, nous pouvons constater que pour l'équipe républicaine, l'idée est claire : fonder une économie puissante et développée basée sur l'industrie. Ici, la question se pose sur l'identité de l'acteur principal de ce développement. Pour arriver à son but est-ce que l'État soutiendrait la classe bourgeoisie de la Seconde Monarchie constitutionnelle ou il créerait sa propre équipe ? Nous pouvons dire que la réponse définirait l'orientation de l'État sur les politiques économiques menées dans les années 20.

c. Les contraintes et les influences du Traité de Lausanne sur l'économie turque

Les clauses économiques du Traité de paix de Lausanne (1923) comprenaient un certain nombre d'éléments contraignants pour les politiques économiques de la République. Hormis l'engagement à régler les deux tiers environ de la dette publique

⁴⁶ Ahmet YEŞİL, *Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası*, Ankara, Cedit Neşriyat, 2002, p. 231 et Erik Jan ZÜRCHER, *Modernleşen Türkiye'nin Tarihi*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1996, p. 246.

ottomane, la plus importante de ces contraintes concernait les taxes douanières à appliquer par la Turquie. Le traité fixait les taxes douanières turques au niveau des barèmes établis en 1916 qui correspondaient en valeur à peu près aux mêmes taux de protection nominale que les tarifs de 1914. Cela correspondait à une protection relativement faible de 11 à 12% pour les textiles et environ 7% pour les produits manufacturés⁴⁷.

De plus, il était interdit d'appliquer des taux différentiels de taxes indirectes selon que les marchandises étaient produites en Turquie ou importées de l'étranger, la seule exception significative étant dans les domaines des monopoles d'État⁴⁸. Aussi, les biens issus de monopoles étaient sujets à des fluctuations de prix. La Turquie s'engageait également à supprimer les restrictions quantitatives sur le commerce étranger et à ne pas en mettre de nouvelles. Ces limitations devaient, dans la pratique, durer jusqu'à la fin de l'année 1928.

Il y a certaines indications qui montrent que les clauses du Traité de Lausanne réduisant, sinon supprimant, les possibilités de mettre en œuvre une politique commerciale extérieure efficace et protectrice, étaient considérées comme des concessions sans importance du point de vue de l'accumulation du capital national. D'ailleurs, grâce aux monopoles de l'État, l'accumulation du capital était assurée plus ou moins par l'État.

Quant à la question de l'investissement étranger, nous pouvons constater que même si les investisseurs étrangers ne demandaient pas de concessions politiques, l'État les encourageait à s'associer avec le capital national par l'État⁴⁹. Ainsi, nous pouvons dire que non seulement la bureaucratie ne refusait pas les capitaux étrangers mais elle les incitait à coopérer avec des entrepreneurs proches du gouvernement pour ainsi créer la classe bourgeoise. Selon Ökçün, environ un tiers des sociétés fondées entre 1920 et 1930 étaient des associations entre des Turcs et le capital étranger. 43% du capital total payé des sociétés fondées entre les années 1923-1930 était représenté par des *joint ventures*.

⁴⁷ TEKELİ & İLKİN, *1929 Dünya...*, pp. 67–69.

⁴⁸ Taner TİMUR, *Türk Devrimi ve Sonrası*, Ankara, İmge Kitapevi, 1997, p. 97.

⁴⁹ BORATAV, « Politiques économiques... », p. 161.

De plus, des personnalités politiques influentes jouèrent un rôle très important dans les créations de ces *joint ventures*⁵⁰.

Ainsi, cela nous laisse à penser que, les cadres dirigeants n'étaient pas contre l'entrée du capital étranger à l'économie turque. Par contre, nous pouvons constater que dans un contexte où le gouvernement essayait d'instaurer une indépendance économique, celui-ci souhaitait que l'entrée de capitaux étrangers se fasse dans les limites qu'il aurait définies.

2. Soutien de l'État à l'accumulation privée : Le pouvoir de la petite bourgeoisie et le capitalisme

a. Les monopoles de l'État

Lors du congrès économique d'İzmir, le Ministre de l'Économie, Mahmut Esad parle de la notion d'étatisme. Selon Gündüz Ökçün, dans le discours de Mahmut Esad, celui-ci attribue à l'étatisme un sens très vague. Même dans les années 30, les discours sur l'étatisme des cadres dirigeants n'étaient pas clairs. Cela peut être expliqué par le fait que l'étatisme portait en lui le pragmatisme et qu'il soit un mécanisme de création et de contrôle de l'économie par l'État⁵¹. Dans les années 20, l'État manifeste sa présence dans la vie économique aussi bien dans les travaux publics que dans la construction ferroviaire et les monopoles. A cette époque-là, nous ne pouvons pas compter d'autres mécanismes interventionnistes que celui des monopoles.

Les monopoles d'État sur le sucre, le tabac, l'huile, les explosifs, produits alcoolisés, les allumettes, les ports et les docks constituaient - paradoxalement - un domaine supplémentaire où les entrepreneurs privés pouvaient bénéficier du soutien de l'État. Les droits de monopole établis sur ces activités n'étaient pas directement exercés par l'État : le pouvoir de produire, d'importer ou d'exporter ces produits sous forme de monopoles pouvait être donné à une compagnie nationale ou étrangère avec des conditions avantageuses⁵². L'existence des monopoles pourrait être considérée comme

⁵⁰ A. Gündüz ÖKÇÜN, *1920-1930 Yılları Arasında Kurulan Türk Anonim Şirketlerinde Yabancı Sermaye Sorunu*, Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1971, p. 32.

⁵¹ Pour les détails ; voir A. Gündüz ÖKÇÜN, *Türkiye İktisat Kongresi-1923*, Ankara, SBF Yayınları, 1968 pp. 262-263.

⁵² Dans ce mémoire, lorsque nous parlons de monopoles, il s'agit, en fait, des sociétés privées ayant la concession des monopoles de l'État et agissant comme tels. Ces monopoles font l'objet de débats entre Le

un mécanisme de contrôle efficace pour l'État qui n'arrivait pas à diriger l'économie comme il le souhaiterait suite aux articles limitatifs du traité de Lausanne. Grâce à ces monopoles, l'État pouvait intervenir au niveau économique et pouvait entamer certaines réglementations. Un de ces moyens d'intervention, comme expliqué ci-dessous, consistait en la transmission de la gestion des monopoles par la bureaucratie aux entreprises ou aux individus en qui l'État avait confiance. Dans les partenariats avec les compagnies locales proches du gouvernement, les investisseurs étrangers devaient créer une société sous la forme de « société anonyme » avec les sociétés proches de l'État⁵³. Finalement, nous pouvons dire d'une part l'État obligeait les investissements étrangers qui voulaient venir en Turquie à s'associer avec les sociétés de confiance, D'autre part, nous pouvons constater qu'il n'encourageait pas entièrement le secteur privé national pour s'associer avec ceux-ci. Il préfère toujours tenir le secteur privé à ses côtés⁵⁴. C'est-à-dire dans le système étatiste. Nous pouvons considérer cette attitude de l'État comme un moyen non seulement pour contrôler le gouvernement mais aussi pour préserver l'indépendance économique face aux investissements étrangers.

Selon Gündüz Ökçün, nous pouvons constater que des hommes politiques comme Mahmut Celal, Yunus Nadi, Kılıç Ali, İsmet Paşa (qui possédait 200 actions dans la Société anonyme turque des allumettes), étaient membres fondateurs, membres du conseil d'administration ou actionnaires. De même, plusieurs députés étaient aussi membres ou associés de ces monopoles⁵⁵. Ainsi, cette entente entre le milieu économique et les hommes politiques était assez spectaculaire et permet aujourd'hui de mieux comprendre les politiques économiques menées par l'État dans les années 20.

Nous pouvons constater que la volonté de la classe de « fonctionnaire entrepreneur » de contrôler le champ économique peut être vue comme une opportunité pour l'État. Ainsi, grâce à cette classe, l'État aurait non seulement eu un contrôle sur les développements économiques mais aurait également pu favoriser la maturation d'une classe capitaliste dépendante de lui. Cela pouvait permettre à l'État, au moins pour une certaine période, d'être un acteur puissant dans l'économie.

Parti Libéral et le Parti du Peuple. Le Parti Libéral critique la politique sur les monopoles du Parti Républicain ; voir BORATAV, *Türkiye'de Devletçilik*, Ankara, İmge Kitabevi, 2006, pp. 74-83.

⁵³ BORATAV, *Türkiye'de...*, pp. 57.

⁵⁴ Bilsay KURUÇ, *Mustafa Kemal Döneminde Ekonomi*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1987, p.219.

⁵⁵ ÖKÇÜN, « 1920–1930 Yılları Arasında Türk Anonim... », pp. 26-60.

L'objectif prépondérant de cette époque est clair. Il s'agissait d'accroître le capital en Turquie. Pour cela, les dirigeants ne négligeaient pas entièrement la contribution du capital étranger mais avec la participation active des éléments nationaux. Mais en réalité, selon les dirigeants du pays, la bourgeoisie nationale était inexistante ou peu influente. Pour eux, la méthode la plus facile pour former une véritable bourgeoisie nationale semblait passer par un processus de soutien actif de l'État à l'accumulation capitaliste privée. Avec l'enrichissement des particuliers grâce à l'aide de l'État, ces derniers allaient devenir des commerçants ou des industriels. Les candidats pour ces postes étaient les personnes du cadre dirigeant et des politiciens. Ainsi, nous pouvons dire que l'existence des monopoles aurait aidé l'État pour parvenir à son but principal, c'est-à-dire la création d'une bourgeoisie nationale.

A ce stade, nous pouvons considérer que la politique de monopole de l'État était pertinente sur deux choses différentes : D'un côté, à cette époque, les monopoles étaient considérés comme un moyen d'esquiver les clauses liées aux taxes douanières du traité de Lausanne. Cette situation semblait inévitable pour une jeune République qui essayait de fonder une économie nationale. De l'autre côté, comme nous l'avons dit dans le paragraphe précédent, ces monopoles allaient permettre l'apparition d'une nouvelle classe bourgeoise, dépendante de l'État, au détriment de la bourgeoisie istanbulite que les Républicains n'appréciaient pas. Comme nous l'avons déjà signalé, l'État confiait alors à des militaires retraités, proches du gouvernement, ces monopoles d'État au détriment de la bourgeoisie istanbulite de la Seconde Monarchie constitutionnelle qui avait pourtant une plus grande expérience et un savoir-faire.

b. L'environnement capitalistique et les nouveaux cadres politiques

Gagner le soutien des notables anatoliens constitués des grands propriétaires terriens, des artisans et des commerçants anatoliens, était très important pour l'équipe qui a dirigé la Guerre d'indépendance. Pour la victoire, le soutien du peuple était primordial. Au lendemain de la Guerre d'indépendance, afin de maintenir le pouvoir et réaliser un État-nation moderne, il fallait aussi continuer à garder des liens forts avec ces notables anatoliens⁵⁶. En fait, dans tous les pays, les relations entre le cadre dirigeant

⁵⁶ Des 1923, Mustafa Kemal visite les villes d'Eskisehir, İzmit, Bursa, Manisa, İzmir, Balıkesir, Adana, Mersin, Tarsus, Konya, Afyonkarahisar. Nous constatons qu'il s'agit des villes où les relations capitalistes

(une intelligentsia composée de militaires et de civils) et les classes dominantes et puissantes peuvent être entremêlées et compliquées. Nous pouvons constater que la divergence entre le pouvoir et les classes dominantes, en 1923, ne résultait pas tant du caractère des Républicains mais du fait que cette équipe soit nouvelle et qu'elle n'ait pas encore établi des liens forts avec les classes dominantes, d'un point de vue économique.

Nous pouvons dire qu'aux yeux de certains groupes des propriétaires terriens, la lutte nationale était surtout un combat pour la souveraineté politique et le contrôle de l'État. La souveraineté économique passait au second plan puisqu'ils croyaient avoir tout à gagner dans une soumission économique à l'Europe. Ils pensaient que les puissances européennes feraient les investissements nécessaires pour développer les infrastructures et fonder les usines pour réapprovisionner le marché turc. En revanche, la Turquie exportait des produits agricoles et des matières premières. Selon Ahmad, propriétaires terriens pensaient que si on avait donné quelques privilèges aux pays occidentaux comme l'Angleterre, la France, l'Italie et les États-Unis, ces pays n'auraient pas été contre l'idée de création d'un État-nation par les Turcs.⁵⁷ Par contre nous pouvons affirmer que les républicains ne faisaient pas de distinction entre souveraineté économique et souveraineté nationale, et précisaient que l'une ne pouvait exister sans l'autre⁵⁸. Au cours du Congrès Economique d'İzmir, Mahmut Esad le Ministre de l'économie, avait soutenu cette thèse suivante :

*Je comprends la souveraineté nationale comme une souveraineté économique nationale. Autrement, la souveraineté nationale n'est qu'une illusion*⁵⁹.

Ici, nous pouvons constater que l'État devait faire comprendre à ceux qu'ils pensent autrement que la souveraineté nationale n'est pas liée qu'à l'indépendance politique. Sans l'indépendance économique, la souveraineté nationale ne serait jamais assurée.

se développent plus vite que dans les autres régions d'Anatolie. Les marchands et les grands propriétaires de terrains sont beaucoup plus riches et puissants que ceux des autres régions. Ce voyage nous laisse à penser que Mustafa Kemal cherchait le soutien et le consensus des notables anatoliens même après la guerre ; voir TEZEL, p. 143.

⁵⁷ Selon Ahmad, le fait que pendant le conférence de Londres en 1921, le Ministre des affaires étrangères de l'époque, Bekir Sami Bey, accepte de donner certains privilèges aux pays occidentaux en contre parti d'établir la paix entre la Turquie et les puissances occupantes, soit un bon exemple pour expliquer l'idée de ceux qui pensent comme ces propriétaires terriens ; voir AHMAD, « Kemalizmin... », pp. 182-183.

⁵⁸ AHMAD, « Kemalizmin... », p. 183.

⁵⁹ ÖKÇÜN, *Türkiye İktisat...*, p. 259.

Nous pouvons indiquer que dès la création de la République turque, la bourgeoisie commerçante musulmane d'İstanbul a souhaité reprendre le rôle des non musulmans dans la vie économique du pays. De même, selon les républicains, l'une des raisons les plus importantes du déclin de l'Empire ottoman était son intégration au système économique mondial et le rôle des commerçants non musulmans dans ce même système. Le nouveau régime définissait cette classe comme une classe bourgeoise « *compradore* ». Ainsi, le but d'Ankara était de se pencher sur la création d'une bourgeoisie nationale et de remplacer ces commerçants, considérés comme non nationaux, par cette nouvelle classe plus proche des valeurs et des intérêts de la bureaucratie étatique.

Pour expliquer les relations du gouvernement d'Ankara avec la bourgeoisie istanbuliote, nous devons parler d'une organisation appelée Union Commerciale Turque (*Türk Ticaret Birliği*) qui a été créée par les commerçants musulmans d'İstanbul à la veille de la Guerre d'indépendance. C'est loin d'être le lobby le plus important et le plus efficace de l'époque. Selon Ahmed Hamdi Başar, un des fondateurs de cette organisation, le but de cette organisation était d'exclure les minorités non musulmanes, qui entretenaient des relations commerciales avec les pays capitalistes et se positionnaient comme intermédiaire de la vie économique, et de les remplacer par la classe bourgeoise turque musulmane. Pour aboutir à cela, il était important d'instaurer des relations directes, autrement dit sans recourir aux intermédiaires non turcs, avec les grandes sociétés européennes et américaines⁶⁰. Cette organisation a tenté de faire une conférence sur le commerce extérieur à İstanbul pour assurer le fait que les commerçants musulmans commençaient à faire le commerce directement avec l'étranger en janvier 1923⁶¹. Cela nous montre que cette organisation souhaitait le transfert du rôle des intermédiaires non musulmans aux commerçants turco musulmans sans forcément affecter la relation entretenue entre la Turquie et le système économique mondial⁶².

Selon l'Union Commerciale Turque, pour inciter la naissance de commerçants nationaux, le soutien et l'encouragement de l'État étaient indispensables. Ils savaient

⁶⁰ Ahmet Hamdi BAŞAR, *Barış Dünyası*, Volume 54, cité par BORATAV, *Türkiye`de...*, pp. 36-37.

⁶¹ İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, « 1923 Yılında İstanbul'un İktisadi Durumu ve İstanbul Sanayi ve Ticaret Odası İktisat Komisyonu Raporu, dans *Köktenci Modernitenin Ekonomik Politikasının Gelişimi*, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, p. 46.

⁶² Bilsay KURUÇ, *Belgelerle Türkiye İktisat Politikası (1929-1932)*, vol. I, Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1988, p. 36.

bien que cela ne se réaliserait pas dans les conditions de libre concurrence donc l'État se devait d'intervenir. En outre, les Républicains souhaitaient établir de bonnes relations avec eux et les ont donc invités au congrès économique d'İzmir et ont remplacé les conseils de Direction de la chambre par des musulmans selon la demande de cette organisation⁶³. Même si au cours du congrès économique d'İzmir ils dominent les débats et même si leurs opinions sont acceptées par le congrès, après celui-ci, les relations entre le gouvernement d'Ankara et la bourgeoisie istanbuliote ne seront pas bonnes.

Nous pouvons constater que l'équipe républicaine ne prenait pas en considération la bourgeoisie turco-musulmane d'İstanbul née durant la Première Guerre Mondiale avec l'appui des politiques protectionnistes des Jeunes Turcs, car elle n'avait pas soutenu le gouvernement d'Ankara durant la Guerre d'indépendance. A ce moment, nous pouvons penser que l'État avait des réticences à faire confiance à la classe des entrepreneurs istanbuliotes et voulait favoriser l'apparition d'une classe bourgeoise aux valeurs républicaines et attachée à Ankara⁶⁴.

c. La mise à l'écart des pôles influents économiques par l'État

Après tout ce que nous avons vu jusqu'à présent, nous pouvons dire que dans les années 20, la bureaucratie turque ne contrôle pas entièrement l'économie. Au lendemain de la Guerre d'indépendance, même si la Turquie en sort victorieuse et crée un nouvel État, le gouvernement d'Ankara ne peut pas entièrement tout contrôler à l'échelle nationale. Il a encore des problèmes concernant sa légitimité⁶⁵. Pour les Républicains, le contrôle de l'économie traduit en quelque sorte la garantie du contrôle politique. Le fossé entre la bourgeoisie istanbuliote et Ankara est le reflet de cette situation.

En 1924, le milieu des affaires d'İstanbul et les anciens dirigeants du CUP soutenaient le Parti républicain progressiste, qui avait été créé pour faire opposition au Parti du peuple. Certains anciens dirigeants du CUP ne rejoignirent pas les Républicains dès leur retour d'exil, comme l'ancien Ministre de l'économie, Mehmet Cavit. Celui-ci,

⁶³ TEKELİ & İLKİN, « 1923 Yılında... », p. 47.

⁶⁴ Les faits que l'État ait tenté de créer une classe bourgeoisie attachée à lui et qu'il ait négligé celle d'İstanbul, ont provoqué l'émergence de deux pôles différentes en économie. Nous pouvons constater que cette négligence sera influente dans la création du Parti républicain progressiste.

⁶⁵ ÖKÇÜN, *Belgelerle...*, p. 33 et BORATAV, *Türkiye`de...*, p. 35.

à son retour d'exil en Europe occidentale, s'occupa de ses affaires à İstanbul. Cependant, durant les années suivantes, il fût considéré comme un danger par les Républicains.

De ce fait, nous pouvons constater que la fondation de *İş Bankası* (Banque des Affaires) était un moyen pour écarter la puissance de la classe bourgeoise istanbuliote dans le secteur bancaire⁶⁶. Même si elle a été fondée grâce à l'initiative et la contribution des dirigeants politiques comme étant une institution financière nationale destinée à contrebalancer les banques étrangères, nous pouvons dire qu'au fond, cette banque aurait été fondée pour se substituer la *İtibar-ı Milli Bankası* en matière de finances.

Ce n'est qu'à partir de la période qui commencera par la loi de *Takrir-i Sükun* (appliquée juste après le soulèvement de *Şeyh Sait*) que le gouvernement réussira à contrôler tous les éléments politiques et à établir un véritable pouvoir. Puis, en 1926, Mustafa Kemal fût la cible d'un attentat à İzmir. Mustafa Kemal a utilisé cet attentat comme atout contre les opposants au nouveau régime. Comme nous pouvons le souligner, dès la mise en place du processus qui commence par le soulèvement de *Şeyh Sait*, les Républicains réussissent à garantir leur hégémonie politique en écartant ceux qui se positionnaient comme des concurrents sur les scènes politiques mais aussi économiques.

Nous pouvons expliquer cela plus précisément par trois événements. La première est la fermeture du Parti Républicain Progressiste qui a eu lieu après le commencement du soulèvement de *Şeyh Sait*. Le deuxième est l'exécution de Mehmet Cavit Bey et de Kara Kemal, Unionistes accusés d'opposition, suite à l'attentat contre Atatürk à İzmir. Et la troisième fût la fusion de *İş Bankası* avec *İtibar-ı Milli Bankası*, qui avait la particularité d'avoir été fondée par les Unionistes et d'être l'une des institutions les plus influentes dans l'orientation du commerce extérieur⁶⁷. Suite à ces trois événements, les Républicains réussissent à prendre le contrôle à eux seuls de la vie

⁶⁶ Dirigée par Celal Bayar, cette banque compte plusieurs politiciens dans son conseil d'administration. Dans les années qui suivirent, elle se positionna comme un groupe de pression influent du fait qu'elle était actionnaire de divers groupes d'intérêts privés, et comme médiateur entre les milieux d'affaires et le gouvernement. Selon quelques écrivains de cette époque, certains fonctionnaires, administrateurs et politiciens de l'époque libérale profitent de la banque en utilisant leurs relations avec le gouvernement et en jouant le rôle d'intermédiaire dans diverses activités pour leur profit personnel ; voir Şevket Süreyya AYDEMİR, *İkinci Adam*, vol. 1, İstanbul, Remzi Kitabevi, 1999, pp. 454-459.

⁶⁷ En 1927, *Türkiye İş Bankası* augmente ses capitaux et rachètent *İtibar-ı Milli Bankası*, le plus grand symbole du capital des partisans du CUP voir ; Gündüz ÖKÇÜN, « 1909-1930 Yılları Arasında... », p. 417.

politique et économique du pays. Ceci leur permettra de maintenir leur pouvoir politique indéfiniment.

En fait, le choix qui s'est fait entre les Unionistes et les forces nationales (*kuvayı milliyeciler*) et qui favorisait ces dernières nous laisse à penser que l'État aurait souhaité empêcher le positionnement du secteur privé comme le fondement d'une puissance en dehors de son contrôle. L'État en choisissant, lui-même, les acteurs qui auraient un rôle actif dans l'économie, allait avoir la possibilité d'intervenir en direct dans la vie économique du pays. Autrement dit, la création de la nouvelle bourgeoisie dépendant de l'État, permet à la fois de renforcer la présence de l'État dans l'économie et d'écarter toute autre force économique puissante. Selon les Républicains, la nouvelle classe bourgeoise était chargée de réaliser le développement économique du pays. En revanche, elle était protégée et encouragée par l'État à condition de se comporter selon les normes et les morales que l'État impose.

B. Une économie protectionniste étatique et le secteur privé

1. Question d'accumulation du capital

a. Le choix de l'économie politique protectionniste

Nous pouvons constater que dans les années 1920, les secteurs moteurs de l'économie étaient le commerce et le secteur bancaire, car à cette époque, la bourgeoisie naissante était d'avantage attirée par les profits rapides des opérations commerciales ou bancaires que par les investissements à long terme qu'implique l'industrie⁶⁸. Nous pouvons constater que dans les années 1930, le paysage économique change et

⁶⁸ Selon İlhan Tekeli, dans les années 1920, la Turquie exportait des biens pour un montant non négligeable. Il s'interroge donc sur le fait que la Turquie exporte énormément vers l'Italie alors que ces deux pays produisent à peu près les mêmes biens. Il explique que selon les rapports des attachés commerciaux de la Turquie à Trieste qui sont publiés au cours du congrès d'agriculture en 1931, l'exportation s'oriente vers les zones franches d'Italie où les minorités non musulmanes, qui avaient été chassées de la Turquie après la création de la République, se sont installées et où elles continuent à faire du commerce avec ces anciens intermédiaires en Turquie. Il explique que les commerçants turcs ne commencent à exporter directement vers le marché européen, sans intermédiaires, qu'au lendemain des accords commerciaux *Clearing*. Selon İlhan Tekeli, même durant les années 1920, il est difficile de dire qu'il existe des commerçants turcs qui portent en eux la notion d'intérêt d'État demandée par les dirigeantes ; voir İlhan TEKELİ, *Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunları (1923-1938)*, Discussion no. 7-8, pp. 274–275. En outre, Selon Ökçün, comme l'époque des Jeunes Turcs, les banques qui sont créées dans les années 20, ont tenté de financer des crédits des producteurs et des activités commerciales. Les banques qui sont créées à l'époque des Jeunes Turcs continuent leurs activités au fur et à mesure qu'elles assurent de bonnes relations avec les républicains ; voir ÖKÇÜN, « 1909-1930 Yılları Arasında... », p. 477 et Oya SİLİER, « 1920'lerde Türkiye'de Milli Bankacılığın Genel Görünümü », dans, *Türkiye İktisat Tarihi Semineri*, Ankara, Hacettepe Üniversitesi Yayınları, 1975, p. 498.

l'industrie devient l'un des principaux vecteurs économiques du pays. Ce changement obligea donc à instaurer de nouveaux équilibres dans l'économie ainsi que sur la scène politique. Désormais, la structure fondamentale de l'économie de la Turquie reposerait sur l'industrie créée par l'État. Cette nouvelle structure a provoqué en même temps une nouvelle accumulation du capital issue principalement de l'industrie.

En fait, depuis les premières années de la République, la volonté de créer du capital à partir de l'industrie existait déjà. Mais, les conditions de l'époque permettaient difficilement de mener à bien cette mission. L'État, faute de posséder des ressources économiques nécessaires au lancement de ce processus par lui-même, a encouragé fortement le secteur privé⁶⁹. Mais à la fin des années 20, le cadre dirigeant du pays n'était pas satisfait par les attitudes du secteur privé durant les années précédentes.

Nous pouvons dire que cette insatisfaction a poussé l'État à intervenir plus fortement dans le secteur économique. Selon le cadre dirigeant, si le secteur privé est laissé sans contrôle, celui-ci risquerait de ne s'impliquer que dans les affaires qui lui permettraient de se remplir les poches à court terme. De plus, le secteur privé se soucierait plus de ses profits que de la croissance nationale. Aussi, cela explique que l'État souhaitait intervenir dans la vie économique. Nous constatons que depuis 1929 toutes les politiques économiques définies partent de ce principe. Puisque la classe bourgeoise ne soutient pas la croissance nationale en réinvestissant les plus-values générées par ses activités mais préfère poursuivre les opportunités seulement pour obtenir des profits, l'État devait intervenir et reformuler les politiques selon ses attentes. C'est à partir de cette date que l'État met en place des mesures lui permettant de récupérer les plus-values générées par la bourgeoisie. L'État a donc entrepris de recréer une économie selon sa volonté, ce qui lui a également servi de base pour redéfinir la société comme il le souhaitait.

i. Facteurs internes

L'année 1929 a marqué le début d'une période critique pour l'économie turque en faisant entrer en vigueur les nouveaux tarifs douaniers à la place des tarifs ottomans. Les discussions sur les nouveaux tarifs existaient depuis 1925. Aussi ces nouvelles mesures

⁶⁹ TİMUR, pp. 105-106.

étaient très attendues par les bureaucrates de l'économie⁷⁰. Les milieux du secteur privé ont donc perçu cet amendement comme une mesure protectionniste. Le nouveau système, sans prendre en compte la proposition de la Chambre de Commerce d'Istanbul, qui préconisait un barème tarifaire modéré, est adopté en 1929⁷¹. Le système prévoyait ainsi un taux moyen de protection nominale de 46 % contre 13 % auparavant. Ce fut l'un des premiers pas réalisés dans le passage vers les politiques protectionnistes.

L'année 1929 a une double importance. La République devait payer la première échéance de la dette publique de l'Empire ottoman. Depuis la conclusion du Traité de Lausanne, des négociations sur les remboursements de ces dettes avaient en lieu. Finalement, les négociations ont abouti en 1928 et il a été convenu que le remboursement de la dette soit échelonné sur la période de 1929 à 1953. Seulement, la Turquie n'étant pas en mesure de payer les deux premières échéances en 1929, elle dut repousser le paiement à la fin de l'année 1930⁷².

Le problème de la dette a été une des causes de la crise monétaire de 1929 qui a amené en quelques mois les premiers impacts de la Grande Dépression sur l'économie turque. La crise turque s'était manifestée principalement par la détérioration de la balance commerciale et la dévaluation de la livre turque par rapport à la livre sterling⁷³. Avec une politique libérale sur le change des monnaies étrangères, il était difficile pour la Turquie d'avoir une balance budgétaire et commerciale excédentaire. Un autre fait explique également la crise de l'époque. Il s'agit de la spéculation sur les stocks importés en quantités excessives par des négociants juste avant l'application des nouveaux tarifs douaniers. Par ailleurs, le début du remboursement de la dette était un autre facteur qui a fait pression sur la valeur de la livre turque.

La crise a entraîné un impact spectaculaire sur la bureaucratie turque. Désormais, les dirigeants commençaient à éprouver de la méfiance vis-à-vis de la bourgeoisie commerçante. Nous pouvons remarquer que cette méfiance se transforma en hostilité vis-à-vis du secteur privé durant les années qui suivirent. Cette situation a créé un état d'esprit favorable à un contrôle gouvernemental continu et accru sur le commerce

⁷⁰ TEKELİ & İLKİN, *1929 Dünya Ekonomik...*, pp. 69-74.

⁷¹ BORATAV, « Politiques économiques... », p. 162.

⁷² BORATAV, « Politiques économiques... », p. 162.

⁷³ TEKELİ & İLKİN, *1929 Dünya Ekonomik...*, pp. 78-83.

extérieur et sur les opérations financières⁷⁴. Cela amena ainsi un climat de méfiance réciproque entre la bureaucratie et le secteur privé. Le but de l'État était de créer une classe entreprenante qui lui était attachée. La classe en question était chargée d'accomplir la tâche qui lui était confiée. Cette dernière risquait de se retrouver face au régime dès qu'elle dépassait les bornes. Du point de vue du secteur privé, l'intervention de l'État, d'abord, ne posait aucun problème. Bien au contraire, le secteur privé était tellement fragile que seule l'intervention de l'État pouvait le renforcer. Le seul problème était que le niveau de l'intervention n'était pas clairement définie.

Ainsi, nous pouvons dire que même avant les premières répercussions de la Grande Dépression sur l'économie turque, l'année 1929 avait apporté nombre d'éléments nouveaux qui ont poussé les dirigeants à réviser la politique économique des années précédentes. L'impact de la Grande Dépression renforça la position des défenseurs de la nouvelle doctrine. Les dirigeants ont adopté rapidement des mécanismes de défense contre la crise. Enfin, nous pouvons déclarer que l'étatisme est apparu en Turquie peu avant les impacts de la Grande Dépression de 1929⁷⁵.

ii. Facteurs externes

La Grande Dépression de 1929 a influencé les relations entre l'État et le secteur privé. Hormis l'impact direct de cette crise sur l'économie turque, elle aura également remis en cause les politiques économiques des années précédentes. Les décisionnaires de l'économie s'inquiétaient de la situation, ce qui les a rendu sceptiques sur le modèle économique du pays qui fonctionnait sur la base d'initiative entrepreneuriale soutenue par l'État. Ici nous devons préciser que le modèle économique des années 20 n'était pas entièrement le résultat d'un choix conscient. A cause des contraintes de quelques clauses du Traité de paix de Lausanne concernant les taxes douanières, on ne pouvait pas mener librement le commerce extérieur. Aussi, il semblait difficile pour la Turquie d'élever des barrières douanières dès 1923. Cela a donc été la conséquence de la lenteur du processus d'industrialisation au lendemain de l'indépendance.

Mais à partir de l'année 1929, l'État a pu imposer les nouveaux tarifs douaniers. L'équipe dirigeante a commencé à penser qu'elle devait intervenir directement sur

⁷⁴ TEKELİ & İLKİN, *1929 Dünya Ekonomik...*, pp. 43-45 et BORATAV, « Politiques économiques... », p. 170.

⁷⁵ KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, pp. 34-35.

l'économie. Puisque la Turquie était encore un pays sous-développé qui voulait entièrement s'industrialiser, et qu'elle devait surtout orienter son activité économique sur l'utilisation de ses ressources propres, l'État, lui-même devait devenir le plus important acteur de l'économie. En effet après 1929, les facteurs intérieurs et extérieurs ont permis de faciliter l'intervention de l'État.

Nous pouvons donc noter qu'à la fin des années 1920, l'État était plus proche de mener une politique économique interventionniste⁷⁶. Les impacts de la crise économique mondiale de 1929 renforçaient la position des défenseurs de la doctrine protectionniste⁷⁷. En raison de cette conjoncture mondiale, même les milieux du secteur privé ne pouvaient se permettre de remettre en cause la politique économique protectionniste préconisée par la bureaucratie Turque⁷⁸.

Nous remarquons qu'une des raisons principales qui a poussé les cadres dirigeants du pays à appliquer des mesures protectionnistes, était précisément les difficultés rencontrées par les producteurs de matières premières destinées à l'exportation à des prix souvent très bas et dont les ventes étaient en constante baisse à partir de 1929. La chute des prix des produits agricoles et des matières premières textiles que la Turquie exportaient le plus, a été beaucoup plus importante et rapide que celle des produits manufacturés importés par la Turquie⁷⁹.

Il n'est donc pas étonnant que le pouvoir d'achat du paysan turc ait fortement diminué. Etant donné que plus de 80% de la population vivait de l'agriculture qui procurait à son tour 70% du revenu national et représentait 93% des exportations de la Turquie, le recul des prix des produits agricoles et la diminution du pouvoir d'achat du paysan qui s'ensuivirent ont provoqué une baisse du bien être général. Devant cette situation, les mesures protectionnistes étaient reconnues comme une nécessité vitale et urgente par le gouvernement⁸⁰.

⁷⁶ Durant la Guerre d'indépendance, malgré la propagation des idéaux bolchevique en Anatolie, le modèle communiste n'est pas bien vu de l'équipe dirigeante. Par ailleurs, entre 1921 et 1928, nous constatons une orientation de la Russie soviétique vers le capitalisme ; voir Doğan AVCIOĞLU, *Türkiye'nin Düzeni, Dün-Bugün-Yarın*, vol. II, İstanbul, Tekin Yayınları, 2001, pp. 336–337.

⁷⁷ BORATAV, *Türkiye`de...*, p. 143.

⁷⁸ BUĞRA, p. 146.

⁷⁹ TEKELİ & İLKİN, *1929 Dünya Ekonomik...*, p. 84.

⁸⁰ Rüşti DAĞLAROĞLU, *L'industrie textile Turquie*, Fribourg, 1941, Imprimerie de la Gare, p. 127, et Haldun GÜLALP, « Türkiye`de İthal İkamesi Bunalımı ve Dışa Açılma », dans *Orta Doğu Teknik Üniversitesi Gelişim Dergisi*, no. 1-2, Vol. 7, 1980, p. 45.

Il faut bien noter que durant les années 20, l'URSS a mené une politique économique fermée et influencée au minimum par les impacts de la Grande Dépression de 1929. Cela impressionnait les cadres dirigeants. En plus, l'Union Soviétique allait aider la Turquie durant les préparations du premier plan quinquennal⁸¹. Ainsi, l'URSS allait être un exemple de réussite dans l'industrialisation réalisée par l'État et la planification de l'économie.

Le but des Républicains était de favoriser l'industrialisation en créant une classe bourgeoise. Dans un premier temps, l'escroquerie de la classe bourgeoise, qui était soutenue par les gouvernements du CUP lors de la Première Guerre mondiale, puis dans un second temps les escroqueries de la nouvelle classe d'entrepreneurs soutenue par le gouvernement lors des premières années de la République ont fait penser, dans les années 20, que l'industrialisation par le soutien du gouvernement au secteur privé n'était pas le meilleur moyen pour le développement industriel. Avec les effets de la Grande Dépression, l'État allait s'industrialiser par ses propres moyens et allait permettre le développement de la classe bourgeoise de façon contrôlée.

b. Vers un capitalisme d'État

i. les efforts de structuration et les premières mesures

Pour mieux comprendre l'évolution des politiques économiques qui sont appliquées à partir de 1929, il nous faut parler des mesures économiques, des démarches et des actions entreprises par la bureaucratie turque. Dans l'ordre chronologique, les plus importantes sont : la Loi sur les marchés des devises (1929), la fondation de la semi-officielle Société d'économie et d'épargne nationale (1929)⁸². Afin de décourager la consommation des produits importés qui concurrençaient la production locale, le gouvernement avait mis en place un consortium de banques dans lequel le Trésor public et les banques nationales possédaient 58% des actions et qui fonctionnait comme une banque centrale dans les transactions monétaires avec l'étranger (1930). Par ailleurs, une série de lois avaient été votées telles que la Loi sur la protection de la valeur de la livre

⁸¹ Osman OKYAR, « Devletçilik Kavramı », dans *Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 1995, p. 192.

⁸² En fait l'État avait commencé à favoriser ou encourager la consommation des produits locaux déjà en 1925. Le projet de loi allait dans ce sens ; il obligeait les fonctionnaires et employés de l'État à porter des habits et des souliers de fabrication locale.

turque (1930), la fondation de la Banque Centrale (1930), la Loi sur le contrôle des exportations, qui portait particulièrement sur la qualité et les normes (1930) et la Loi permettant au gouvernement de pratiquer des contrôles quantitatifs et d'instaurer des quotas sur les importations (1931)⁸³.

Nous pouvons constater que jusqu'en 1931, presque tous les instruments de la politique économique étaient mis en place pour contrôler les échanges extérieurs. Ces instruments allaient devenir des mécanismes de défense pour légaliser les politiques et les décisions économiques des différents gouvernements pendant les années qui ont suivi.

Pour résumer l'idée principale des auteurs de cette politique, nous pouvons affirmer que le but était de faire clairement la distinction entre l'intervention de l'État dans les relations économiques extérieures et l'intervention de l'État sur le marché intérieur, en développant pleinement la première et en freinant soigneusement la seconde. Le modèle de protectionnisme était entièrement basé sur le libre jeu des puissances du marché dans les limites du marché intérieur⁸⁴. Néanmoins, nous ne pouvons pas dire que tous les décideurs pensaient et réagissaient dans la même logique sur les problèmes fondamentaux de la politique économique de l'époque. Nous allons examiner les différentes tendances et approches des décideurs de l'économie en Turquie dans les chapitres suivants.

Selon Şevket Süreyya Aydemir, durant les années suivantes, l'étatisme n'était pas systématiquement utilisé au sens propre du terme. La raison était simple : l'étatisme était un des systèmes de l'économie nationale mais l'équipe républicaine n'arrivait pas encore à avoir une idée claire et précise de la notion de l'économie nationale. D'après Aydemir, lorsque İsmet İnönü parle des particularités de l'étatisme du PRP, il n'en connaissait pas exactement le sens⁸⁵. Derrière toutes ces attitudes confuses, il est possible de cerner la volonté d'intervention des cadres dirigeants à l'économie. La dimension de ces interventions sera déterminée par un certain nombre de modalités conjoncturelles; cependant le point fondamental reste la persistance des demandes de la bureaucratie républicaine (venant d'une tradition interventionniste) à organiser et à diriger le domaine économique. L'élément déterminant cette demande est la méfiance de

⁸³ BORATAV, « Politiques économiques... », p. 163.

⁸⁴ BORATAV, « Politiques économiques... », p. 163.

⁸⁵ AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 403.

la bureaucratie vis-à-vis du secteur privé. Selon eux, durant toute la période des années 1920 le secteur privé n'a présenté aucune manifestation favorisant l'atténuation de cette méfiance.

En 1931, Fethi Okyar critique le programme du nouveau gouvernement de İsmet İnönü et dit que :

...Ce n'est pas un programme gouvernemental car celui-ci ne prend en compte que la politique générale de l'économie⁸⁶.

A la même époque, Mustafa Şeref ÖZKAN, Ministre de l'Economie, exprimait qu'en Turquie, le concept de l'économie nationale n'avait jamais été bien comprise par les cadres dirigeants. Selon lui, le rôle de l'État n'était pas de se substituer au secteur privé mais de concilier les intérêts divergents autour d'un intérêt commun. L'État devait donc apporter son soutien au secteur privé et lui permettre d'évoluer dans de bonnes conditions⁸⁷. Il apparaît que le mal était bien diagnostiqué mais que les cadres dirigeants ne savaient pas encore de quelle manière ils devaient traiter ce mal. La seule chose dont ils étaient quasiment certains est qu'il ne fallait pas laisser l'économie sans direction, qu'il fallait la contrôler⁸⁸.

ii. La recherche d'un modèle nouveau

Durant la période de 1930 à 1932, la Turquie a connu une croissance industrielle positive⁸⁹. Nous pouvons dire que la bourgeoisie industrielle nationale a bénéficié des fruits de la politique protectionniste. Selon Ahmet Hamdi Başar, la classe industrielle avait une activité industrielle primitive qui profitait de la nouvelle politique tarifaire, elle vendait les produits fabriqués à des prix beaucoup plus élevés que les prix mondiaux⁹⁰.

Ceci a donc constitué la base de l'accumulation du capital. Par contre, il faut noter que les conséquences de la répartition des richesses issues de ce modèle avaient

⁸⁶ AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 405.

⁸⁷ AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 406.

⁸⁸ Selon Kuruç, le gouvernement Républicain n'a jamais adopté l'élaboration du "laissez faire". Il est possible ainsi d'observer que les tensions et les doutes existants au sein du cadre principale de la République contre le libéralisme plus précisément d'un capitalisme inextinguible ne se sont pas atténués avec le temps mais ont pris au contraire une plus grande ampleur voir ; KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p.135.

⁸⁹ La moyenne du taux de croissance industrielle pendant ces trois ans, est de 14,8 % selon les prix de 1938, tandis que les importations connaissent une chute spectaculaire, de 256 millions de livres en 1929 à 101 millions en 1932 ; avec pour résultat une balance commerciale excédentaire pour la première fois depuis la création de la République ; voir BORATAV, « Politiques économiques... », p. 164.

⁹⁰ Ahmet Hamdi BAŞAR, *Atatürkle Üç Ay*, Ankara, Ankara İktisadi ve Ticari İlimler Akademisi Yayınları, 1981, pp. 90.

des implications politiques et sociales que les dirigeants jugeaient extrêmement risquées. En effet, le modèle prévoyait la constitution d'un surplus de capital réutilisé pour favoriser la croissance, mais il semblait que le mode d'utilisation de ce surplus avait inévitablement échappé au contrôle du pouvoir, ce que les dirigeants jugeaient indésirable du point de vue de la qualité et de la dynamique de l'industrialisation du pays⁹¹.

La difficulté de l'État de contrôler les surplus donnait au secteur privé la liberté d'agir indépendamment de celui-ci. Cette situation n'était pas souhaitée par la bureaucratie turque puisque la méfiance envers le secteur privé était une particularité de celle-ci. Ainsi, pour l'équipe dirigeante, il était essentiel d'empêcher que le contrôle de ces surplus dans les mains d'une classe bourgeoise susceptible de « trahison ».

Ainsi il est possible de voir ici la volonté de la bureaucratie turque à être le seul élément déterminant l'économie. Le processus d'industrialisation du pays était d'une telle importance qu'il ne pouvait pas être laissé à la seule volonté du secteur privé. Dès lors pour le cadre dirigeant le secteur privé donnant toujours une priorité à ses profits personnels plutôt qu'aux profits nationaux devait être sous contrôle. Il est vrai que les effets de la Grande Dépression de 1929 ont facilité l'application des politiques d'industrialisation contrôlée par l'État.

Ceci dit, nous pouvons dire que l'objectif du cadre dirigeant était atteint puisque grâce au développement de l'industrie qui s'était substituée aux importations, le secteur privé avait pu accumuler du capital. Il faut bien constater que dans les pays sous-développés comme la Turquie, il existait un lien très fort entre l'industrialisation et la politique de la substitution aux importations. Dans ces pays, l'industrialisation était le résultat d'une politique de substitution aux importations. Il est nécessaire de rappeler le rôle important et historique du mercantilisme qui explique bien le lien entre le protectionnisme, l'interventionnisme et l'industrialisation.

Selon certains économistes, le protectionnisme mercantiliste, les politiques de commerce extérieur et d'intervention étatique étaient des moyens incontournables pour développer le capitalisme dans les pays où apparut pour la première fois le capitalisme

⁹¹ BORATAV, « Politiques économiques... », p. 165.

industriel. Ils l'étaient encore plus pour les pays en voie d'industrialisation⁹². La politique de substitution aux importations concernait, en premier lieu, les biens de consommation finale. En d'autres termes, il ne s'agissait pas de suivre la voie socialiste qui prévoyait de débiter l'industrialisation avec la production de biens d'investissements pour finalement produire des biens de consommation. Nous pouvons dire qu'il semblait difficile pour un pays tel que la Turquie en voie d'industrialisation de faire autrement.

Avec ceci, grâce à ce procédé basé sur la politique économique de la substitution aux importations, l'État pouvait développer des moyens lui permettant d'intervenir dans l'économie. La raison du choix de suivre une politique interventionniste résidait non pas sur la possibilité de l'État à en tirer des profits mais au présupposé que l'économie ne pouvait rester debout sans soutien étatique⁹³. Ceci était une réalité mais cette réalité permettait de diriger l'économie en fonction des demandes de la bureaucratie.

Même si, à court terme, les politiques économiques de la substitution aux importations ont aidé l'établissement d'une industrie nationale, à long terme elles n'ont pas pu empêcher la construction de petites industries produisant des biens de qualité médiocre. De plus, ce système peut être vu comme étant un système donnant naissance à une classe bourgeoise paresseuse dépendant de l'État et manquant de compétitivité sur le plan international. Il faut souligner ici le fait que la conjoncture internationale et nationale suivant l'année 1929 était favorable à l'orientation de la Turquie vers une politique de la sorte. De plus, la structure patrimoniale de la bureaucratie de l'État rendant inévitable l'intervention sur l'économie, facilitait l'application de cette politique.

La plupart des intellectuels de l'époque pensaient que le sous-développement de la Turquie était la conséquence de mauvaises politiques économiques suivies par l'Empire ottoman. En effet, si l'Empire avait choisi une politique économique protectionniste la situation aurait pu être différente. Dans les années 30, ceux qui ne comprenaient pas la nécessité de la politique étatiste, n'avaient pas pris conscience que le mercantilisme était sans doute une voie à suivre dans le développement du pays⁹⁴. Selon eux, en utilisant les politiques mercantilistes, on pourrait assurer le développement

⁹² GÜLALP, « Türkiye'de İthal İkamesi... », p. 43. Hasan OLGUN a critiqué cet article. L'article. A consulter pour mieux comprendre les politiques de substitution aux importations menées en Turquie ; voir Hasan OLGUN, « Türkiye'de İthal İkamesi ve Dışa Açılma : Eleştiri », dans *Orta Doğu Teknik Üniversitesi Gelişim Dergisi*, No. I-II, Vol :VIII 1980, pp. 376-393.

⁹³ AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 406.

⁹⁴ Haldun DERİN, *Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, 1940, p. 78.

industriel souhaité du pays.

Néanmoins, à la fin de l'année 1930, Mustafa Kemal, lui-même jugeait la situation économique et sociale du pays de moins en moins satisfaisante et commençait à réfléchir sur un nouveau modèle qui devait être appliqué deux ans plus tard. Nous pouvons nous interroger sur l'origine de ce paradoxe.

Selon Boratav, malgré le rythme spectaculaire de la croissance industrielle, la qualité de l'industrialisation n'était pas satisfaisante. Le libre jeu du marché a formé une vaste zone de profits excessifs à court terme derrière les remparts protecteurs. Il est apparu que l'activité « industrielle » était surtout la source de la transformation, bien souvent minimum et insignifiante, de matériaux importés⁹⁵. Comme nous l'avons déjà dit à cette époque, les usines ne faisaient que découper du fil de fer importé hors taxe, et fabriquer des clous qui étaient revendus dix fois plus cher que les prix mondiaux. Ou encore, ces usines ne faisaient que galvaniser des barres de fer importées revendues à des prix élevés⁹⁶.

Ces remarques sont en fait des critiques des deux caractéristiques fondamentales du développement industriel de cette période : le caractère primitif de l'industrie privée et l'appropriation incontrôlée de la rente de protection par cette classe d'industriels capitalistes. Nous pouvons y ajouter les actions entreprises durant les années précédentes qui encourageaient le secteur privé dans l'accumulation du capital grâce au soutien actif de l'État. Cela a provoqué la généralisation de l'atmosphère de corruption et de l'affairisme dans les milieux politiques⁹⁷. En fait « affairisme » signifie l'ensemble des attitudes des personnes autour de *İş Bankası* qui constituent un groupe de pression influent, étant actionnaires dans diverses groupes d'intérêts privés, et considérés comme des médiateurs entre les milieux des affaires et le gouvernement. C'est Falih Rıfki Atay, journaliste et écrivain de cette période, qui a utilisé ce mot « affairiste » pour définir les fonctionnaires, administrateurs et politiciens profitant de leurs relations avec le gouvernement, jouant le rôle d'intermédiaire dans les diverses activités économiques. Ce sont eux qui utilisaient *İş Bankası* pour leurs profits personnels⁹⁸.

Si l'on regarde d'un autre point de vue, le milieu de corruption en question peut

⁹⁵ BORATAV, « Politiques économiques... », p. 165.

⁹⁶ BAŞAR, pp. 90–91.

⁹⁷ Falih Rıfki ATAY, *Çankaya*, vol. II, Dünya Yayınları, p. 425.

⁹⁸ ATAY, pp. 425-429.

être lié à l'intervention de l'État. Grâce à la loi acceptée par l'Assemblée Nationale en juillet 1931, le gouvernement détient le pouvoir d'interdire ou de limiter les importations. Peu après cela, le gouvernement a mis en place des quotas d'importations. Le système de quotas n'a pas tardé à favoriser la création d'une classe privilégiée. En pratique, cette classe a acquis une position le statut de monopole. Cette situation peut ainsi nous amener à la conclusion suivante : puisque l'État protégeait et soutenait l'industrie et le commerce nationaux, il pouvait les inspecter et les obliger à appliquer des normes s'ajustant aux modèles déterminés par lui même.

De l'autre côté, comme nous l'avons déjà souligné, la politique de création d'une masse d'entrepreneurs turcs par l'État a causé l'enrichissement de plusieurs politiciens en s'appuyant sur le pouvoir politique d'Ankara. Ce n'était donc pas si difficile de trouver du soutien à Ankara pour les sociétés étrangères, les sociétés privilégiées et la bourgeoisie istanbuliote. Ils ont établi de bonnes relations avec les politiciens, les hommes proches du gouvernement et des bureaucrates et continué à gagner énormément d'argent⁹⁹. Cependant, il y avait des personnes qui étaient mécontentes de ce modèle dit « affairiste », comme İsmet İnönü, qui disait : "Je n'autorise pas à voler le trésor de l'État"¹⁰⁰.

Par ces propos, İnönü évoquait peut-être le fait que la bureaucratie n'intervenait pas assez dans l'économie. En effet, même si l'équipe républicaine ferme les yeux sur les profits illicites du groupe d'hommes d'affaires proche de la bureaucratie dans le but d'assurer l'accumulation du capital dans les mains du secteur privé, nous pouvons penser qu'İsmet İnönü ne supportait pas que ce capital ne soit pas réinvesti dans l'économie. Cela nous laisse à penser que l'équipe républicaine approchait le secteur privé avec une grande prudence, elle aurait même pris une dimension paranoïaque durant certaines périodes.

⁹⁹ Par exemple, suite au Traité de Lausanne, avec la création du Monopole des Ports (*Liman inhisarı*), tous les travaux de sauvetage des bateaux entre le détroit du Bosphore et Yeşilköy sont passés sous le monopole de la Société des Ports. Ainsi, les sociétés étrangères en charge de cette activité avant cette loi, « *Ocean Salvage* » et « *Semperperatus* » ont du cesser leurs activités. Les dirigeants de ces sociétés se sont rendus auprès du Directeur général de la Société des Ports pour le persuader d'arrêter le monopole et lui ont proposé un partenariat dans une nouvelle société qui serait créée. Le Directeur général, nourri de nationalisme, refuse cette proposition. Cependant, peu après, avec la proposition du Ministère des Finances, le conseil général de la Société des Ports renonce à son droit de monopole; voir Doğan AVCIOĞLU, *Türkiye'nin Düzeni*, İstanbul, Tekin Yayınevi, 2001, pp. 420- 423.

¹⁰⁰ AVCIOĞLU, p. 423. Par contre selon Yakup Kadri Karaosmanoğlu, en fait, İnönü n'applique pas les politiques nécessaires pour écarter les affairistes de la vie économique; voir Yakup Kadri KARAOSMANOĞLU, *Politikada 45 Yıl*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1984, p. 114.

Il est important ici d'observer également le regard du secteur privé sur la bureaucratie. En Turquie, le secteur privé a toujours voulu obtenir le soutien de l'État. Le mécontentement du secteur privé avec l'État réside non pas sur l'intervention de celui-ci au secteur privé mais à l'incertitude des limites de ces interventions. Durant les années 1930, les modifications des décrets du commerce extérieur en fonction des conditions arbitraires ainsi que les réglementations orientées au marché intérieur, comme par exemple la Loi de surproduction de 1935, ont engendré l'apparition au sein du secteur privé d'un sentiment de doute envers les gens de l'État. Lorsque nous analysons les mémoires des entrepreneurs de l'époque, il est possible d'observer des discours sur l'insuffisance et l'incapacité des cadres gérant l'économie¹⁰¹.

Ici, notre but, est de mettre un accent sur le scepticisme des cadres dirigeants envers le secteur privé. Le cadre dirigeant n'avait pas confiance en la bourgeoisie commerçante durant la période précédente. Ainsi, le cadre dirigeant prend-il conscience que la classe bourgeoise du pays ne courait qu'après ses intérêts personnels qui regroupaient de petits profits. Il en ressort que l'État et le secteur privé ne partageaient pas la même opinion quant aux moyens d'amorcer et de faire vivre l'industrialisation de la Turquie. Du moins, les moyens déployés n'étaient pas les mêmes. Alors que l'État essayait d'amorcer un développement soutenu dans tous les secteurs, les acteurs du secteur privé ne cherchaient qu'à réaliser de petits profits. Cette méfiance a amené la classe dirigeante à remettre en question les moyens pour permettre l'accumulation du capital

Il est important, d'une autre part, de préciser le point suivant : la bureaucratie poursuit le but d'être le seul acteur ayant un pouvoir sur l'économie. Lorsque le cadre kémaliste évoque l'étatisme, il ne limite pas cela qu'au domaine économique. Par exemple, en 1935 lorsque Recep Peker mentionne l'étatisme dans le programme du CHP, il décrit un ordre social et étatique devançant le domaine économique¹⁰². En fait, ce processus débute en 1931 lorsque le principe d'étatisme commence à être instauré.

Ainsi, l'étatisme semble apparaître comme le concept stratégique pour faire sortir le pays de la crise. En janvier 1931, Mustafa Kemal déclare : "*Dans le domaine économique... le programme du Parti est l'étatisme*". En mai 1931, le troisième Congrès

¹⁰¹ Cingi dit que les gérants de l'économie ne savent pas exactement comment diriger l'économie. Selon lui, ils ne sont même pas capables de gérer l'économie d'une maison. ; voir Rasim Hayri CİNGİ, *Bir İşadamı Gözüyle Memleketimizin Hali ve Dertlerimiz*, İstanbul, İbrahim Horoz Basımevi, 1948, p.11.

¹⁰² KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 134.

du PRP reconnaît l'étatisme comme l'un des principes essentiels du programme du Parti¹⁰³. Nous pouvons considérer que dans le programme du PRP, l'étatisme est décrit dans des termes vagues :

En matière d'économie et de reconstruction, à la place de l'action limitée des entreprises individuelles, bénéficiant de la puissance supérieure et englobante de l'État. ... Tout en considérant fondamentaux les travaux individuels, accepter de rendre actif l'État dans les domaines qui touchent à l'intérêt général et aux intérêts supérieurs et ceci particulièrement dans l'espace économique¹⁰⁴.

Dans le même temps, les mesures économiques mises en œuvre en 1929 subsistaient sans aucune modification dans le sens " étatique " et l'État n'intervenait pas dans le marché. En juillet 1932, le gouvernement a accepté le nouveau modèle, sous sa forme concrète¹⁰⁵.

iii. Les applications générales de l'étatisme

Le terme "étatisme" fût ajouté en 1931 au programme du PRP. Cependant, jusqu'au milieu de 1932, le mot avait un contenu plutôt flou¹⁰⁶. Selon l'équipe dirigeante, entre les années 1929 et 1931, la nouvelle classe industrielle qui est créée par l'État a abusé (et même usurpé) des privilèges donnés par l'État. Elle a vendu des biens insignifiants réalisés à base de matériaux importés en obtenant des profits considérables. Cette classe industrielle a risqué de perdre ses profits spectaculaires avec le passage aux politiques étatiques.

L'État, en évoquant comme prétexte les éléments ci-dessus, a pris les mesures nécessaires à la création du domaine économique géré et contrôlé par lui-même. L'État, depuis la fondation de la République, avait pour objectif de créer une classe bourgeoise qui serait dépendante de lui. Il possédait une grande méfiance vis-à-vis de la classe bourgeoise existante. L'État pouvait diriger plus facilement l'économie avec la création d'une classe bourgeoise entreprenante n'allant pas à son encontre de lui-même.

¹⁰³ En 1931, Recep Peker déclare que l'État-gendarme, qui doit garantir la sécurité des citoyens et se limiter aux activités touchant à la police, à l'armée, aux relations étrangères ainsi qu'à la justice, n'existe plus. Selon lui, l'État devient interventionniste dans les affaires politiques, économiques et sociales. Recep PEKER, « Devletçilik », dans *Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 1995, p. 45.

¹⁰⁴ AYDEMİR, *İkinci Adam*, pp. 402-403.

¹⁰⁵ BORATAV, « Politiques économiques... », p. 167.

¹⁰⁶ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 172.

Après les années 1930 cette intervention a suivi deux voix : le contrôle direct de l'activité économique et/ou la création de nouvelles entreprises étatiques¹⁰⁷.

Nous pouvons dire que malgré certains projets élaborés à la fin des années 20, l'industrie lourde n'avait pas encore fait son apparition en Turquie à cette époque. Les principaux investissements publics ont concerné essentiellement la construction de chemins de fer.¹⁰⁸ De ce fait, nous pouvons dire qu'à cette époque, l'investissement des chemins de fer était la plus importante activité de l'État. De même, l'intervention de l'État dans l'économie était limitée au commerce extérieur. Il est certain que c'était une période de protection du marché intérieur protégé, où l'État agissait comme un protecteur de l'économie. Les conséquences de ces développements sur la répartition des revenus en faveur de la bourgeoisie et de la bureaucratie sont évidentes. Cependant, la détérioration des conditions économiques des groupes les plus défavorisés telle que la paysannerie a été accélérée par les effets destructeurs de la Grande Dépression de 1929.

Le réalisme et la perception de Mustafa Kemal ont amené les dirigeants républicains à critiquer les mesures économiques prises entre les années 1929 et 1931, qui n'étaient pas suffisantes selon eux face à la situation de crise de 1929. De plus, les conséquences détruisaient les fondations de ce nouveau régime. Il leur semblait alors nécessaire de réorienter radicalement la politique économique. Grâce à cette réorientation, l'État a pu intervenir d'avantage dans l'activité économique.

En premier lieu, avec le passage à la nouvelle politique économique, les mesures protectionnistes qui concernaient le contrôle du commerce extérieur se sont trouvées renforcées¹⁰⁹. Au cours de ces années, l'État a continué à appliquer des restrictions et des contrôles sur le capital étranger. La plupart des nationalisations s'appliquaient sur les investissements étrangers, surtout dans le domaine des services publics, des mines et des chemins de fer et datent des années 30. Néanmoins, l'entrée de capitaux étrangers ne s'est jamais arrêtée. Mais, cela ne représentait pas une grande partie de l'économie. En second lieu, le gouvernement contrôlait régulièrement le marché intérieur. De nombreux produits agricoles étaient l'objet d'une politique de soutien direct ou indirect de l'État.

¹⁰⁷ İNSEL, p. 181.

¹⁰⁸ Cette politique est à la fois économique et militaire. Pour les détails, lire le discours de İsmet İnönü durant la cérémonie d'ouverture de la ligne ferroviaire de Sivas le 30 août 1930. Bilsay KURUÇ, *Belgelerle...*, pp. 95-104.

¹⁰⁹ BORATAV, *Türkiye`de...*, pp. 243-247.

Les prix des produits industriels, les taux d'intérêts sur les transactions financières et les activités bancaires étaient déterminés par les autorités¹¹⁰.

La plus grande caractéristique des politiques étatistes était la présence de l'État comme principal agent de production et d'investissement. La plupart des compagnies privées qui avaient la concession des monopoles d'État des années 20, étaient petit à petit transférés à la gestion gouvernementale. De même, les transports maritimes entre ports turcs sont passés sous monopole de l'État. Ainsi, l'État est devenu le plus important acteur en économie. Il intervenait et manipulait l'économie comme il voulait.

Politiquement parlant, le plus marquant de cette période fût le programme d'investissement d'État dans l'industrie et les mines. Bien que l'industrie privée et minière n'aient jamais été interdites, l'autorisation des gros investissements et la cession des droits d'exploitation minière dépendaient du gouvernement. Ainsi, dès 1932, les actions dans les compagnies locales ont été nationalisées et des privilèges ont été accordés aux sociétés étrangères pour les explorations minières¹¹¹. Cependant, trois ans plus tard, en se basant sur un article de la loi de 1935, le gouvernement céda à des sociétés privées, les concessions et les permis de *Etibank* pour récupérer les minerais, la production d'électricité, le transport et la distribution. En ajoutant un tel article dans la loi concernant *Etibank*, le gouvernement a prouvé qu'il existait des éléments contradictoires dans l'étatisme. Par ailleurs, nous savons également que les droits d'exploitation minière étaient essentiellement détenus par les personnes proches du gouvernement et par certains politiciens et que ces droits ont été revendus à des sociétés étrangères à des prix très élevés.

Les travaux décrits dans le premier plan quinquennal industriel ont été commencés en 1932, après la visite en İsmet İnönü à l'Union Soviétique. C'est grâce à l'aide des conseillers soviétiques que le 1^{er} Plan a été adopté en 1934. Selon Boratav, il s'agissait davantage d'une liste détaillée de projets d'investissements que d'un texte de planification au sens strict du terme. Les objectifs du plan ont été considérés comme atteints en 1938. Un nouveau Plan, dont la réalisation a été interrompue par la guerre, a été lancé la même année¹¹².

¹¹⁰ BORATAV, « Politiques économiques... », p. 167.

¹¹¹ BORATAV, *Türkiye`de...*, p. 280.

¹¹² BORATAV, *Türkiye`de...*, pp. 157-160.

Nous pouvons dire que les politiques menées de 1930 à 1939 ont eu des effets néfastes sur les intérêts de la puissante bourgeoisie commerciale enrichie grâce aux marchés extérieurs. En revanche, en ce qui concerne l'industrie d'État, les secteurs qui passaient des contrats où faisaient des affaires avec le gouvernement, nous pouvons constater que des conditions favorables ont été créées.

Néanmoins cette période, par sa nature même, n'engendra ni les tensions sociales nées dans les années précédentes, ni les profits illicites, inévitables dans un tel environnement économique. Dans l'ensemble, il s'agissait d'un processus d'accumulation capitaliste dont l'État fût la force dynamique. Nous pouvons dire qu'à partir des années 30, les entreprises étatiques constituaient le pivot de l'économie.

2. Les nuances de l'étatisme

a. La place du secteur privé selon Mustafa Şeref Özkan

Il semble difficile de créer une industrie sur le modèle du libéralisme (finance capitaliste) quand il n'y a pas de capital et d'existence d'une quelconque industrie. Cette logique pouvait conduire à ce que l'industrie ne se développa pas assez et portait en elle les causes d'une crise¹¹³.

Ce discours a été tenu, en juillet 1932, par le Ministre de l'économie de cette époque, Mustafa Şeref Özkan. En 1930, l'économie nationale, pour Mustafa Şeref Özkan, était synonyme d'étatisme. Il est nécessaire d'évaluer l'économie nationale dans ce cadre. Mustafa Şeref Özkan était issu du CUP. Entre 1914 et 1915, il a été député de Konya puis Sous-secrétaire d'État au Commerce et à l'Agriculture et enfin Ministre de l'économie en 1917, dans le gouvernement de Talat Paşa. Durant cette période, il réussit à résoudre le problème de ravitaillement de l'armée ottomane. Cette situation nous montre que Mustafa Şeref Özkan était un ancien membre du CUP, très attaché à la notion d'économie nationale¹¹⁴.

Selon l'étatisme vu par Mustafa Şeref Özkan, l'État devait avoir un regard sur tous les points importants de l'économie. Cela semblait nécessaire pour permettre la nationalisation du secteur privé. L'accumulation du capital dans les mains des turcs pouvait favoriser la nationalisation de l'économie. Aussi, les relations entre patrons et

¹¹³ KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 93.

¹¹⁴ Bilsay KURUÇ, « 1930'ların Sanayi Hareketinde Unutulanlar ve Az Bilinenler », dans *75 Yılda Çarklardan Chip'lere*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1999, p. 85.

ouvriers devaient être régulées selon les conditions contemporaines¹¹⁵. Le commerce devait s'ouvrir à la concurrence. En cas de nécessité, l'État devait pouvoir contrôler le commerce extérieur. L'objectif était de réaliser un excédent commercial. Dans l'industrie, la propriété devait être nationale. L'État pouvait donner des subventions pour favoriser le fonctionnement et la productivité de l'industrie. L'État avait également la possibilité de s'appropriier la totalité de la rente : c'est ce qui s'appelle l'étatisation industrielle. Pour lui le plus important était que l'État ne souhaité plus que l'industrie ne soit plus gérée par les banques. L'État aurait été en position de s'approprier la totalité de la rente issue du protectionnisme. Il s'agissait de l'étatisation du secteur industriel¹¹⁶. Pourtant, l'industrie ne serait pas orientée par les banques. Cela constitue certainement la base de la pensée de Mustafa Şeref mais il s'agit également de l'élément le séparant de son remplaçant Celal Bayar.

D'après lui, si l'étatisme était né dans ces circonstances, l'économie devait d'une façon ou d'une autre passer sous le contrôle de la finance capitaliste. Ce tableau a été également la cause de la Grande dépression mondiale de 1930. La dépression, qui a débuté en 1929-1930, avait permis au gouvernement de, non seulement mettre la main sur les rentes, mais également de faire un grand pas dans l'industrialisation en modifiant le cours de la capitalisation. Ce fut la tâche du Ministre de l'économie, Mustafa Şeref Özkan. Aussi, il en récolta toutes les réactions négatives du secteur privé¹¹⁷. C'était le résultat de cette politique.

La Dépression avait conduit à instaurer un climat d'incertitude pour les capitalistes, qui s'est accentué avec la diminution des parts de marché. Par ailleurs, les hommes d'affaires se retournèrent contre l'État, en raison du changement des tarifs douaniers et de la surveillance sur les transactions monétaires avec l'étranger en 1930, qui avait engendrer la baisse du revenu. Avec la mise en place d'un système de quota à l'importation en 1931, les commerçants ont été amenés à faire des échanges commerciaux selon le nouveau modèle, érigé par le nouveau Ministre, ce qui a accentué leur mécontentement envers l'État.

¹¹⁵ La loi sur les affaires, qui était une loi moderne, préparée par Mustafa Şeref Özkan, n'avait pas été bien perçue par le milieu des affaires.

¹¹⁶ BORATAV, « *Politiques économiques...* », p. 169.

¹¹⁷ KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 98.

En économie, la crise est le résultat d'une pénurie de ressources. Avec l'aggravation de la crise, le profit spéculatif sur les marchés avait augmenté. Dans les années 1929-1930, le gouvernement ne souhaitait pas laisser ces rentes au profit des commerçants et souhaitait absolument garder le fruit de ces rentes entre ses mains. C'est Mustafa Şeref Özkan qui trouva une solution à cela en mettant en place, entre autres, les mesures suivantes : impôt supplémentaire dû à la dépression économique en 1931-1932, création d'une commission pour réguler les échanges extérieurs¹¹⁸, gestion centralisée de l'importation de thé, café et sucre et enfin création d'une société publique *Türkiye Posta Vapurculuğu Anonim Şirketi* pour contrôler le commerce maritime¹¹⁹.

Pour le secteur agricole, l'objectif est le même. Les commerçants tiraient un fort profit de l'opium qui était l'un des produits agricoles qui rapportaient la rente la plus importante. Cependant, le profit du producteur était faible. Mustafa Şeref Özkan souhaitait faire voter à l'Assemblée la loi sur les coopératives de ventes des producteurs d'opium¹²⁰. Ainsi, son but était de réunir les producteurs d'opium afin qu'ils récupèrent le profit sur la vente au détriment des commerçants. Emin Sazak, grand propriétaire terrien de la ville d'Eskişehir, était contre cette loi et a ouvert les débats à l'Assemblée¹²¹. En d'autres termes, les personnes qui profitaient de cette rente ont montré leur mécontentement.

La plus grande preuve montrant que Mustafa Şeref Özkan et son équipe suivaient de très près le modèle d'un étatsisme pur, était la loi sur le Bureau de l'industrie étatique votée en juillet 1932¹²². Cette loi prévoyait non seulement de créer et de gérer des usines au nom de l'État mais également de fournir les autorisations nécessaires pour ouvrir des usines privées, les surveiller et veiller au bon fonctionnement de celles-ci. En outre, et cela a été source de conflit entre le secteur privé et l'État, cette loi comportait un article sur le transfert de la propriété de la société privée à l'État *devlet teşebbüsü* une fois les

¹¹⁸ Ainsi le commerçant allait pouvoir importer autant de biens qu'il n'en exporte. Cette situation n'arrangeait pas les commerçants. KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 89.

¹¹⁹ Le transport maritime est un milieu où le commerce et le service fonctionnent ensemble. Il existe toujours une garantie d'emploi et de profit. Le transfert des profits issus du transport maritime au gouvernement représente non seulement une perte importante pour le secteur privé mais également constitue une illustration des politiques économiques qui seront mises en application. Cela inquiète fortement le secteur privé. KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 100.

¹²⁰ Au 3^e numéro de Revue Kadro on publie un article sur la question d'opium. Mümtaz Ziya propose la création d'une coopérative de ventes d'opium. Mustafa Şeref la souhaitait aussi ; voir İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, *Kadrocuları ve Kadro'yu Anlamak*, İstanbul, Tarih Vakfı Yayınları, 2003, p. 180.

¹²¹ KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 100.

¹²² KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 92.

coûts amortis par les profits. Nous pouvons dire que, le but principal de cette loi était de développer le rôle de l'État dans l'investissement industriel et la gestion et de mettre la politique économique sur les mêmes rails que le développement industriel. Par ailleurs, la loi sur les subventions industrielles de 1927 prévoyait l'exemption des droits de douane pour les équipements importés par le secteur privé. Cet article a été annulé en 1932 par un autre article cité dans une nouvelle loi qui permettait la création de la Banque de crédit industriel. Alors que la loi sur les subventions industrielles devait durer 15 ans, la suppression des certaines subventions, 5 ans après la mise en application de la loi, avait causé le mécontentement des hommes d'affaires et de certains milieux politiques.

La seconde loi concernait l'ouverture d'une Banque de crédit industriel. Le but de cette banque était d'octroyer des crédits aux industrielles. Pour cela, certaines subventions, prévues à la base pour le secteur privé directement, ont été redirigées vers cette banque. En réalité, les revenus issus des droits de douane ont été reversés à la banque. Ainsi, l'objectif était de donner des crédits aux industriels avec les fonds de l'État et par un intermédiaire. Cependant, l'institution étatique qui offrait le crédit et celle qui aidait à la création des usines étaient des entités bien distinctes. Autrement dit, cette banque n'était pas comme la Banque d'industrie et minière. Cette banque n'avait donc aucun pouvoir dans la gestion des usines et ne pouvait pas participer aux activités du secteur privé¹²³.

Dans un contexte où coexistaient le Bureau de l'industrie étatique et la Banque de crédit industriel, aucune distinction n'était faite entre les entreprises du secteur privé et de l'État. En apparence, l'un n'était pas plus avantage que l'autre ; tous deux avaient des chances égales de se développer. Cependant, il n'était pas difficile de comprendre que dans ce système, l'industrie publique se développerait plus vite que celle du secteur privé.

En fait, en 1932 le secteur privé n'était pas contre l'industrialisation et la croissance des affaires. Cependant, il était contre la diminution de la part de ses activités dans l'industrie et contre l'accumulation du capital dans les mains de l'État. Les secteurs bancaires et commerciaux avaient rejoint le secteur privé pour aller à l'encontre des politiques de Mustafa Şeref Özkan.

¹²³ KURUÇ, « 1930'ların... », p. 88.

Halil Menteşe, Député d'İzmir, déclare :

*Dans le domaine de l'économie, moi aussi, je suis étatiste. Ceci dit, vous intervenez dans toute la vie économique sans qu'il y ait forcément une nécessité. Cela conduit à instaurer un climat d'insécurité dans les milieux d'affaires.*¹²⁴

Halil Menteşe était le porte-parole des milieux d'affaires. Lorsque Şeref Özkan, Ministre de l'économie qui était un pro étatique pur du gouvernement de İsmet İnönü, a suspendu l'initiative de création d'une usine de papier par *İş Bankası*, les réactions contre lui se sont accentuées et ont amené Atatürk à remplacer Şeref Özkan par le fondateur de *İş Bankası*, Celal Bayar qui entretenait de très bonnes relations avec le milieu des affaires.

Nous pouvons dire que cette décision avait été bien accueillie par le milieu des affaires. Par ailleurs, lorsque nous regardons de plus près les politiques économiques de Celal Bayar, nous constatons qu'elles étaient le résultat des politiques menées par Atatürk au nom de l'équilibre. D'après Boratav, ce bouleversement, ou cette intervention, aurait changé le sens des politiques étatiques de la Turquie et aurait engendré un règlement de compte entre les grands acteurs qui, dès 1930, commencèrent à se diviser en groupes. Mustafa Şeref Özkan en fut la victime¹²⁵.

b. Le secteur privé dans les débats entre le libéralisme et l'étatisme

i. Le Parti républicain libéral (PRL)

Nous pouvons constater qu'au début des années 30, la contradiction et les paradoxes connus par l'équipe kémaliste pouvaient s'expliquer par la fermeture du Parti Républicain Libéral (PRL), peu de temps après sa création.

Comme nous l'avons signalé auparavant, pendant les années 20, les dirigeants et la bourgeoisie locale commerçant ne s'entendaient pas. Selon les dirigeants, ces derniers n'avaient d'ailleurs pas montré la conduite attendue d'eux¹²⁶. Ce comportement ne pourrait pas être approuvé par un régime voulant créer une économie nationale. Selon Ahmad, même si la Grande Dépression de 1929 n'aurait pas eu lieu, le gouvernement aurait du réviser sa politique économique en raison des plaintes orientées vers le secteur

¹²⁴ KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 100.

¹²⁵ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 152.

¹²⁶ La bourgeoisie avait tiré avantage des accords de Lausanne prévoyant des impôts provenant de l'importation et avaient emmagasiné les produits importés moins chers.

privé¹²⁷. D'ailleurs, la politique appliquée par le gouvernement jusqu'en 1929 était loin d'être définie comme 'libérale'.

Il faut préciser que les initiatives de la création d'une nouvelle classe bourgeoise, dont on ne douterait pas de la fidélité, et du transfert des monopoles par l'État, ne plaisaient pas à la bourgeoisie d'Istanbul et de l'Anatolie de l'ouest. La perte de revenu due à l'abolition de l'impôt 'Aşar', est compensée par l'augmentation des taxes indirectes (surtout sur le sucre et le pétrole lampant) à partir de 1926. Ceci avait causé la multiplication des taxes dans les villes. Cela apportait moins de poids économique que l' 'Aşar' pour les paysans, mais il était difficile de dire la même chose pour la classe citoyenne consommatrice et prolétaire¹²⁸. A partir de ce point-là, l'adhésion de ceux qui souffraient des politiques économiques du gouvernement, au parti opposant, n'est pas une chose surprenante.

D'autre part, l'insatisfaction du peuple devant les politiques du PRP, était une autre raison de l'intérêt du peuple pour le PRL. Pendant son mandat, le parti s'était usé, les liens entre le peuple et le parti s'étaient détachés, les relations s'étaient refroidies. Le parti devenait un élément de pression sur le peuple par ses dirigeants locaux¹²⁹. Dès l'année 1925, les républicains ont suscité une atmosphère compliquant et même rendant impossible l'activité des associations.

Par exemple, La loi relative aux chambres de commerce et d'industrie, déjà en vigueur depuis 1924, mettait en avant certaines clauses qui permettaient d'assurer le contrôle de celles-ci par la Ministère du commerce. Par exemple, cette nouvelle loi imposait au secrétaire général de la chambre d'être un fonctionnaire du Ministère du commerce et membre du conseil d'administration de la chambre¹³⁰. Nous pouvons dire que tout au long des années 20, et même les années 30, l'État, aussi, avec les modifications de loi consécutives a essayé de contrôler les activités des chambres, qui

¹²⁷ Feroz AHMAD, *Kemalist Türkiye'de İdeoloji Arayışı*, dans *İttihatçılıktan Kemalizm'e*, İstanbul, Kaynak Yayınları, 1996, p. 169.

¹²⁸ Korkut BORATAV, *İktisat Tarihi, Türkiye Tarihi 1908-1980*, vol. IV, İstanbul, Cem Yayınları p. 289.

¹²⁹ Osman OKYAR, Mehmet SEYİTDANLIOĞLU, *Fethi Okyar'ın Anıları*, Ankara, 1997, p. 75 et Ahmet AĞAOĞLU, *Serbest Fırka Hatıraları*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1994, p. 121.

¹³⁰ En fait, cette tendance existait déjà pendant l'époque de la Seconde Monarchie constitutionnelle. Les chambres étaient alors considérées, par l'État, comme des institutions publiques. Ce statut a protégé leur existence même après la proclamation de la République.

étaient en fait, les représentants des intérêts du secteur privé, et d'empêcher leurs fonctions effectives et opérationnelles,¹³¹.

Ainsi, l'effort poursuivit par le PRP afin d'inspecter les associations s'est tout à fait concrétisé en 1927. L'inspection est devenue cette fois-ci plus directe et plus « légale ». L'article de loi 40 du nouveau règlement accepté par le Grand Congrès de 1927 de PRP donne le droit au PRP d'intervenir directement sur la gestion des associations. Selon cet article ; « *les conseils de gestion des associations politiques, sociales, économiques, culturelles etc. peuvent être déclaré que lorsqu'ils sont approuvé par les inspecteurs du parti* ». Dès lors, il n'était plus vraiment possible de parler de l'indépendance des associations. Ainsi, nous assistons à une disparition de la fonction des associations comme représentant des profits et des besoins du secteur privé. D'autant plus que, pris en main sous un autre angle, il est possible de dire que ces associations sont mises sous le service du gouvernement du PRP.

Selon Feroz Ahmad, le but de créer un nouveau parti par Mustafa Kemal, c'était de diminuer les tensions politiques du pays et de réaliser une conciliation qui allait faciliter l'application de réformes économiques obligatoires¹³². Mais personne, ni même Mustafa Kemal et les leaders du PRP ne s'attendaient à un tel résultat, le parti a eu un succès inespéré devant le peuple.

Quelques mois avant la création du Parti libéral, une loi pour réguler le monopole du tabac avait été débattue à l'assemblée une loi qui réglerait le monopole du tabac. Cette loi permettait à l'État de contrôler directement l'achat, la manipulation, la fabrication et la vente du tabac et des cigarettes nécessaires à la consommation intérieure du pays, de même que toutes autres opérations relatives au tabac¹³³. Il est clair qu'à ce sujet, le gouvernement avait pris la décision de se ranger du côté des fermiers et non pas de celui des commerçants du tabac, ce que les commerçants avaient vivement critiqué. Nous

¹³¹ Par exemple, les organisations des chambres étaient réalisées non sectoriellement mais géographiquement ; voir Ayşe ÖNCÜ, « Cumhuriyet Döneminde Odalar », dans *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, vol. VI, İstanbul, İletişim Yayınları, p. 1576.

¹³² AHMAD, « Kemalist... », p. 169. Sur ce sujet, Fethi Okyar et Ahmet ont des avis similaires. Selon Ağaoğlu, Mustafa Kemal était complètement ignorant des opinions du peuple sur le parti dont il était le chef ; voir Ahmet AĞAOĞLU, *Serbest Fırka Anıları*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1994, pp. 117-118. Selon Tunçay, ce que Mustafa Kemal faisait, c'était d'organiser l'opposition comme il la voulait et de la contrôler ; voir TUNÇAY, *Türkiye'de...*, pp. 248-249.

¹³³ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 118.

pouvons dire que cela est un bon exemple pour expliquer les tendances du cadre dirigeant qui avait évolué vers une politique beaucoup plus étatique qu'auparavant.

Nous pouvons dire que le seul axe de conflit entre l'équipe dirigeante et PRL était le domaine de l'économie. Le PRL critiquait le PRP sur deux aspects. La première concernait la hausse des prix effectuée par les monopoles, qui usaient de leurs situations privilégiées, la seconde portait sur les investissements du chemin de fer¹³⁴.

Il est nécessaire de préciser que PRL était soutenu par une partie de la bourgeoisie qui n'a pas pu obtenir le monopole, autrement dit, par la bourgeoisie qui n'a pas eu le soutien de l'État. Nous pouvons dire qu'à cette époque, les critiques de PRL adressées plus particulièrement sur le monopole du sucre. Celui-ci était considéré comme l'un des meilleurs exemples pour démontrer le soutien du gouvernement de l'époque à certains hommes d'affaires proches de celui-ci. Nous pouvons citer comme exemple l'Usine de sucre de Uşak (*Uşak Şeker Fabrikaları*) dont les principaux actionnaires étaient des députés du PRP (Faik Kaltakkıran, Faik Öztırak et Şakir Kesebir) en 1926. Les critiques du PRL étaient d'autant plus justifiées que nous observons qu'à cette époque que la production et l'importation de sucre étaient contrôlées (réalisées) par des groupes qui partageaient le même intérêt. Autrement dit les producteurs et les importateurs du sucre appartenaient aux mêmes groupes d'intérêts. En effet, dans certains cas, dans le but d'accroître leurs profits, les producteurs de sucre diminuaient leurs productions et importaient. Il a même été vu que l'augmentation importante des coûts des droits de douane avait été orchestrée par les monopolistes qui avaient ainsi réalisé d'énormes profits¹³⁵. De même, des avantages offerts par la loi pour encourager les industries de 1913 à 1923, étaient venues s'ajouter aux privilèges attribués par l'État à leur égard, tels que l'exemption des impôts sur les terrains, sur les carburants, etc...¹³⁶. Cependant, toutes ces mesures n'avaient pas profité aux consommateurs qui n'avaient pas pu acheter le sucre à bas prix. En revanche, elles auront permis aux producteurs d'en tirer beaucoup de profits.

Nous pouvons dire que la politique économique de PRP devenait un peu plus

¹³⁴ Selon İnşel, l'opposition « libérale » critique les politiques étatistes au nom « des droits de Trésor » ; voir İNSEL, p. 132.

¹³⁵ AYDEMİR, *İkinci Adam*, pp. 429–430, 451–454 et AVCIOĞLU, pp. 185–187.

¹³⁶ L'une des lois d'encouragement du secteur industriel était la loi sur les privilèges et l'exemption des usines de sucres adoptée le 5 avril 1925.

interventionniste ou étatiste par rapport à celle de PRL. Nous voyons cela surtout par rapport à la politique ferroviaire du PRP. A ce sujet, ce n'était pas un hasard si İsmet İnönü avait parlé pour la première fois de la notion d'étatisme au cours de l'ouverture des Chemins de Fer de Sivas¹³⁷. En fait, le fait que les politiques économiques du PRP aient été plus interventionnistes que celles du PRL, ne provenaient pas du libéralisme du PRL. C'était la question d'appartenance au pouvoir. Nous pouvons dire que ceux qui n'ont pas trouvé leurs intérêts du PRP soutenaient PRL.

Nous pouvons dire que le libéralisme du PRL et de la même l'étatisme du PRP, étaient déterminés verticalement et sur mesure. Ahmet Ağaoğlu, dans ses souvenirs, caractérise le PRP comme "*le libéral du libéral*".

*Avant le discours de Sivas d'İsmet Paşa, L'ancien PRP était le libéral du libéral....Après ce discours, le Parti est devenu étatiste...*¹³⁸.

Nous comprenons ainsi que certains membres de PRP avaient décidé de créer un nouveau parti politique et de l'appeler le Parti libéral. Le discours de Sivas avait été lu juste après la création de ce nouveau parti. C'était ainsi que les fondateurs du nouveau parti auraient appris, de la bouche d'İsmet İnönü, la création d'un parti libéral en opposition au parti étatique.

Nous pouvons dire que malgré les politiques économiques qui sont devenus plus interventionnistes qu'auparavant, le contenu de cet « étatisme modéré » ne révélait pas un grand changement fondamental dans les pratiques de l'État : Gérer les entreprises étatiques qui viennent de l'Empire ottoman, octroyer des monopoles aux entreprises privées pour obtenir des ressources à l'État et à la fois faire accumuler le capital dans les mains du secteur privé, continuer les travaux de l'élargissement du réseau des chemins de fer au prix d'une pression sociale et financier considérable. Nous pouvons dire que son contenu est si peu nouveau que l'opposition « libérale » avoue sa surprise d'apprendre que le PRP était désormais proche du courant étatique¹³⁹.

Suite au meeting du PRL, qui se sera déroulé à İzmir, le PRP avait mieux compris le malaise du peuple. Cette prise de conscience avait ainsi amené le

¹³⁷ Il faut noter que dans ce discours, İnönü n'explique l'étatisme' qu'en douze lignes. Nous pouvons dire qu'il évite de parler beaucoup de cette notion voir ; Emre KONGAR, « Devletçilik Kavramı ve Günümüzdeki Sonuçları », *Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 1995, p. 229.

¹³⁸ AĞAOĞLU, *Serbest...*, p. 30.

¹³⁹ En 1930, le PRL est autorisé par Mustafa Kemal pendant six mois; voir Walter WEIKER, *Political tutelage and democracy in Turkey*, Leiden, E.J. Brill, Netherlands, 1973, p. 53.

gouvernement à se dissoudre afin de rétablir la confiance¹⁴⁰. Puis, de nouveau, Mustafa Kemal avait proposé le poste de Premier Ministre à İsmet İnönü¹⁴¹. Le plus grand changement remarqué dans le nouveau cabinet portait sur le Ministre de l'économie. Mustafa Şeref Özkan avait été nommé comme Ministre de l'économie par İnönü. Pour la première fois, le Ministre de l'économie ne venait pas du milieu de *İş Bankası*. Nous pouvons constater que ce choix n'avait pas été fait par hasard. Mustafa Şeref Özkan allait jouer un rôle important pour le principe d'étatisme et ses applications. Comme nous l'avons déjà dit à l'époque le PRL critiquait beaucoup les applications du gouvernement sur l'économie. Quand nous regardons le programme de ce nouveau gouvernement, nous pouvons constater qu'İsmet İnönü et son équipe avaient été influencés par l'existence et les critiques du PRL. Nous pouvons dire que dans ce programme on ne parlait pas de notion d'étatisme alors qu'İsmet İnönü avait formulé la notion d'étatisme modéré durant la cérémonie d'ouverture de la voie ferroviaire de Sivas. Cela laisse à penser qu'à cette époque, les dirigeants ne voulaient pas beaucoup parler d'étatisme puis que le secteur privé craignait sur le changement des politiques économiques que le gouvernement avait commencé à appliquer.

ii. Le Revue *Kadro* et les discours d'étatisme et de libéralisme

Le magazine *Kadro* publié par un groupe d'intellectuels comprenant certains anciens Marxistes et autres intellectuels, tels que Şevket Süreyya Aydemir, Vedat Nedim Tör, İsmail Hüsrev Tokin, Burhan Asaf Belge, Şevki Yazman et Yakup Kadri Karaosmanoğlu¹⁴², a continué de jouer le rôle de défenseur de l'étatisme du janvier 1932 jusqu'à sa fermeture, vers la fin de l'année 1934¹⁴³. Les raisons de la participation des

¹⁴⁰ BAŞAR, p.12. Dans les élections municipales, malgré les pressions considérables de l'appareil de l'État, certains candidats du parti d'opposition sont élus. Dans les grandes villes comme İstanbul et İzmir, le PRP se rend compte qu'il détient un pouvoir administratif qui n'est relayé par aucun mouvement social ; voir WEIKER, pp. 89-90.

¹⁴¹ Quelques jours après que le gouvernement ait confié à İnönü la mission de constituer le nouveau cabinet, Mustafa Kemal déclare dans un quotidien que si İnönü n'avait pas accepté le poste, il l'aurait fait à sa place. Aussi, nous comprenons que le PRL n'a jamais été considéré comme assez puissant pour gouverner le pays ; voir TEKELİ & İLKİN, *1929 Dünya...*, p. 175.

¹⁴² Le rôle de Yakup Kadri est de faire gagner au magazine une légitimité en utilisant son avantage d'être proche avec Mustafa Kemal. Sa mission peut être résumée comme tenir au chaud les relations entre MUSTAFA Kemal et Kadro ; Voir İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, « Kadro ve Kadrocuların Öyküsü », *Sol: Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2007, p. 602.

¹⁴³ L'article d'İsmet İnönü nommé « La propriété d'étatisme de notre parti » (*Fırkamızın Devletçilik Vasfı*) avait été publié dans le magazine Kadro, en 1933 et prenait pour cible Celal Bayar et son équipe.

anciens Marxistes au front étatiste s'expliquaient, tout d'abord, par la difficulté qu'ils auraient rencontrée à défendre leurs opinions après 1925, mais aussi, en partie par la prise de conscience des divergences entre le système socialiste de l'URSS et celui des pays développés.

Selon İlkin et Tekeli, l'orientation de chaque pays du *komintern* vers une perception du socialisme propre à chaque pays pourrait être acceptée comme un effort des anciens socialistes pour trouver une place dans le nouveau régime¹⁴⁴. Par ailleurs, la décision de fermer le magazine, qui défendait l'idée de la nécessité de l'étatisme pur, ne reposait pas seulement sur la divergence entre ses opinions et les politiques menées par l'État mais aussi sur le fait qu'elle n'avait plus raison d'exister puisque depuis 1934 l'étatisme était au cœur des applications politiques économiques du gouvernement.

Ce magazine avait joué un rôle déterminant pendant la durée de sa publication. Dès le début, l'existence du magazine avait mécontenté Recep Peker. Mais le magazine avait été paru avec la permission de Mustafa Kemal. Il décrivait un modèle économique plus étatique au début des années 30, mais jouait aussi un rôle dans l'équilibre des puissances dans la sphère politique avec bien sûr la volonté de voir son modèle appliqué. En bref, le magazine a été fermé à la fin de l'année 1934. Nous pouvons dire qu'à partir de l'année 1934, alors que les politiques étatiques s'appliquaient mieux, le cadre dirigeant a considéré l'existence de cette revue inutile¹⁴⁵. Après la fermeture de ce magazine, le fait que ses auteurs aient repris leurs postes dans la bureaucratie, nous laisse à penser que le Régime n'était pas contre les membres de *Kadro*, mais il était désormais contre leur revue, *Kadro*¹⁴⁶.

Dans ce contexte, nous essaierons d'analyser les discours de 'libéralisme et d'étatisme' datant du début des années 30, autour du magazine de *Kadro* et d'Ahmet Ağaoğlu ;

Ahmet Ağaoğlu dans sa polémique avec les membres de *Kadro*, s'arrête généralement sur la démocratie, l'étatisme et leurs approches contradictoires sur ces sujets. Ağaoğlu, qui accepte la définition des membres de *Kadro*, n'admet pas ces

¹⁴⁴ İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, « Kadro... », p. 602.

¹⁴⁵ BORATAV, *Türkiye'de...*, pp.217. Selon İlkin et TEKELİ même si Mustafa Kemal autorise à publier la Revue *Kadro*, il ne la soutient pas beaucoup ; voir İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, *Kadrocuları ve Kadro'yu Anlamak*, İstanbul, Tarih Vakfı Yayınları, 2003, pp.423-425

¹⁴⁶ TEKELİ & İLKİN, *Kadro...*, p. 613.

derniers comme les défenseurs de la démocratie.¹⁴⁷ D'ailleurs, pendant la période de ces discours, Şevket Süreyya Aydemir affirme qu'il est contre « la démocratie classique ». Selon Aydemir, la démocratie classique aurait donné tout ce qu'elle a pu à l'Ouest, avec ses principes généraux et ses institutions mais ne promet plus rien aux pays, sauf à ceux de l'Ouest¹⁴⁸.

Selon Ağaoğlu, les politiques libérales appliquées aux pays développés de l'Ouest seraient aussi les facteurs principaux du développement de ces pays. En opposition aux opinions de Kadro, les phénomènes de sous-développement et de redressement peuvent être compris en regardant comment le milieu politique convient au développement de l'individu. La séparation des processus économique et politique à l'Ouest et le milieu de liberté politique et économique ont créé l'occasion pour le développement des compétences des individus, et de ce fait, ils ont suivi le développement social. A l'Est, la pression de l'État sur l'individu a empêché un développement de même type. Le redressement des pays de l'Est dépend de la fin de cette pression sur l'individu et du fonctionnement de l'économie selon ses règles.

Cependant, alors qu'Ağaoğlu aurait défendu les causes du libéralisme de cette façon, il aurait oublié que le libéralisme mondial était en pleine dépression. Par ailleurs, à l'inverse de ce qui a été dit au-dessus, il semble difficile de dire qu'il existait une réelle cohérence dans les activités économiques d'Ağaoğlu. En 1930, c'est avec le souhait de Mustafa Kemal qu'Ağaoğlu rejoint les fondateurs de Parti libéral. Malgré que le Parti libéral se veuille plus à droite du PRP, en opposition avec l'étatisme de celui-ci, et aux côtés du secteur privé, nous supposons que le programme du parti serait loin d'être un programme libéral.

Dans son livre qui recueille des articles publiés dans les quotidiens entre 1932 et 1933, « l'État et l'Individu », Ağaoğlu se définit lui-même étatiste, kémaliste et Révolutionnaire¹⁴⁹. Mais Ağaoğlu, avec son explication suivante, affirme tout haut que son commentaire sur le sujet d'étatisme est différent de Kadro. Ağaoğlu dit :

La première cible est la protection et l'encouragement de l'individu et assurer son développement et son élévation. A côté de ça, j'accepte aussi bien comme les membres de Kadro, que l'État entreprenne les affaires obligatoires et

¹⁴⁷ Ahmet AĞAOĞLU, *Devlet ve Fert*, Sanayii Nefise Matbaası, İstanbul, 1933, pp. 20-21.

¹⁴⁸ Şevket Süreyya AYDEMİR, *İnkılap ve Kadro*, Remzi Kitapevi, İstanbul, 1990, p. 145.

¹⁴⁹ AĞAOĞLU, *Devlet ve Fert...*, pp. 56-57.

*importantes que l'individu n'arrive pas à faire.*¹⁵⁰

Ağaoğlu et les membres de Kadro étaient d'accord sur le fait que le secteur privé n'était pas assez fort pour entreprendre l'industrialisation et que l'État devait intervenir dans l'économie. Cependant, ils défendaient tout à fait les différentes approches sur les autres sujets. Tandis qu'Ağaoğlu défendait la protection et l'encouragement du secteur privé¹⁵¹, les membres du Kadro s'opposaient à cet avis et défendaient le fait que l'État, lui-même, devait faire des investissements au nom de la nation et contrôler l'industrie au lieu d'utiliser ces ressources du pays pour soutenir ou protéger l'entrepreneur privé¹⁵². Autrement dit, tandis qu'Ağaoğlu défendait l'idée que l'État se devait de protéger les entrepreneurs privés (et les encourager pour créer une bourgeoisie nationale), Kadro, pour sa part, avait une approche défendant l'idée d'un État devait devenir l'investisseur lui-même au lieu d'encourager l'entrepreneur privé.

Ağaoğlu pensait que l'économie libérale pouvait se réguler d'elle-même, défendant la thèse qu'il était nécessaire d'appliquer des politiques protectionnistes, pour une durée temporaire. Il explique cela en prétextant que la bourgeoisie n'était pas assez développée en Turquie. Il soulignait aussi l'obligation de l'intervention de l'État dans l'économie concernant le soutien des entrepreneurs¹⁵³. Pourtant, Ağaoğlu évoquait et accentuait la nécessité d'intervention de l'État au minimum mais ne clarifiait pas ce qu'était « ce seuil ». En fait, nous ne pouvons pas expliquer le refus d'Ağaoğlu de contester l'interventionnisme de l'État seulement par le fait qu'il ait conscience des réalités d'une Turquie sous développée. En effet, comme proposée par dans ses écritures la mise en place de services liés à l'éducation et à la santé subventionnée par les impôts sur la fortune ainsi que l'existence d'assurance chômage et de fond de pension pour la retraite nous laissent à penser qu'Ağaoğlu n'était pas un vrai libéral¹⁵⁴.

En défendant le libéralisme économique, Ağaoğlu accentue l'idée que le secteur d'État ne va pas fonctionner productivement. En considérant que le secteur privé va mieux fonctionner que le secteur d'État, il croit que les bureaucrates ne sont pas

¹⁵⁰ AĞAOĞLU, *Devlet ve Fert...*, p. 75.

¹⁵¹ AĞAOĞLU, *Devlet ve Fert...*, pp. 73-76.

¹⁵² AĞAOĞLU, *Devlet ve Fert*, p. 20. Selon eux, la fonction du secteur privé doit être considérablement restreinte et ne doit se constituer que des petites entreprises et des associations qui font du commerce en détail.

¹⁵³ AĞAOĞLU, *Devlet ve Fert...*, pp. 75-76.

¹⁵⁴ Ayşe TRAK, « Devlet ve Fert : Gecikmiş bir kitap eleştirisi », dans *Toplum ve Bilim*, vol. XIV, 1981, İstanbul, p. 77.

compétents sur les sujets économiques. Mais Ağaoğlu ne clarifie pas certains sujets comme : « Où le secteur privé va-t-il trouver le capital ? Où va-t-on trouver le cadre bureaucratique pour diriger les exploitations ? » Pourtant, en Turquie, le secteur privé était engagé au capital fourni par l'État et les éléments techniques pouvaient être assurés par l'intermédiaire des écoles d'état. Le secteur privé n'avait pas de règle pour essayer d'élever des éléments techniques.

Ağaoğlu dans son livre intitulé, "L'État et L'Individu" soutenait la libre concurrence contre l'approche de l'étatisme dur par les membres de Kadro dans le domaine d'économie. Il explique que grâce à ce système, les entrepreneurs comme Ford, qui ont commencé par le métier d'ouvrier, peuvent accumuler des capitaux suffisants pour la renaissance de dix pays comme l'Iran¹⁵⁵. Par contre, Ağaoğlu refusait l'idée que n'importe quelle voie est bonne pour l'accumulation de cette richesse. C'est pour cette raison qu'Ağaoğlu (et le Parti libéral dont il est l'idéologue) affirmait que l'étatisme, comme dans les exemples de la création des monopoles de sucre, de tabac et le projet de chemins de fer, est appliqué par le PRP pour l'enrichissement des personnes commissionnées par la main de l'État¹⁵⁶.

Si nous essayons de commenter les années 30, aux points de vue des débats politiques, nous pouvons considérer ces années comme une période pendant laquelle le problème de redressement se discutait autour des notions d'étatisme et de libéralisme. Nous pouvons dire que ce qui n'était pas clair c'est à quel point les politiciens et les penseurs, reconnus comme les défenseurs du libéralisme en Turquie, étaient réellement libéraux. Il est difficile de parler d'un libéralisme en Turquie, au sens propre du terme autant au niveau des politiques économiques qu'au niveau de la théorie, si nous prenons en considération les applications mises en place entre 1923 et 1929 ainsi que les comportements des gouvernements.

En bref, nous pouvons dire que les hommes politiques comme les penseurs affirmaient que l'État devait intervenir dans l'économie d'une façon excédant même le but d'assurer le fonctionnement libre du marché. Nous ne rencontrons pas de division

¹⁵⁵ AĞAOĞLU, *Devlet ve Fert...*, p. 64.

¹⁵⁶ AĞAOĞLU, *Serbest...*, pp. 127-128. Sur ce sujet, quand nous voyons les mémoires d'Hasan Rıza Soyak, Soyak affirme qu'Ağaoğlu a travaillé pendant une longue durée, comme un membre du monopole de sucre qu'il allait dire que c'est une faute, c'est une catastrophe, mais il n'avait aucune critique sur la méthode pendant son travail. D'après lui, Ağaoğlu a préféré de faire des critiques aux fauteuils du parti opposant ; voir Hasan Rıza SOYAK, *Atatürk'ten Hatıralar*, YKY, İstanbul, 2004, pp. 411-412.

entre les points de vue sur l'exploitation étatique¹⁵⁷. Le sujet débattu n'était que les limites de l'exploitation étatique. Les politiciens et les penseurs, connus comme libéraux, acceptent donc une définition tel que « l'État fait ce que l'individu n'arrive pas à faire ». C eux qui défendent l'étatisme soutiennent que l'exploitation étatique doit dépasser ces limites et prendre comme cible la création d'un peuple sans classe et sans privilège. Nous pouvons faire une autre division sur le sujet de la durée d'application des politiques proposées. Tandis qu'une partie des gens voient l'intervention et l'exploitation étatiques comme des politiques auxquelles il faut faire appel jusqu'au développement de l'initiative privée, qui allait enfin gagner toute l'activité économique; nous pouvons dire que les autres croyaient que ces politiques devaient toujours rester en vigueur. Ce n'est cependant pas suffisant pour affirmer qu'il y aurait un groupe de politiciens et de penseurs défendant les opinions libérales face aux opinions étatiques¹⁵⁸.

3. la Bureaucratie et le secteur privé durant les années de l'étatisme

a. L'approche de l'État quant aux secteurs industriel et commercial

Il était prévisible que, vers la fin de l'année 1931, le cadre dirigeant a changé son regard et sa perception sur les politiques économiques qui ont suivi. Il s'agissait une orientation vers les politiques économiques étatiques. Quelques mois après le congrès du Parti républicain du peuple, qui prônait un étatisme assez modéré, nous pouvons voir que Recep Peker, Secrétaire général du PRP, parlait plus d'un étatisme interventionniste qu'il n'en avait été question lors du congrès.

En fait, durant ces années, en Turquie, on pensait que le libéralisme s'était effondré dans le monde. Nous pouvons dire que non seulement les effets de la Grande Dépression, l'application en Russie, mais aussi les modèles non capitalistes en Allemagne, en Italie avait profondément affecté les milieux politiques turcs et avait favorisé une situation privilégiant l'étatisme. Néanmoins, durant cette période, la signification pouvant être accordé à l'étatisme engendrait confusion non seulement chez les intellectuels mais aussi chez les politiciens.

Il est possible d'évoquer l'existence de deux tendances répandues sur ce sujet. La première tendance était représentée par les radicaux. Les partisans de cette tendance

¹⁵⁷ Ayşe TRAK, « 1930'ların Devletçilik-Liberalizm Tartışmaları », dans *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1982, p. 1085

¹⁵⁸ TRAK, *1930'ların...*, p. 1048.

soutenaient la participation active de l'État dans certains domaines (en particulier dans les domaines ayant une importance stratégique), sans prendre en considération l'enthousiasme et la suffisance du secteur privé dans le domaine en question. Les partisans de cette tendance défendaient également l'élargissement du domaine d'activité de l'État sur le plan économique en vue de réaliser les objectifs nationaux. Parmi ces partisans figuraient des noms tels qu' İsmet İnönü, Recep Peker et les éditeurs de la revue Kadro.

D'après Recep Peker, l'étatisme n'empêcherait pas le fonctionnement du capital privé. Les politiques du parti soutenaient la libéralisation du commerce et les détenteurs du capital. Cependant, ils étaient contre un secteur privé à l'affût de profits spéculatifs, profiteurs et travaillant au noir. Aussi, était-il prévu que l'État jouât un rôle important dans les domaines où il n'était pas souhaitable que le secteur privé opère seul ou encore dans les champs où il était estimé qu'il ne pouvait réussir seul¹⁵⁹. Aussi, nous pouvons dire que la perte de puissance du secteur privé et le manque de confiance envers certains milieux capitalistes ont été considérés comme des facteurs justifiant le nouveau rôle interventionniste de l'État¹⁶⁰. Ainsi la politique économique allait-elle profondément changer.

Durant les discussions qui tournaient autour du budget de l'État en 1932, Recep Peker a employé des termes plus précis pour expliquer l'étatisme :

Pour notre parti, l'étatisme signifie : la concrétisation des actions qu'il ne pas possible de réaliser par le secteur privé ou par une personne physique. Mais pour nous, le rôle de l'État ne se limite pas à cela. L'État peut également entreprendre des actions que le secteur privé ou une personne physique pourrait concrétiser seul, si cela va dans l'intérêt du pays. Selon la nature du travail, l'État peut appliquer des politiques régulatrices voire interventionnistes et peut également le réaliser seul¹⁶¹.

D'après cette citation, nous pouvons dire que le discours du Secrétaire général du PRP dépassait les limites de la définition de l'étatisme et mettait le doigt sur les limites de cette définition. Nous pouvons dire que ces discours étaient proches des idées de

¹⁵⁹ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 168.

¹⁶⁰ Par contre, en dépit de la méfiance que l'État se sentait avec le secteur privé, l'État n'avait pas la véritable base sociale sur laquelle il s'élevait à cette époque-là. Il nous faut donc que l'État revienne de trouver un accord avec le secteur privé. Cela a été réalisé après l'arrivée de Celal Bayar au Ministère d'économie. Pourtant, à partir de l'année 1932, la période de détente commencerait entre l'État et le secteur privé ; voir TİMUR, p. 141.

¹⁶¹ KURUÇ, *Atatürk...*, p. 18.

Mustafa Şeref Özkan et par conséquent ont été mal accueillis par le secteur privé¹⁶². Nous pouvons dire que les remarques et les commentaires de Peker au sujet de l'étatisme étaient toujours radicaux. Et de l'autre, Peker était contre les courants gauchistes et les radicaux qui étaient hors du parti ainsi que contre le libéralisme.

Nous pouvons dire qu'après 1932, l'étatisme tel qu'il est, dépasse le cadre de l'économie et acquiert un rôle plus large de contrôle social. C'est pourquoi, Peker, allait déclarer en 1936, dans une revue allemande :

*Il y a une liaison étroite entre la conception de l'étatisme dans l'économie du P.R.P. et de l'étatisme dans les droits de liberté...*¹⁶³.

La deuxième tendance, quant à elle, prévoyait l'intervention de l'État dans les domaines où le secteur privé n'avait de succès. Cette tendance apportait une vision plus flexible à l'interventionnisme. Par exemple Celal Bayar était parmi les partisans de ce point de vue.

Peu de temps après son arrivée au ministère, dans son courrier à ses collègues, le 12 septembre 1932, Celal Bayar s'adresse, en fait, au milieu capitaliste et a pour objectif de le rassurer quant à son inquiétude apparue quelques mois auparavant :

*Nous interdisions toute politique empêchant le capital de travailler librement et sommes contre un étatisme qui ne prendrait pas en compte toutes les activités économiques... Sur le plan économique, les personnes physiques et morales ... peuvent réaliser, avec l'État, bon nombre de choses....Il est nécessaire d'instaurer une cohésion entre ces forces nationales...*¹⁶⁴.

Même si ces discours avaient rassurés le secteur privé, lorsque nous analysons les politiques économiques appliquées par Celal Bayar, nous constatons qu'elles étaient, en fait, des politiques économiques étatistes¹⁶⁵.

Il faut préciser que Celal Bayar était la personne ayant eu le plus d'influence sur les politiques économiques entre 1932 et 1939. Après avoir entretenu de bonnes relations avec le secteur privé durant les années 1920, Celal Bayar a été le fondateur des politiques étatiques dans les années 1930. Nous pouvons dire que son rôle principal allait être d'empêcher que les politiques étatiques se concrétisent radicalement et de manière incontrôlée¹⁶⁶.

¹⁶² Pour les débats sur le sujet à l'Assemblée Nationale voir ; BORATAV, *Türkiye'de...*, pp. 170-171.

¹⁶³ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 190.

¹⁶⁴ *Celal Bayar'ın Söylev ve Demeçleri 1921-1938*, Ekonomik Konulara Dair, p. 58, cité par BORATAV, *Türkiye'de...*, pp. 174-175.

¹⁶⁵ BUĞRA, p. 152.

¹⁶⁶ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 156.

Il est possible d'évaluer ces deux différentes perceptions de l'étatisme d'une manière pragmatique. Toutes les deux mentionnent le fait que l'étatisme turc était loin d'être une doctrine et qu'il n'avait pas ressemblance avec le bolchevisme. Même si ces propos rassuraient le secteur privé, ils montraient également l'incertitude du niveau de l'intervention de l'État au secteur privé. Dans ce contexte l'État pouvait augmenter son pouvoir sur le domaine économique dans toutes circonstances. Et c'était l'État lui-même qui avait le pouvoir de décider si cette intervention pouvait être approuvée ou non.

Pour mieux comprendre les relations entre l'État et le secteur privé dans les années 30, il faut analyser les politiques économiques qui se sont suivies par le Ministre d'économie, Celal Bayar. Après sa nomination en tant que Ministre de l'économie, Celal Bayar, à l'instar du modèle préconisé par Özkan, a réuni le Bureau de l'industrie étatique et la Banque de développement industriel sous le même toit que Etibank. Ainsi, ce fut, d'une certaine manière, un retour au modèle de la Banque d'industrie et minière¹⁶⁷. Cependant, le principal développement dans le secteur public était apparu durant le mandat de Celal Bayar. Avec l'aide de spécialistes soviets, de nombreuses entreprises étatiques ont vu le jour dans le cadre du premier plan quinquennal.

En réalité, sous certains aspects, cette nouvelle stratégie portait plus de particularités étatiques que celles planifiées par ancien Ministre de l'économie, Mustafa Şeref Özkan. Alors que ce dernier prévoyait la création d'usines qui permettraient la production d'input à prix bas (essentiellement dans le but d'encourager le secteur textile), il s'avère que les politiques économiques de Celal Bayar visaient le développement du secteur public avec la création d'usines qui étaient peu liées au besoin du secteur privé. Durant la période de Bayar, faibles étaient les politiques de soutien aux petites industries. Afin d'empêcher la surproduction, une réglementation à ce sujet a été mise en application en 1933. Selon İlkin et Tekeli, cette initiative avait été soutenue par l'Association des industriels¹⁶⁸. Nous pouvons même dire que le secteur industriel avait pris position aux côtés des politiques étatiques en proposant même à l'État de prendre des mesures pour favoriser et imposer la consommation de produits nationaux par les fonctionnaires et ainsi combattre la réduction de la demande domestique¹⁶⁹.

¹⁶⁷ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 175.

¹⁶⁸ İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, *Uygulamaya Geçerken Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1982, p. 219.

¹⁶⁹ BUĞRA, p. 153.

D'un autre côté, malgré que les industriels aient réussi à faire entendre leur voix, ils étaient peu nombreux et leur influence dans l'économie restait faible par rapport à la classe commerçante. Si nous prenons en considération les relations de la classe commerçante avec l'État, après les années 1930, et surtout après 1932, nous voyons que le commerce extérieur était entièrement réalisé sous le contrôle de l'État. Les pressions bureaucratiques dans l'application du régime du commerce ainsi que les limites fixées à l'importation étaient fortement critiquées¹⁷⁰. Car, les partisans de l'étatisme avaient tendance à considérer les entrepreneurs comme des fraudeurs ou des hors la loi. C'est pourquoi ils croyaient à l'existence potentielle d'exploitations dans les activités commerciales. Cette croyance se répercutait surtout sur les politiques de commerce extérieur de l'époque.

Par ailleurs, l'État avait mis en place certaines mesures concernant les taxes pour favoriser les exportations. L'État qui prévoyait de suivre une politique favorisant l'équilibre budgétaire concevait les taxes et impôts comme des ressources pour le financement public. Aussi, il imposait les mêmes taxes à l'import comme à l'export. Les exportateurs étaient subventionnés uniquement par le biais d'une exemption de taxes sur les inputs importés¹⁷¹.

De l'autre côté, les avantages fiscaux prévus par la loi avaient été amenés à disparaître en raison de certaines nouvelles mesures mises en application. Seules les taxes appliquées aux travailleurs et fonctionnaires, en raison des effets restreints sur la demande intérieure, avait gêné le secteur privé. Dans les années 1930, les taxes étaient le point le moins incertain en raison des politiques économiques suivies. Mais la véritable incertitude résidait dans la définition des champs légaux des activités du secteur privé. Le monde des affaires n'était pas rassuré quant aux limites de l'interventionnisme de l'État sa place dans la société¹⁷².

Il existait bon nombre de démarches bureaucratiques pour empêcher la commercialisation de ces inputs dans le marché domestique. Le régime de commerce contenant des démarches bureaucratiques imprécis a joué un rôle important dans la

¹⁷⁰ BUĞRA, p. 154.

¹⁷¹ Bayar avait réinstauré les exemptions de droits de douane à l'importation de machines et matières premières destinées pour l'utilisation même de l'importateur qui avaient été supprimées par Mustafa Şeref Özkan ; voir TEZEL, p. 252.

¹⁷² Concernant les situations complexes dues à différentes définitions de l'étatisme. TEKELİ & İLKİN, *Uygulamaya...*, pp. 219-221.

formation des attitudes de la classe privé durant les années 30. Ce régime a fournis au monde du travail une flexibilité lui permettant d'ajuster ces activités à un milieu pouvant se modifier sans cesse. De plus, comme nous l'avons déjà évoqué, durant ces années les importateurs se sont soit disant dirigés vers des investissements industriels afin d'effectuer leurs activités d'importation de manière plus commode¹⁷³. Dans une telle conjoncture la quête de rente fut l'activité commerciale la plus prodigieuse.

Ici, nous pouvons parler d'une interaction réciproque. Nous pouvons dire que durant toutes les années 1920, la position dérogatoire du secteur privé a alimenté l'hostilité des partisans radicaux de l'étatisme vis-à-vis du secteur privé. Face à cette hostilité le secteur privé a continué de manifester des attitudes dérogatoires. Car, il n'avait pas de visibilité et de certitude sur les pratiques bureaucratiques que l'État lui avait appliqué. Et compte tenu de ce fait, l'hostilité s'est accrue. Nous pouvons dire que même Celal Bayar qui est plus modéré, participait en partie à la pensée des radicaux sur ce sujet¹⁷⁴. Les problèmes économiques que subissait le pays, à la suite du comportement malhonnête de certains commerçants surtout dans les activités commerciales externes, faisaient réfléchir Celal Bayar. Ainsi, il soutenait l'élaboration d'exécutions contre les commerçants ayant tels comportements¹⁷⁵. Néanmoins Celal Bayar a souvent eut des attitudes visant à équilibrer le sentiment de méfiance existant entre les politiciens et le secteur privé.

En dernier lieu, nous pouvons dire que les éléments qui définissaient le mieux l'attitude et le regard du secteur privé face à l'étatisme ne résidaient pas dans le degré de l'interventionnisme et du protectionnisme mais dans l'incertitude quant aux droits et privilèges accordés à certains secteurs. Par contre pour l'État, les entrepreneurs ont une mission de réaliser « l'œuvre de redressement économique » de la nation, et reçoivent, en contrepartie, des privilèges et une protection. Néanmoins, cette bourgeoisie doit être en cohérence avec les intérêts propres de l'État, et enfin appliquer une morale dont les valeurs doivent se rapprocher de celles de l'État¹⁷⁶. Les tensions entre l'État et ces couches d'entrepreneurs apparaissent quand ces derniers ne respectent pas ce contrat

¹⁷³ TEKELİ & İLKİN, *Uygulamaya...*, pp. 233-234.

¹⁷⁴ KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 123.

¹⁷⁵ KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, pp. 205-206.

¹⁷⁶ İNSEL, p. 104.

tacite. Dans ce cas, l'État manifeste sa volonté d'entreprendre lui-même et d'accroître le degré de son contrôle sur les activités économiques.

Nous pouvons considérer la perception de l'État vers le secteur privé à partir de la Code du travail de 1936 ;

Nous pouvons dire que même si les politiques économiques étatiques ont commencé à être suivies à partir de l'année 1932, les réglementations concernant le monde du travail n'ont pu être instaurées qu'en 1936. La raison de ce retard pourrait résider dans le fait qu'au début des années 1930, la relation de l'État et du secteur privé ne s'était pas encore concrétisée¹⁷⁷. Les dirigeants voulaient avec persévérance définir la place de la main-d'œuvre dans l'ordre économique existant. Il est possible de dire que derrière cette volonté résident deux buts. Le premier serait la demande de fournir une assurance aux droits du travail et de les institutionnaliser. La Code du travail de 1936 sécurise le droit de vie de l'ouvrier et accepte d'institutionnaliser les droits de travail et les profits des ouvriers. En contrepartie l'ouvrier abandonne sa volonté de droit de grève et laisse son droit d'avoir un contrat au pouvoir central¹⁷⁸. Ceci serait la deuxième raison pour laquelle l'État nécessite d'une Code du travail. Même si nous ne pouvons pas parler d'une grande masse d'ouvriers à l'époque, selon les dirigeants, les ouvriers ne devraient pas avoir la conscience de classe¹⁷⁹. Ainsi l'objectif résidant dans la formation d'un ordre de travail serait l'arrêt de ce profit de conscience. Il est possible de voir ainsi pourquoi le droit de grève n'a pas été accordé aux ouvriers. Lorsque Recep Peker dit ; « *la nouvelle loi de travail supprimera les chemins erronés qui ont fait naître et développer la conscience de classe* », il évoque cette crainte existante¹⁸⁰.

Quant au secteur privé, celui-ci maintient un regard douteux sur ce code. Le secteur privé affirmait que le temps d'accorder ces droits de travail n'est pas encore venu. Il n'existe pas encore une industrie et les ouvriers appartenant à celle-ci. Ainsi les

¹⁷⁷ En 1932, le projet de la loi du travail a commencé à discuter au parlement. Nous pouvons dire que c'était un second choc pour le secteur privé basculé jadis par la hantise des politiques étatiques mises en application.

¹⁷⁸ KURUÇ, *Mustafa Kemal.*, p. 82. La première Code du travail no 3008 définit clairement ce qu'est l'employé, l'employeur et le lieu de travail. De plus elle fixe l'heure de travail de 8 heures par jours et évoque également le droit d'indemnité des ouvriers. Une autre particularité de cette loi est qu'elle ne reconnaît pas le droit de grève et de licenciement des ouvriers.

¹⁷⁹ En 1935, les travailleurs dans l'industrie qui compte 656.000, représentent 8,3 % de la population active; voir İNSEL, p. 150.

¹⁸⁰ Kurthan FİŞEK, *Devlete Karşı Grevlerin Kritik Tahlili*, Ankara, TODAİ Yayınları, 1969, cité par İNSEL, p. 147.

droits accordés à ce petit nombre d'ouvriers sont énormes¹⁸¹. Par contre, les dirigeants, eux pensent que le temps est arrivé. Le programme de 1935 du PRP interdit les grèves, et *lokavt* ainsi que la fondation d'association en fonction des classes. De plus la Code du travail de 1936 assure aux dirigeants la possibilité d'instaurer des mécanismes de contrôles dans le domaine politique mais aussi économique. Dans la lignée de ce processus, en 1938 la loi des communautés est mise en place et la formation d'association selon les classes c'est-à-dire la syndicalisation est interdite.

Au complément des suppositions faites ci-dessus sur la Code du travail, il serait important d'observer la conjoncture du déroulement menant à la Seconde Guerre mondiale. Durant les années 1930, la Turquie se détermine à forger des relations plus proches avec les pays de l'Alliance tels que l'Angleterre et la France face au danger italien se faisant ressentir dans la méditerranée. Quand au point de vue des Alliés, le basculement de la Turquie du côté de l'Allemagne et de l'Italie fascistes serait un fait à éviter¹⁸². Ainsi l'aide fournie par l'Angleterre pour la construction de l'usine d'acier de Karabük à travers la remise du crédit nécessaire tout comme le soutien qu'à la France pour la Turquie s'agissant du sujet de Hatay sont fort significatif vue de cet aspect. Tout en défendant l'idée que la Code du travail avait l'article considéré libéral offrant au travailleur la journée des 8 heures, nous ne pouvons estimer le degré d'attachement accordé à celle-ci. Néanmoins dans une période où l'Angleterre et la France manifestent des intérêts stratégiques en vers la Turquie, le fait que la La Code du travail comprend un nombre d'articles appliqués dans aucuns pays excepté la France peut être conçu comme un signe transmis par le pays au monde occidentale.

b. Les politiques économiques suivies par le CHP durant la Seconde Guerre mondiale

i. Les effets de l'économie de guerre sur les milieux des affaires

La Turquie n'est pas officiellement entrée dans la Seconde Guerre mondiale mais le pays a vécu, entre 1940 et 1945, les conditions économiques de la guerre. La raison de ce fait est évidente. Avec le début de la guerre, la Turquie est entrée dans un

¹⁸¹ KURUÇ, *Mustafa Kemal...*, p. 82

¹⁸² De plus il ne faut pas oublier qu'à la suite de la seconde moitié des années 1930, le partenaire commerciale le plus important de la Turquie est l'Allemagne. La Turquie réalise en effet durant cette période 47% de sa part de commerce internationale avec l'Allemagne.

climat de mobilisation et a militarisé une part importante de la population appartenant aux segments d'âges les plus dynamiques. Le pays n'a également pas tardé à placer de grosses sommes dans les frais liés à la défense du pays. A ces faits, s'est ajoutée une grande réduction de la part des importations. En effet, la somme des importations étant de 120 millions de dollars en 1938, a diminué jusqu'à 50-55 millions de dollars en 1940-1941. Ainsi ces tensions ont eu des répercussions inévitables telles que l'apparition de réductions de volumes sur les biens d'investissement et de consommation, des effets néfastes sur la production interne et des baisses d'impôts effectuées sur les importations ; impôts ayant une part importante dans le revenu public¹⁸³. De plus, l'assurance des demandes de la population urbaine et de l'armée apparaissait comme étant un grand problème. Apparaissait également un autre danger : le blocage des mécanismes économiques assurant l'orientation des produits agricoles vers les centres de consommation. Les revenus d'impôts en régression rendaient difficile le financement des dépenses publiques.

Dans un tel tableau économique, un climat d'inflation était inévitable. Cette évolution inflationniste allait bien évidemment être rudement prise en main dans ce contexte de guerres. Les contrôles économiques ayant la forme de mesures policières ont entraîné cette fois-ci l'apparition du marché noir, des profits illicites et des spéculations. A coté des pressions financières, des lois de financements extraordinaires provoquant des profits illégaux, n'ont pas été appliquées de façon équitable entre toutes les fractions des classes souveraines, ceci avec la contribution des hauts dirigeants et bureaucrates et ont ainsi entraîné de grands transferts de fortune auxquels participaient les cadres dirigeants¹⁸⁴.

Ce milieu confus et sombre a donné lieu à l'éclosion de principes portant leurs fruits après l'année 1947 et ayant une part stratégique importante dans l'évolution de la Turquie vers le capitalisme¹⁸⁵. Il est également possible de mentionner le fait que les applications économiques étatiques se soient adoucies dès 1937. Dès lors, nous attirons l'attention sur le fait que cet adoucissement avait eu lieu dans un contexte où la Turquie,

¹⁸³ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 287.

¹⁸⁴ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 288.

¹⁸⁵ Au cours de la Seconde Guerre mondiale, on commence à travailler les plans économiques qui seront appliqués après la guerre. En 1944, Saracoğlu, le Premier Ministre, décide de faire préparer un plan ; voir İlhan TEKELİ & Selim İLKİN, *Savaş Sonrası Ortamında 1947 Türkiye İktisadi Kalkınma Planı*, Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1974, pp. 1-2.

montrant une attitude impartiale, avait petit à petit basculé vers une alliance avec l'occident¹⁸⁶.

Durant la guerre, de nombreuses alternatives de politiques économiques ont été suivies. Cependant toutes ont à peu près eu le même résultat. En effet, toutes ont donné naissance à une situation où le poids des contraintes économiques causées par la guerre était subi par le peuple, où un groupe de commerçants et de grands agriculteurs obtenaient de grands revenus grâce au climat donnant naissance aux profits illicites et où les hauts dirigeants et bureaucrates s'alliaient à ces derniers.

Selon les discours de Şevket Süreyya Aydemir, deux alternatives de politique pouvant être suivies par le gouvernement dans les conditions de guerres ont été proposées durant les premiers jours de la Guerre¹⁸⁷. Le premier qui parlait de l'objectif visant à satisfaire les besoins vitaux de l'armée et de la population urbaine avec les moyens existants suggérait de placer l'activité commerciale sous le contrôle de l'État et d'adopter une exécution limitant strictement les prix sous contrôle policier. La deuxième alternative, qui parlait cette fois-ci du but de bénéficier de l'effet initiateur que peut avoir l'augmentation de demandes internes et externes due à la pénurie causée par la guerre sur les agriculteurs et les industriels, proposait d'éviter tout contrôle ancré sur les prix et sur les conditions du marché et de tolérer l'évolution inflationniste pouvant encourager la production.

Nous pouvons dire que le gouvernement de Refik Saydam a adopté la première politique. Et dès 1942, le gouvernement de Saraçoğlu a préféré suivre, malgré certaines hésitations, la seconde politique. Depuis le début de l'année 1940, le gouvernement de Refik Saydam s'est emparé du pouvoir judiciaire et de l'organisation administrative afin d'appliquer de grandes mesures de contrôle. En janvier 1940, La loi de protection nationale a été acceptée¹⁸⁸. La Loi autorisait le gouvernement à réaliser directement les importations et de se substituer aux commerçants dans certains cas, notamment pour prévenir la spéculation. Un mois plus tard, L'Office de commerce, visant une participation active de l'État dans le commerce intérieur et extérieur, a été fondé. De plus, les individus exerçant une activité commerciale ont été encouragé à s'organiser dans le cadre de leurs unités d'importations et d'exportations. Le Sous- secrétariat de

¹⁸⁶ AVCIOĞLU, p. 464.

¹⁸⁷ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 289.

¹⁸⁸ AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 213.

l'État à l'Alimentation lié au Ministère de commerce envisageait la mise en place d'un strict contrôle de l'État et le Sous secrétariat adjoint fut nommé, malgré les contestations de politiciens étant des propriétaires terriens comme Emin Sazak, l'ancien cadre Şevket Süreyya¹⁸⁹.

Le gouvernement de Saydam suivait une politique permettant à l'État d'acheter des produits agricoles à des prix très bas, comparé aux prix du marché. Les prix de ventes sous le contrôle de l'État subissaient des réglementations différant en fonction des produits. Le blé et le charbon, considérés comme étant des besoins vitaux de la population urbaine, étaient distribués sous des carnets à des prix bas, le tissu de coton, mis à part la distribution au carnet qui était limitée, était vendu à un prix identique à celui du marché libre. Les mesures prises en raison des prix d'achat peu élevés du coton accordaient à l'État une grande source de revenu. Cependant, comme les usines de l'État, les grands entrepreneurs de tissages ont également bénéficié de ces profits. De plus, l'État obtenait également de grands profits du sucre¹⁹⁰.

Saydam, connu pour avoir la confiance de İnönü, comptait éliminer les claudications avec l'élaboration de contrôles plus stricts et avec un changement « allant de A à Z » comme il le disait lui-même¹⁹¹. Un rapport préparé par une commission réunissant plusieurs ministères a également influencé cette attitude¹⁹². Saydam est cependant mort en juillet 1942, ne pouvant même pas effectuer le « A » de ses projets.

Allant à l'encontre du gouvernement de Saydam, le gouvernement de Saraçoğlu a choisi d'adoucir les contrôles et les transcriptions afin de parvenir à une baisse des pressions existant sur l'inflation et ceci afin d'aboutir à une élimination des profits illicites provenant du marché noir et à une initiation de la production. Cependant, ceci n'a eu pour seuls effets que de permettre aux spéculateurs ayant appris ou présupposé le changement de l'attitude politique, d'obtenir de grands profits, de rendre légitime les profits illégaux, de différencier ouvertement les classes jusqu' à les importuner et de mettre en danger les biens de consommations nécessaires y compris ceux vendus sous carnets¹⁹³. La loi connue sous le nom du Code %25 était définie comme étant une loi

¹⁸⁹ AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 202.

¹⁹⁰ AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 218.

¹⁹¹ AYDEMİR, *İkinci Adam*, pp. 224-225.

¹⁹² Aydemir a participé à cette commission comme étant le conseiller du sous-secrétaire de l'alimentation et a préparé le croquis du rapport accepté. AYDEMİR, *İkinci Adam*, pp. 221-222.

¹⁹³ BORATAV, *Türkiye'de...*, pp. 289-290.

assurant à l'État un rendement sur la production de céréales en fonction du volume de production, permettant à celui-ci de s'accaparer le volume de céréales nécessaire à l'armée et de mettre le reste sur le marché. Ce code a permis aux agriculteurs et aux commerçants d'augmenter leurs profits. Ce code s'est également répercuté sur le consommateur sous l'aspect d'une hausse des prix et a mis en danger l'assurance des besoins nutritifs des grandes villes¹⁹⁴.

En raison de l'inexistence d'un système financier fiscalisant les revenus élevés obtenus dans ces conditions, un impôt extraordinaire visant tous les profits de guerre et étant nommé l'impôt sur la Fortune a été mis en place. Cependant, la totalité de cet impôt a été payée par les couches sociales les plus riches et dans le climat d'agitation causé par celui-ci, les couches ayant une bonne relation avec le pouvoir politique se sont attiré l'antipathie d'autres couches, à savoir les non musulmans. De plus, ces couches ont pu obtenir une grande fortune partagée avec certains hauts cadres bureaucratiques. Cette observation est surtout valable pour l'impôt sur les produits agricoles.

Ainsi nous pouvons dire que toutes les politiques économiques ont abouti au même résultat: l'oppression des couches populaires et l'apparition d'une fortune instable. Malgré ceci, un groupe de personnes appartenant au cadre politique et à la bureaucratie, groupe étant fort encouragé par İnönü, tente désespérément mais avec ambition de lutter contre l'apparition de profits illicites et selon les propos du président contre « les chefs de terres ne payant pas leurs dettes, les commerçants avides et certains hommes politiques utilisant ces conditions en leur faveur »¹⁹⁵.

À l'époque du parti unique, la base de la population au pouvoir était composée de la couche intellectuelle, de la bureaucratie, des militaires civils et des couches économiquement supérieures. Dans ces conditions, nous pouvons dire que le pouvoir s'appuyait sur une coalition. La Seconde Guerre mondiale ainsi que la politique économique adoptée par la Turquie au lendemain de cette guerre ont été les principales causes de l'ébranlement de la coalition. Durant cette époque, alors que d'un côté une politique inflationniste suivait son cours, de l'autre côté, (les effets naturels de cette politique étant l'augmentation des prix) on a essayé de stopper ces effets par des moyens

¹⁹⁴ AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 314.

¹⁹⁵ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 290.

oppressifs. Alors que cette situation écrase les couches paysannes¹⁹⁶ et urbaines salariées, elle favorisait les profits spéculatifs grâce au marché noir et elle créa une nouvelle couche sociale de “ riches de la guerre ”¹⁹⁷. La classe dirigeante se plaignant de ce groupe de profiteurs a essayé de punir les groupes qui s'étaient enrichis de manière injustifiée en imposant des impôts comme l'impôt sur la fortune ou l'impôt des produits agricoles mais ils n'arrivèrent pas à leur but. Le gouvernement, incapable de satisfaire même ses propres fonctionnaires, fut à l'origine de l'éclatement de ce consensus qui tenait le système debout avec ses politiques¹⁹⁸.

ii. La relation entre le cadre dirigeant et les classes riches locales durant la guerre : la séparation du consensus de la société

Le cabinet de Refik Saydam constitué en avril 1939 après la démission de Bayar incorporait un Ministère du Commerce dont la fonction était d'empêcher la progression des profits illégaux augmentant constamment au fil du temps¹⁹⁹. La constitution d'un tel ministère a un poids central dans le début des hostilités et des désaccords entre l'État et le secteur privé, ceux-ci s'intensifiant de plus en plus lors des années 1940. De plus, les mécanismes de contrôles bureaucratiques ainsi que le climat d'incertitude régnant au sein du régime ont déjà eu une répercussion négative sur l'attitude et la position du secteur privé dès les années 1930. Quant au vécu des années 1940, il ne peut être défini que comme destructeur, s'agissant de l'éthique du travail.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les années 1940 débutent avec un souci d'élaborer une Loi d'auto protection nationale accordant au gouvernement une grande part d'intervention dans l'économie, afin de résoudre les problèmes naissant de la Seconde Guerre mondiale . Cette atmosphère donne naissance à de nombreux débats concernant surtout la nationalisation des importations et exportations²⁰⁰. Cependant il est possible de constater de nombreux indices montrant que la nationalisation s'étendra à un

¹⁹⁶ La situation du paysans s'est aggravée pendant la Guerre comparée a la période précédente. Le rétrécissement du volume de pain du au recrutement de celui-ci pour les militaires, l'acquisition par l'état des animaux et des biens produits a des prix très faibles ainsi que l'obligation de payer l'impôt sont les causes de la mauvaise situation du paysans. BORATAV, *Türkiye'de...*, pp. 304-306.

¹⁹⁷ Taner TİMUR, *Türkiye'de Çok Partili Hayata Geçiş*, İstanbul, 1994, pp. 19-20 et BORATAV, *Türkiye'de...*, pp. 305-306.

¹⁹⁸ TİMUR, *Türkiye'de...*, p. 20.

¹⁹⁹ KURUÇ, *Mustafa Kemal ...*, p. 206.

²⁰⁰ AVCIOĞLU, *Türkiye'nin...*, pp. 465-466.

domaine beaucoup plus vaste. Le ministre du commerce de l'époque tient ces propos dans un de ses discours:

*Nous pensons que le commerçant a une fonction dans la société et dans la vie économique. Comme nous ne pouvons prévoir l'aspect économique provenant de la fin de la guerre, il est impossible d'évaluer cette classe comme étant inutile.*²⁰¹

L'utilisation, comme celui-ci, de propos imprécis concernant le secteur privé a été suivi par des menaces plus directes formulées par les hauts représentants du gouvernement aux hommes d'affaires effectuant une activité commerciale nuisible pour la société. Ces menaces avaient toute fois pour objectif de viser tout le monde du travail. En 1940, le Premier ministre Refik Saydam disait ainsi :

*Nous considérons le commerçant comme étant un homme nécessaire à la vie sociale. Si cette personne assure lui même son existence, il bénéficiera de l'aide du gouvernement et de l'État... Cependant si le commerçant ne conçoit pas ceci de cette manière nous aurons la conviction d'agir comme s'il était un homme qu'il faut exclure de la société*²⁰².

Ainsi, Saydam tente de menacer le secteur privé tout en précisant que l'évolution de ce secteur réalisant une activité commerciale dépend de l'attitude des commerçants.

Finalement les activités de commerce extérieur n'ont pas été nationalisées. Cependant, elles aussi, comme tout autre domaine de la vie économique, ont été fort contrôlées, réorganisées et limitées par le gouvernement. Il est également possible de constater que ces contrôles n'ont pas réussi à éviter la baisse de la production et à assurer une hausse de l'exportation. Dès lors, est apparu un déficit dans l'assurance des besoins de base et le gouvernement a ainsi été contraint à des pressions inflationnistes²⁰³. Le gouvernement a tenté de résoudre ces problèmes à travers des contrôles de prix. La majorité de ces problèmes, rencontrés également par d'autres pays, étaient liés à la fin de la guerre. Néanmoins, nous pouvons constater que dans les années où naît la jeune classe entrepreneuriale turque, ces problèmes ayant un effet sur les relations entre l'État et le secteur privé, ont eu une ampleur dans la formation et les attitudes du secteur privé.

Nous pouvons constater que l'hostilité du gouvernement envers le secteur privé s'est accrue lorsque celui-ci a été incapable de contrôler l'économie. Les profits illicites apparaissant en temps de guerre ont été présentés comme une preuve indiquant qu'il est

²⁰¹ Bilsay KURUÇ, İktisat Politikasının Resmi Belgeleri: *Söylev, Demeç ve Yazılar*, Ankara, Siyasal Bilgiler Fakültesi Maliye Enstitüsü Yayınları, 1964, p. 65, cité par BUĞRA, *Türkiye'de...*, p. 164.

²⁰² BUĞRA, p. 165.

²⁰³ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 288.

impossible de faire confiance au secteur privé. La méfiance existant déjà entre le secteur privé et l'aile étatique radicale du PRP, a ainsi augmenté lorsque cette aile a accédé au pouvoir²⁰⁴. Les fonctionnaires travaillant pour l'État et ayant quitté leur poste afin de se lancer dans le monde du travail ont été parmi les premiers à être accusés; les individus accusés pour exercer leur poste de fonctionnaire de manière corrompue avec le but d'obtenir des profits individuels étaient également nombreux. Lorsque le budget de 1945 était discuté dans le parlement, certains ont demandé la constitution de tribunaux extraordinaires, comme ceux fondés dans les années 1920 à la suite d'un attentat non réussi contre Atatürk, afin d'enquêter sur les relations secrètes entre certains hommes politiques, fonctionnaires, parlementaires et les hommes d'affaires²⁰⁵.

Durant la période traitée il est vrai que le nombre de fonctionnaires se lançant dans le monde du travail ne peut être négligé²⁰⁶. C'est pourquoi nous ne pouvons pas dire que ces accusations sont sans fondement. Néanmoins, le point qui reste étrange est le fait, qu'au lieu d'infliger aux accusés des pénalités dans le cadre des lois existantes, le gouvernement a préféré matérialiser son mécontentement par l'utilisation de préventions très strictes affectant tout le monde du travail. L'autorité politique ne présentait aucune efficacité lorsqu'il s'agissait d'éviter les profits illicites augmentant dans ces conditions de guerre²⁰⁷. Il est également possible de constater un déséquilibre économique lié à la multitude d'interventions ainsi qu'à une augmentation des activités rentières. D'autre part, nous pouvons remarquer l'apparition de grandes pressions s'agissant du budget de l'État; dans une atmosphère où la majorité du peuple vit dans une grande pauvreté, l'impossibilité de contrôler et de fiscaliser les activités d'une classe devenant de plus en plus riche, serait pour les membres du gouvernement, un fait très ennuyeux.

Les impôts inhabituels mis au point durant cette période évoquent non seulement les difficultés économiques mais aussi l'échec du gouvernement concernant la taxation et en relation avec ceci, l'hostilité apparaissant envers le secteur privé. L'exemple le plus frappant parmi les impôts évoqués est l'impôt sur la fortune. Mis au point en 1942, cet impôt peut être défini comme un miroir reflétant les relations entre l'État et les hommes d'affaires. En théorie, nous pouvons dire que l'impôt sur la fortune possède trois buts ;

²⁰⁴ AVCIOĞLU, p. 473.

²⁰⁵ BUĞRA, p. 166.

²⁰⁶ BUĞRA, p. 166.

²⁰⁷ AVCIOĞLU, pp. 472-473.

fiscaliser une part des rentes obtenues à travers les profits illicites liés à la guerre, empêcher la croissance du marché noir en obligeant les spéculateurs à mettre sur le marché les stocks dont ils disposent et éliminer les pressions ancrées sur le budget du gouvernement. En pratique, cet impôt a eu un impact négatif sur la situation économique de toutes les minorités, allant des grands entrepreneurs aux petites industries jusqu'à l'artisanat et a également entraîné l'apparition de discriminations à grande échelle. Néanmoins, les dommages causés au respect du système judiciaire, au fonctionnement bureaucratique et à l'éthique du travail restent bien plus importants²⁰⁸.

Lorsque l'impôt sur la fortune est évalué d'un point de vue juridique, il apparaît comme un phénomène inconcevable. Avant tout, la loi réorganise les prestations de l'impôt de manière arbitraire et inégale et s'appuie sur des points juridiques empêchant aux contribuables d'entamer un procès. La loi énumère trois groupes de contribuables dont chacun possède une part d'impôts à payer : les musulmans, les non musulmans et les convertis (*Dönme*). Au sein de ces groupes de contribuables formés en fonction des croyances religieuses, les musulmans payent le moins d'impôts, les convertis payent un pourcentage plus élevé et enfin les non musulmans payent le plus d'impôts. Cependant, des réductions de prix sont effectuées en particulier pour les impôts payés par les non musulmans²⁰⁹.

Dès lors, il est important de souligner le fait que l'impôt sur la fortune n'est pas juste une pratique renforçant les inégalités entre les turcs et les minorités. En effet, il est également possible d'observer des inégalités entre les bourgeois et les agriculteurs ainsi qu'entre les commerçants de l'Anatolie et les commerçants d'Istanbul ; ces inégalités étant en faveur des premiers et au détriment des seconds²¹⁰.

Du point de vue du fonctionnement bureaucratique, dans un contexte où les données nécessaires ne sont point identifiables, la loi demandait la formation des dossiers de milliers de contribuables et entraînait la naissance de nombreuses corruptions liées à son pouvoir de donner aux applicateurs un grand soutien²¹¹. Quant aux effets de la loi sur l'éthique du travail, il est possible de voir la formation d'un contexte dégradant. Les hommes d'affaires musulmans avaient la capacité de transformer les contraintes que

²⁰⁸ Faik ÖKTE, *Vartık Vergisi Trajedisi*, İstanbul, Nebioğlu Yayınevi, 1950, cité par BUĞRA, p. 167.

²⁰⁹ AYDEMİR, *İkinci Adam*, pp. 233-234.

²¹⁰ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 344.

²¹¹ ÖKTE, pp. 96-98, 130,134, 175-176, cité par BORATAV, *Türkiye'de...*, pp. 305-309.

rencontraient les non musulmans en leur faveur. De plus, les hommes d'affaires musulmans allaient jusqu'à dénoncer secrètement la richesse de leurs adversaires au gouvernement afin d'éliminer les rivalités existant entre eux²¹².

Même si l'adoption de l'impôt sur la fortune donnait aux hommes d'affaires musulmans la possibilité d'obtenir des profits financiers, cet impôt n'était également pas apprécié par cette classe. En d'autres termes, du point de vue de l'éthique du travail, l'application de cet impôt n'est pas seulement un fait dévastateur mais il est aussi un fait traumatisant. Tout d'abord nous pouvons constater que les entrepreneurs musulmans étant associés à des minorités ont été confrontés à de grands problèmes. En second lieu, la stagnation du marché causée par l'application de cet impôt a eu des répercussions négatives sur tous les hommes d'affaires. Et en dernier, le point le plus important reste le fait qu'un certain nombre d'hommes d'affaires, n'entretenant pas de très bonnes relations avec la capitale, ont été forcés à payer plus d'impôts et ont rencontré ainsi de grandes difficultés économiques²¹³. Il serait ainsi difficile de penser que les individus n'ayant pas été affectés de façon directe par l'application de cet impôt n'ont pas été frappés par cette grande intervention de l'État, niant les fondements juridiques de la propriété privée.

L'impôt sur la fortune a été élaboré en 1942 et a été supprimé en 1943. Le gouvernement n'a pu obtenir de cette application l'effet souhaité par l'État²¹⁴. Cependant, nous pouvons dire que l'utilisation de cet impôt a affecté les relations entre le secteur privé et l'État²¹⁵. Nous pouvons dire que l'impôt sur la fortune est la deuxième « nationalisation » des agents économiques qui succède à celle réalisée durant l'instauration de la République par l'extermination d'une partie des minorités religieuses (arméniennes) et l'échange de minorités entre la Grèce et la Turquie.

Quant aux relations entre l'État et les chambres de commerce et d'industrie pendant la Seconde Guerre mondiale, nous pouvons constater la continuité de méfiance de l'État sur le secteur privé. Après 1924, la deuxième loi traçant le cadre des activités

²¹² BUĞRA, p. 168.

²¹³ Ceux qui ne peuvent se libérer de leurs impôts risquent d'être envoyés au travail obligatoire. Dans les faits, le travail obligatoire est appliqué surtout aux minorités qui subissent en moyenne une charge fiscale quatre fois plus élevée que les contribuables musulmans.

²¹⁴ Par exemple alors que les contribuables d'Istanbul devaient payés une somme de 317.275.642 livres seules 221.317.642 livres n'ont pu être assignés. AYDEMİR, *İkinci Adam*, p. 233 et BORATAV, *Türkiye'de ...*, p. 343.

²¹⁵ INSEL, p. 153.

des chambres, s'est arrangée à 1943. Ce changement à la loi, était fait dans un parallélisme avec la loi des associations en 1983. Dans tous les deux arrangements légaux, toutes les démarches indépendantes de l'État étaient accueillies avec une méfiance. D'après les nouvelles régulations de 1943, les chambres de commerce et d'industrie entraient sous le contrôle rigoureux de l'État et les faiblesses morales des hommes d'affaires étaient présentées par l'État comme la raison de ces changements. Pour l'État, cette loi était nécessaire pour adapter l'économie aux conditions de guerre. Ainsi, les activités des chambres, sanctionnées dans ce milieu de piraterie sous les conditions de guerre, pourraient être arrêtées par la Ministère de commerce s'il faudrait²¹⁶.

Nous pouvons dire que cette vague de l'hostilité du gouvernement envers le secteur privé a continué jusqu'au milieu des années 1940 puis a disparu au fur et à mesure. Lors des Congrès des Chambres de Commerces ayant eut lieu à İzmir en 1945, des décisions visant à manifester au gouvernement certaines demandes ont été prises. Parmi celles-ci figurent la liberté du commerce et l'arrêt de la tendance qu'a le gouvernement à contrôler les capitaux à travers des lois. A coté de ces demandes, les représentants des Chambres ont proposé l'élaboration de conseils avec le consentement des délégués du gouvernement et des représentants du secteur privé. Ces conseils, une fois élaborés, auraient le but de déterminer les limites de l'intervention de l'État et du secteur publique. Quant au gouvernement, celui-ci a décidé de prendre ces demandes en considération²¹⁷.

La même année, au mois de décembre, le ministère du commerce a accueilli les représentants des Chambres. Des demandes comme l'autonomie des Chambres, ont été rejetées et aucune solution n'a été mise au point pour les autres demandes, laissant seulement place à des propos soulignant le soutien. Malgré tout ceci, sont apparus dans les journaux des articles présentant les représentants des Chambres comme étant heureux d'avoir été accueillis²¹⁸. Après tant d'années de méfiance, cette rencontre faite avec le ministre du commerce a été vue comme un signe montrant un changement dans les relations entre le secteur privé et l'État.

Le changement de l'attitude gouvernementale est surtout visible dans l'évolution des prises de décision concernant deux domaines : la réforme sur la terrain et la

²¹⁶ ÖNCÜ, p. 1569.

²¹⁷ BUĞRA, pp. 170-171.

²¹⁸ BUĞRA, p. 171.

planification de l'industrie. En 1945, la loi de la Réforme agraire a été élaborée et proposée au parlement. La discussion d'un tel sujet au sein du parlement n'était pas une nouveauté, mais malgré ceci, cette proposition n'a pas tardé à entraîner l'apparition de réactions et de mécontentements²¹⁹. Dans le cadre général des années 1940, il n'est pas étonnant de voir que ce fait a été considéré comme une transgression des droits de la propriété. D'autant plus que les propos de certains délégués du gouvernement présentant l'objectif de cette réforme comme étant la baisse du pouvoir économique et politique des propriétaires de la terre et le renforcement de la part de l'État dans l'économie, ont contribué à donner de l'ampleur à cette interprétation²²⁰.

Les gens étant perturbés par les règlements apportés par cette réforme n'étaient pas seulement les propriétaires de terres. En effet, tous les propriétaires de biens portaient une grande attention aux rumeurs se rapportant à ce sujet. Selon certaines rumeurs, les propriétés allaient être saisies sans dédommagements et ceci n'allait pas juste se limiter aux propriétés agricoles mais allait aussi concerner les propriétés urbaines²²¹. Il ne serait donc pas difficile d'estimer les effets psychologiques de telles rumeurs dans un pays où la spéculation de l'immobilier est un domaine d'investissement important. La loi de la réforme sur la terre a été acceptée par le parlement au mois de juin²²². Cependant, le ministre de l'agriculture, à savoir celui qui met en application la loi, du gouvernement établi un an plus tard était un riche propriétaire de terres. Ainsi, ceci a amené à comparer cette réforme à un enfant mort-né.

Nous pouvons dire que la Seconde Guerre mondiale et les politiques économiques suivies en Turquie durant la guerre ont eut des effets néfastes sur la coalition sur laquelle s'appuyait le gouvernement. Le peuple accusait le gouvernement en tant que responsable de tous les problèmes subis²²³. La loi visant à faire de l'agriculteur un propriétaire de terres a mené cette tension au plus haut degré. Dès lors la rupture fut inévitable. D'un certain point de vue nous pouvons dire que cette rupture a été favorisée par le gouvernement. La dégradation du consensus social due à l'application de mauvaises politiques économiques durant la guerre, le régime autoritaire

²¹⁹ BORATAV, *Türkiye'de ...*, p. 346.

²²⁰ KURUÇ, *İktisat Politikasının...*, pp. 86-94, cité par BUĞRA, pp. 171-172.

²²¹ BUĞRA, p. 172.

²²² Elle a été acceptée le 11 juin 1945 et cette date a été nommée "la Fête de la Terre"

²²³ Haldun DERİN, *Çankaya Özel Kalemimi Anımsarken (1933-1951)*, İstanbul, Tarih Vakfı Yayınları, 1995, p. 173.

mené depuis 27 ans et l'impact des influences externes ont mené la Turquie à se réorienter vers une période de partis multiples²²⁴. La loi, visant à faire de l'agriculteur un propriétaire de terres, a été acceptée en 1945. Cette loi n'a pas vraiment été appliquée et les aspects qui font d'elle une réforme sur la terre ont été supprimés ; cependant elle a été conçue malgré tout comme un acte réformiste visant à provoquer le morcellement du CHP²²⁵.

²²⁴ Il est important ici de préciser deux points : premièrement le fait que la guerre se soit entamé par la victoire des régimes démocratiques a permis a ces régimes d'obtenir un prestige internationale. Des lors la démocratie avait la force de favoriser l'arrêt du régime au parti et au chef unique en Turquie. Deuxièmement la pression soviétique subis par le pays juste a la fin de la guerre a poussé celui-ci, a se lier aux blocs occidentales, situation identique a celle des années 1930 ou la Turquie avait entamé des relations avec l'Angleterre suite aux pressions italiennes. Ainsi la démocratisation du régime était inévitable ; voir Metin TOKER, *Türkiye Üzerinde 1945 Kabusu*, Ankara, 1971, pp. 51-55, et Mahmut GOLOĞLU, *Demokrasiye Geçiş (1946-1950)*, İstanbul, Kaynak Yayınları, 1982, p. 27.

²²⁵ BORATAV, *Türkiye'de...*, p. 291.

CONCLUSION :

D'après J. M. Keynes, l'essence du capitalisme est « le rôle de l'argent et de l'amour d'argent chez l'individu comme levier essentiel du mécanisme économique ». Dans cette définition, l'économie est analysée indépendamment du cadre social, politique et culturel. Aussi, elle montre bien le comportement des individus à la recherche d'une maximisation de leurs intérêts financiers qui agissent sans prendre en considération les aspects sociaux, politiques et culturels. Dans ce contexte, l'autonomie de l'économie est étudiée parallèlement à l'autonomie de l'individu dans la société. Ceci implique donc que l'économie était détachée de la société. Ce détachement reflétait bien la situation dans laquelle les facteurs sociaux qui déterminaient les relations entre l'État et le secteur privé perdaient de l'importance. En outre, avec le détachement de l'économie de l'ensemble de la société, il était normal que le secteur privé suive des normes de conduite définies de façon naturelle au lieu de suivre les normes de la société.

De ce point de vue là, il est difficile d'expliquer le développement du secteur privé selon le raisonnement mentionné ci-dessus. L'État jouait un rôle très important dans l'orientation des activités entrepreneuriales en Turquie. Ce rôle était le facteur essentiel qui déterminait la place du secteur privé en Turquie. La réussite du secteur privé en Turquie est, avant tout, mesurée par la profondeur de sa relation avec l'État. Nous pouvons le considérer comme une relation qui mêlait haine et amour. En Turquie, le secteur privé, d'une part, considérait l'État comme la cause de ses principaux problèmes et de l'autre, avait conscience qu'il n'existerait pas sans lui. Aussi, il n'était question ni d'une possibilité ni d'une volonté d'empêcher l'interventionnisme de l'État dans le développement capitaliste en Turquie. En fait, la raison pour laquelle le secteur privé critiquait les interventions étatiques était que le secteur privé n'arrivait pas à en voir les limites. Le réel problème repose sur le fait que l'État n'a pas su fournir et mettre en évidence les outils nécessaires au secteur privé pour assumer le rôle qui lui était imposé.

Nous pouvons dire que malgré l'existence d'une classe bourgeoise qui était créée par les Jeunes Turcs, elle n'était pas considérée par les républicains, en tant qu'une réelle classe bourgeoise puissante et organisée autour des valeurs nationales. Par ailleurs, comme dans les pratiques des Jeunes Turcs, l'État républicain souhaitait mettre en place une classe entrepreneuriale nationaliste et fortement liée à Ankara. Cependant,

à l'inverse des tentatives du CUP pour développer le commerce et la banque, le régime républicain, nourri par un nationalisme plus prononcé, avait pour intention de s'industrialiser par une politique économique protectionniste. Aussi, durant les premières années de la République, l'État a suivi une politique économique monopolistique qui favorisait cette classe. A cette époque, grâce aux concessions des monopoles, le secteur privé a eu l'occasion d'obtenir le profit considérable.

Durant les débuts de la République, nous notons que le Traité de Lausanne était le principal facteur qui a déterminé la vision de l'équipe dirigeante sur le secteur privé. En raison de certaines clauses du Traité de Lausanne, jusqu'en 1929, les gouvernements ne possédaient pas de politique vraiment indépendante sur les relations économiques extérieures. C'est pourquoi, la première politique indépendante liée au commerce extérieur coïncidait avec le début de la Grande Dépression de 1929. Ainsi, pendant les premières années de la République, ceux qui avaient déterminé l'économie politique du pays avaient tiré les leçons nécessaires pour accumuler toute l'expérience sur les problèmes des économies de marché libre. La prise de position politique face au secteur privé est apparue dans une période où il y avait une perte de confiance sur l'idée que les entrepreneurs privés pouvaient permettre le développement d'une économie équilibrée. Par ailleurs, cette prise de position par l'équipe dirigeante s'est aggravée avec le stockage de biens importés par la classe commerçante, qui voulait accroître ses profits, à la veille de l'augmentation des tarifs douaniers.

Après toutes ces analyses, nous pouvons dire qu'il est difficile de dissocier la vision des modernistes turcs ayant l'idée de créer un État-nation, sur le secteur privé de l'idéal d'État qu'elle souhaitait mettre en place. Lorsque les Jeunes Turcs montent au pouvoir, ils tentent de substituer les minorités non musulmanes placées dans les activités économiques de l'Empire par des sujets turcs. Lorsque les républicains arrivent au pouvoir, ils décident de remplacer la classe bourgeoise, qu'ils avaient auparavant créée, par une nouvelle classe qui serait plus proche de leur idéal, sous prétexte que la première ne les avait pas soutenu durant la Guerre d'indépendance. Par contre, pendant les années 20, cette nouvelle classe bourgeoise liée à Ankara ne soutient pas la croissance nationale en réinvestissant les plus values générées par ses activités mais préfère profiter des opportunités pour augmenter ses profits. Aussi, vers la fin des années 20, l'État décide de réaliser son rêve d'industrialisation par ses propres moyens et non plus avec la classe

bourgeoise dont il doute la fidélité. Dans ce contexte, le secteur privé n'est pas complètement mis à l'écart mais reste, tout de même, sujet à des contrôles sérieux. Nous pouvons parler de trois étapes dans le processus de création de la nouvelle classe bourgeoise par les modernistes : les efforts des Jeunes Turcs pour « turquiser » l'économie, le processus de création d'une classe bourgeoise attachée à l'État par les républicains et la volonté de l'État d'être un organe de contrôle sur la classe bourgeoise durant l'industrialisation.

Les années 1930 se traduisent par la définition des limites des champs d'action de l'État dans les efforts d'industrialisation. Ces années sont marquées par les contrôles sévères de l'État sur le secteur privé. Par ailleurs, la Seconde Guerre mondiale et les politiques économiques adoptées au lendemain de cette guerre ont contribué à la détérioration des relations entre l'État et le secteur privé. Cette période est marquée, d'une part, par les politiques inflationnistes appliquées et, d'autre part, par la lutte contre la hausse des prix, qui n'était que la conséquence logique de cette politique. Cette situation a favorisé les profits spéculatifs sur les marchés noirs et a permis l'apparition d'une classe composée de « riches de guerre » et Pour remédier à cela, l'équipe dirigeante a mis en place plusieurs impôts tels que l'impôt sur la Fortune, l'impôt sur les Produits Agricoles dans le but de punir, d'une certaine manière, cette classe qui s'était rempli les poches. Ceci a aggravé la méfiance mutuelle entre l'État et le secteur privé.

Même si le capitalisme d'État, adopté après 1930, donnait le plein pouvoir à l'État dans la vie économique, il ne serait pas juste de le définir comme étant un système entièrement opposé au secteur privé. Durant toute la période analysée, malgré tous les conflits qui ont opposé l'État au secteur privé, la classe dirigeante n'avait pas changé son opinion quant à la nécessité de créer une classe bourgeoise nationale. Cependant, ce qu'il faut essayer de comprendre c'est ce qu'attendait la bureaucratie, à forte vocation nationaliste, d'une bourgeoisie qu'elle qualifiait de "nationale". Nous pouvons dire que, en raison des leçons qu'avait tirées la bureaucratie turque de l'époque de la Seconde Monarchie constitutionnelle et de la Guerre d'indépendance, elle prend beaucoup de précautions dans ses relations avec le secteur privé. Et plus encore, dans les cas où le secteur privé pouvait avoir des comportements allant à l'encontre de l'intérêt national qui sont déterminés par elle-même. En effet, la bureaucratie ne se gênait pas pour prendre des mesures nuisibles au secteur et ainsi empêcher son développement. Ainsi,

pour l'État, il serait important de ne pas laisser cette classe sans aucun contrôle. Cette volonté de contrôler cette classe a conduit l'équipe dirigeante à adopter des politiques qui soutenaient « une bourgeoisie malgré à elle ».

Aussi, semble-t-il intéressant de se pencher sur le comportement du secteur privé pendant la période Républicain. Pour cette période, nous pouvons dire que le secteur privé n'avait pas de prévisions et d'objectif. Il était opportuniste et préférait les profits obtenus à court terme plutôt qu'à long terme. C'est parce qu'elle n'arrivait pas à cerner les limites de l'intervention de l'État. Aussi, nourri par la peur de l'avenir, il semblait plus censé de trouver les moyens d'obtenir des profits par le chemin le plus court. Les politiques économiques de la bureaucratie vide de cohérences ont poussé le secteur privé à adopter des comportements de rentier. Ceci explique donc l'interdépendance entre l'État et le secteur privé en Turquie dont les comportements s'influencent réciproquement.

Nous remarquons que l'idée d'une politique économique interventionniste, qui existait depuis la montée au pouvoir des Jeunes Turcs, s'établit définitivement dans les années 30, sous la forme d'étatisme. Ce processus, est l'un des principaux critères qui déterminait les relations entre l'État et le secteur privé. Cependant, dans la pratique, nous remarquons qu'il est difficile de prendre pour seule cause l'économie étatiste pour expliquer les relations ambiguës entre l'État et le secteur privé.

Alors qu'en Turquie, l'étatisme pouvait être considéré comme l'opposé du libéralisme, en réalité, il s'agissait d'une politique économique interventionniste qui soutenait la nécessité des entreprises d'État. Selon certains auteurs, l'étatisme, dans l'ordre économique établi en Turquie, apparaîtrait comme une « troisième issue » qui se séparait du capitalisme et du socialisme. Ici, nous pouvons noter que dans un système non socialiste, l'existence de l'État dans l'économie, en tant qu'acteur, incluait un système relationnel qui différait des relations de partage et de propriété capitaliste. Dans ces relations, la plus value générée par la classe ouvrière n'était pas transférée au capitaliste. C'est le pouvoir politique qui mettait la main sur cette plus value. Il l'utilisait grâce à des mécanismes particuliers de l'économie et de façon indirecte. Durant la Grande Dépression, le capitalisme s'était formé et avait pris de l'importance grâce aux politiques étatistes qui assuraient l'accumulation de la plus-value dans les mains de l'État. Par contre, cela ne nous permet pas de qualifier les politiques économiques,

menées avant 1930, comme libérales. De la même façon, l'étatisme des années 30 n'aurait pas eu les particularités pour un passage au système socialiste. En effet, l'étatisme, tel qu'il était appliqué en Turquie, n'avait pas utilisé les plus-values récupérées par le pouvoir politique, comme c'est le cas dans le système socialiste, pour supprimer les différences entre les classes sociales. A l'inverse, il l'avait utilisé pour créer ou développer le secteur privé de façon contrôlée dans le processus de réalisation d'une économie capitaliste. Cette forme d'utilisation de la plus-value par le pouvoir politique, nous laisse à penser qu'il s'agissait du capitalisme de l'État et non pas d'une « troisième issue ». Ainsi pouvons-nous considérer ce phénomène comme l'histoire de la recherche des moyens les plus efficaces et les plus faciles pour développer le capitalisme après 1923. Derrière les débats économiques de l'époque et des réglementations complexes économiques repose le fondement de cette recherche.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES:

1. AĞAOĞLU Ahmet, *Devlet ve Fert*, İstanbul, Sanayii Nefise Matbaası, 1933.
2. AĞAOĞLU Ahmet, *Serbest Fırka Hatıraları*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2000.
3. AHMAD Feroz, *İttihatçılıktan Kemalizm'e*, İstanbul, Kaynak Yayınları, 1996.
4. ATAY Falih Rifki, *Çankaya*, vol .II, Ankara, Dünya Yayınları.
5. AVCIOĞLU Doğan, *Türkiye'nin Düzeni, Dün-Bugün-Yarın*, vol. II, İstanbul, Tekin Yayınları, 2001.
6. AYDEMİR Şevket Süreyya, *İkinci Adam*, vol. I, İstanbul, Remzi Kitabevi, 1999.
7. AYDEMİR Şevket Süreyya, *İnkılap ve Kadro*, İstanbul, Remzi Kitabevi, 1990.
8. BAŞAR Ahmet Hamdi, *Atatürk'le Üç Ay*, Ankara, Ankara İktisadi ve Ticari İlimler Akademisi Yayınları, 1981.
9. BERKES Niyazi, *Türkiye'de Çağdaşlaşma*, İstanbul, YKY Yayınları, 1996.
10. BORATAV Korkut, *İktisat Tarihi, Türkiye Tarihi 1908-1980*, vol. IV, İstanbul, Cem Yayınevi, 1996.
11. BORATAV Korkut, *Türkiye İktisat Tarihi*, Ankara, İmge Kitabevi, 2004.
12. BORATAV Korkut, *Türkiye'de Devletçilik*, Ankara, İmge Kitabevi, 2006.
13. BUĞRA Ayşe, *Devlet ve İşadamları*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1995.
14. CİNGİ Rasim Hayri, *Bir İşadamı Gözüyle Memleketimizin Hal ve Dertlerimiz*, İstanbul, İbrahim Horoz Basımevi, 1948.
15. COŞAR Nevin, *Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 1995.
16. *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1982.
17. DAĞLAROĞLU Rüşti, *L'industrie textile Turque*, Fribourg, Imprimerie de la Gare, 1941.
18. DERİN Haldun, *Çankaya Özel Kalemimi Anımsarken (1933-1951)*, İstanbul, Tarih Vakfı Yayınları, 1995.
19. DERİN Haldun, *Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, 1940.

20. GEORGEON Francois, *A la recherche d'une identité : Le nationalisme turc, La Turquie en transition, disparités, identités, pouvoirs*, Paris, 1986.
21. GEORGEON Francois, *Des Ottomans aux Turcs: Naissance d'une Nation*, İstanbul, les Editions ISIS, 1995.
22. GOLOĞLU Mahmut, *Demokrasiye Geçiş (1946-1950)*, İstanbul, Kaynak Yayınları, 1982.
23. GÖKALP Ziya, *Türkçülüğün Esasları*, İstanbul, İnkılap Kitabevi, 2004.
24. İNSEL Ahmet, *La Turquie entre l'ordre et le développement*, L'Harmattan, Paris, 1984.
25. KARAOSMANOĞLU Yakup Kadri, *Politikada 45 Yıl*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1984.
26. KEYDER Çağlar, *Türkiye'de Devlet ve Sınıflar*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1998.
27. KURUÇ Bilsay, *Belgelerle Türkiye İktisat Politikası (1929-1932)*, vol. I, Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1988.
28. KURUÇ Bilsay, *Mustafa Kemal Döneminde Ekonomi*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1987.
29. LEWIS Bernard, *Modern Türkiye'nin Doğuşu*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2000.
30. ORTAYLI İlber, *İmparatorluğun En Uzun Yüzyılı*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2002.
31. ÖKÇÜN A. Gündüz, *1920-1930 Yılları Arasında Kurulan Türk Anonim Şirketlerinde Yabancı Sermaye Sorunu*, Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1971.
32. ÖKÇÜN A. Gündüz, *Türkiye İktisat Kongresi-1923*, Ankara, SBF Yayınları, 1968.
33. PAMUK Şevket, *Osmanlı-Türkiye İktisadi Tarihi 1500-1914*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2005.
34. SOYAK Hasan Rıza, *Atatürk'ten Hatıralar*, İstanbul, Yapı Kredi Yayınları, 2005.
35. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim, *1929 Dünya Buhranında Türkiye'nin İktisadi Politika Arayışları*, Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1977.

36. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim, *Kadrocuları ve Kadro'yu Anlamak*, İstanbul, Tarih Vakfı Yayınları, 2003.
37. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim, *Cumhuriyetin Harcı - Köktenci Modernitenin Ekonomik Politikasının Gelişimi*, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004.
38. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim, *Savaş Sonrası Ortamında 1947 Türkiye İktisadi Kalkınma Planı*, Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1974.
39. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim, *Uygulamaya Geçerken Türkiye'de Devletçiliğin Oluşumu*, Ankara, Orta Doğu Teknik Üniversitesi Yayınları, 1982.
40. TEKELİ İlhan, *Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunları (1923-1938)*, Discussion no. VII-VIII, *Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunları*, İstanbul, İstanbul Yüksek İktisat ve Ticaret Mektebi Mezunları Derneği Yayınları, 1977.
41. TEZEL Yahya, *Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tarihi:1923-1950*, Ankara, Yurt Yayınları, 1982.
42. TİMUR Taner, *Çok Partili Hayata Geçiş*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1994.
43. TİMUR Taner, *Türk Devrimi ve Sonrası*, Ankara, İmge Kitapevi, 1997.
44. TOKER Metin, *Türkiye Üzerinde 1945 Kabusu*, Ankara, 1971.
45. TOPRAK Zafer, *İttihat-Terakki ve Cihan Harbi (1914-1918)*, İstanbul, Homer Kitabevi, 2003.
46. TOPRAK Zafer, *Milli İktisat-Milli Burjuvazi*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1995.
47. TUNÇAY Mete, *Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Parti Yönetiminin Kurulması*, İstanbul, Tarih Vakfı Yayınları, 2005.
48. WEIKER Walter, *Political tutelage and democracy in Turkey*, Leiden, E.J. Brill, Netherlands, 1973.
49. YEŞİL Ahmet, *Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası*, Ankara, Cedit Neşriyat, 2002.
50. ZÜRCHER Erik Jan, *Modernleşen Türkiye'nin Tarihi*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1996.

ARTICLES:

1. AHMAD Feroz, « Doğmakta Olan Bir Burjuvazinin Öncüsü : Genç Türklerin Sosyal ve Ekonomik Politikası 1908-1918 », dans *İttihatçılıktan Kemalizm'e*, İstanbul, Kaynak Yayınları,1996, pp. 25-60.
2. AHMAD Feroz, « Kemalist Türkiye'de İdeoloji Arayışı », dans *İttihatçılıktan Kemalizm'e*, İstanbul, Kaynak Yayınları,1996, pp. 160-177.
3. AHMAD Feroz, « Kemalizmin Ekonomi Politikası », dans *İttihatçılıktan Kemalizm'e*, İstanbul, Kaynak Yayınları,1996, pp. 178-198.
4. GEORGEON Francois, « Un Manifeste du Libéralisme Economique dans l'Empire ottoman au Tournant du Siècle », *Des Ottomans Aux Turcs*, İstanbul, Les éditions ISIS, 1995, pp. 241-253.
5. GEORGEON Francois, « La Montée Du Nationalisme Turc Dans l'État Ottoman (1908-1914) », dans *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 1988, No:50, pp. 25-43.
6. GÜLALP Haldun, « Türkiye'de İthal İkamesi Bunalımı ve Dışa Açılma », dans *Orta Doğu Teknik Üniversitesi Gelişim Dergisi*, Numero 1-2, Vol: 7, 1980, pp. 35-58.
7. İNÖNÜ İsmet, « Fırkamızın Devletçilik Vasfı », dans *75 Yılda Düşünceler Tartışmalar*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları,1999, pp. 35-46.
8. İNÖNÜ İsmet, « Sivas Nutku », dans *75 Yılda Düşünceler Tartışmalar*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları,1999, pp. 22-30.
9. KAZANCIGİL Ali, « L'État ottoman-turc et le kemalisme », dans *Atatürk : Fondateur de la Turquie moderne*, Paris, Masson, 1984, pp. 37-54.
10. KONGAR Emre, « Devletçilik Kavramı ve Günümüzdeki Sonuçları », dans *Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, Bağlam Yayınları, 1995, pp. 220-232.
11. KURUÇ Bilsay, « 1930'ların Sanayi Hareketinde Unutulanlar ve Az Bilinenler », dans *75 Yılda Çarklardan Chip'lere*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları,1999, pp. 85-106.
12. OKYAR Osman, « Devletçilik Kavramı », dans *Türkiye'de Devletçilik*, İstanbul, Bağlam Yayınları,1995, pp. 189-206.

13. OLGUN Hasan, « Türkiye`de İthal İkamesi ve Dışa Açılma : Eleştiri », dans *Orta Doğu Teknik Üniversitesi Gelişim Dergisi*, Numero 1-2, Vol :VIII ,Ankara,1980, pp. 376-393.
14. ÖKÇÜN A. Gündüz, « 1909–1930 Yılları Arasında Anonim Şirket Olarak Kurulan Bankalar », dans *Türkiye İktisat Tarihi Semineri*, Ankara, Hacettepe Üniversitesi Yayınları, 1975, pp. 430-473.
15. ÖNCÜ Ayşe, « Cumhuriyet Döneminde Odalar », dans *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, vol.VI., İstanbul, İletişim Yayınları, pp. 1556-1578.
16. PEKER Recep, « Devletçilik », dans *Türkiye`de Devletçilik*, İstanbul, Bağlam Yayınları,1995, pp. 45-47.
17. SİLİER Oya, « 1920`lerde Türkiye`de Milli Bankacılığın Genel Görünümü », dans *Türkiye İktisat Tarihi Semineri*, Ankara, Hacettepe Üniversitesi Yayınları, 1975, pp. 485-533.
18. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim, « 1923 Yılında İstanbul`un İktisadi Durumu ve İstanbul Sanayi ve Ticaret Odası İktisat Komisyonu Raporu », dans *Köktenci Modernitenin Ekonomik Politikasının Gelişimi*, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, pp.45-910.
19. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim, « Kadro ve Kadrocuların Öyküsü », dans *Sol:Modern Türkiye`de Siyasi Düşünce*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2007, pp.587-611.
20. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim « Kör Ali İhsan Bey ve Temsili Mesleki Programı », dans *Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunları*, İstanbul, İstanbul Yüksek İktisat ve Ticaret Mektebi Mezunları Derneği Yayınları, 1977, pp.288-396.
21. TEKELİ İlhan & İLKİN Selim, « Osmanlı İmparatorluğu`nun Birinci Dünya Savaşı`ndaki Ekonomik Düzenlemeleri İçinde İaşe Nezareti ve Kara Kemal Bey`in Yeri», dans *Cumhuriyetin Harcı- Köktenci Modernitenin Ekonomi Politikasının Gelişimi* , İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2004, p. 1-23.
22. TOPRAK Zafer, « Halkçılık İdeolojisinin Oluşumu », dans *Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunları*, İstanbul, İstanbul Yüksek İktisat ve Ticaret Mektebi Mezunları Derneği Yayınları, 1977, pp.13-31.

23. TRAK Ayşe, « Devlet ve Fert: Gecikmiş bir kitap eleştirisi », dans *Toplum ve Bilim*, vol. XIV, İstanbul, 1981 pp. 64-83.
24. TRAK Ayşe, « 1930'ların Devletçilik-Liberalizm Tartışmaları », dans *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, v.IV, İstanbul, İletişim Yayınları, 1983, pp.1085-1094.